

Travailleurs de tous les pays, construisons la IVe Internationale !

Le CRI des travailleurs

Journal du Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste)

N° 31. Mars-avril 2008. Prix : 1,5 €. Prix de soutien : 2 €.

DÉFAITE ÉLECTORALE DE SARKOZY ET DE L'UMP, CRISE DE LA FONCTION PRÉSIDENTIELLE, CRISE DU MEDEF, MONTÉE DU MÉCONTENTEMENT OUVRIER ET POPULAIRE...

**LA SITUATION OBJECTIVE
REND POSSIBLE UN NOUVEAU
CYCLE DE LUTTES...
À CONDITION DE SURMONTER
LES OBSTACLES POLITIQUES**

L'URGENCE EST DE COMBATTRE POUR :

- UN FRONT UNIQUE OUVRIER CONTRE SARKOZY
- UN COURANT LUTTE DE CLASSE DANS LES SYNDICATS
- UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE DES TRAVAILLEURS

Leur société

Années 1980 : le triomphe de l'idéologie libérale au service de l'offensive capitaliste

Leur économie

Causes, ampleur et conséquences du déficit commercial des États-Unis

Notre internationalisme

Tchad,
Venezuela, Afghanistan,
Pakistan, Kosovo,
Palestine

Qui sommes-nous ?

Le Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste), constitué sur la base du « *Projet de programme CRI* » (cf. notre site <http://groupecri.free.fr>), entend être **une organisation de combat pratique et théorique, intervenant dans la lutte des classes** pour aider à la mobilisation et à l'organisation politiques du prolétariat, de la jeunesse révoltée et de tous les opprimés, et pour contribuer à la reconstitution de leur conscience communiste révolutionnaire internationaliste.

Il entend aider à cette lutte de classe dans la mesure de ses moyens, en montrant, à chaque étape, que la satisfaction des revendications ouvrières et populaires, l'aspiration des masses à vivre dans des conditions décentes, leur aspiration à la dignité, au bien-être et au bonheur, se heurtent constamment à la logique même d'un mode de production barbare, **le mode de production capitaliste, qu'il ne s'agit pas de réformer ou d'« humaniser », mais de détruire.** Car celui-ci, avec ses firmes multinationales assoiffées de profit et ses États impérialistes et oppresseurs, réduit des masses toujours plus nombreuses à la guerre, à la misère, au chômage, aux épidémies et à la déchéance, condamne la plupart des hommes et des femmes à l'exploitation, à l'oppression, à l'aliénation, au dénuement et à l'ignorance, et menace l'avenir même de notre planète. Pourtant, grâce aux progrès de la productivité, de la technique, de la science et de la connaissance en général, **un autre monde est plus que jamais possible**, un monde où tous ces maux soient à jamais éradiqués, un monde où les êtres humains ne subiront plus le joug d'un mode de production fondé sur le profit, où ils ne subiront pas davantage la monstrueuse dictature stalinienne des pays soi-disant « socialistes » du XXe siècle, mais où ils deviendront maîtres de leur propre destin, après s'être approprié collectivement les moyens de production et d'échange, qu'ils géreront eux-mêmes dans le cadre de leurs conseils et dans le but de la satisfaction des besoins de tous.

Dans l'objectif de **l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes**, le Groupe CRI cherche, à tout moment, à aider le prolétariat, la jeunesse révoltée et tous les opprimés à définir leurs revendications et leurs aspirations sociales et politiques de la manière la plus claire possible, afin de les aider à ne compter que sur eux-mêmes, donc sur l'unité de leurs rangs et sur leur propre organisation politique indépendante, et non sur les patrons, les gouvernements, les États, les institutions internationales impérialistes (en particulier l'ONU) les démagogues et les bureaucrates de tout poil. Il entend les aider à trouver par leur propre expérience pratique le chemin vers le programme de la révolution communiste.

Un tel combat exige la **construction d'une Internationale communiste révolutionnaire, la IVe Internationale**, assurant théoriquement et pratiquement la continuité du communisme révolutionnaire qui s'est développé au sein de la Ière Internationale, animée notamment par Marx et Engels, au sein de la IIe Internationale avant sa dégénérescence réformiste, ses trahisons contre-révolutionnaires et sa transformation en appareil bourgeois, et au sein de la IIIe Internationale, l'Internationale communiste fondée notamment par Lénine et Trotsky, avant sa dégénérescence stalinienne contre-révolutionnaire.

Le Groupe CRI est né du constat que la IVe Internationale, fondée par Léon Trotsky en 1938, n'avait jamais été construite, bien que, depuis lors, dans des dizaines de pays, des centaines de groupes et d'organisations et des dizaines de milliers de militants s'y soient employés, méritant comme tels tout notre respect, quelles que soient les erreurs, les faiblesses et les fautes plus ou moins graves qu'on peut leur reprocher. Au-delà des circonstances objectives, notamment la toute-puissance despotique des règnes stalinien et social-démocrate sur le mouvement ouvrier pendant des décennies, **toutes les organisations qui se sont réclamées du combat pour la IVe Internationale ont été incapables de la construire.**

Qui plus est, les principales organisations internationales qui se réclament aujourd'hui de la IVe Internationale, dirigées et encadrées par la génération des « soixante-huitards », parfois sous l'autorité étouffante d'un « patriarche » devenu trotskyste dans les années 1930-1940, sont devenues au fil des ans des **organisations de plus en plus centristes** — ni révolutionnaires, ni exactement réformistes, mais toujours davantage opportunistes à l'égard des appareils petits-bourgeois, sociaux-démocrates et/ou staliniens, leurs directions respectives s'étant cristallisées en micro-appareils bureaucratiques, persuadés d'être les seuls détenteurs de la vérité, souvent despotiques en interne et aujourd'hui sclérosés de manière manifestement irréversible. Tel est le cas en particulier, pour nous en tenir aux organisations les plus connues en France, de la **LCR, dont la direction est centriste-droitière**, constamment opportuniste à l'égard du réformisme en général, de l'« altermondialisme » en particulier, voire de l'ONU, sans parler de son appel à voter Chirac en 2002 ; du **CCI « lambertiste »** auquel se réduit pratiquement le **PT, et dont la direction est centriste-trade-unioniste** (parasyndicale), constamment opportuniste à l'égard de la *bureaucratie syndicale* (notamment de FO) et de plus en plus *nationaliste* ; et de **LO, dont la direction est centriste-attentiste**, économiste (sans perspective politique concrète), parfois *gauchiste*, toujours *électoraliste* et finalement *incapable de rompre avec une sorte de culte paralysant du PCF* considéré comme « le parti de la classe ouvrière ».

C'est pourquoi, sans se tromper d'ennemi (l'ennemi principal est la bourgeoisie, ses États et ses partis de droite comme de gauche, à commencer par les partis soi-disant « socialistes » et « communistes »), le Groupe CRI **considère les différentes directions centristes comme des obstacles à la construction de l'Internationale communiste révolutionnaire**, il lutte contre elles politiquement à l'intérieur même du camp prolétarien, dans le respect des principes intangibles de la libre discussion et de la démocratie ouvrière, et tout en œuvrant de toutes ses forces — contrairement à ces mêmes directions centristes — au combat unitaire des organisations ouvrières dès que c'est possible (front unique ouvrier). Conscient que les centaines de militants communistes révolutionnaires authentiques de ces organisations centristes ne sauraient être identifiés avec les micro-appareils qui les dirigent, et qu'ils seront tout au contraire nombreux à participer tôt ou tard à la recomposition inévitable des forces qui construiront la IVe Internationale, le Groupe CRI entend ainsi aider ces militants, comme les travailleurs en général et en particulier les jeunes, à comprendre la nature des vieux appareils centristes cristallisés, afin de contribuer dans la mesure de ses moyens à la construction du parti communiste révolutionnaire internationaliste dont nous avons tous plus que jamais besoin pour notre lutte de classe.

Le CRI des travailleurs est le journal du Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste). N° ISSN : 1763-8305.
Tirage du n° 30 (janv.-fév. 2008) : 210 exemplaires (le prix de vente est le prix coûtant). En outre, plus de 4 700 personnes et organisations (françaises et étrangères) reçoivent ce journal par Internet. — **Pour s'abonner, nous contacter.**
Contacts : Tél. : 06 64 91 49 63 — Courriel : groupecri@free.fr — Site Internet : <http://groupecri.free.fr>
Comité de rédaction : Laura Fonteyn, Paul Lanvin, Gaston Lefranc, Antoni Mivani, Quôc-Tê Phan, Nina Pradier, Frédéric Traille et Ludovic Wolfgang (responsable légal). Sauf indication contraire (tribunes libres), les articles rédigés et signés par un membre du comité de rédaction sont le produit d'une élaboration collective et expriment la position de l'ensemble du comité de rédaction. Les lecteurs sont invités à participer à l'élaboration en proposant articles, témoignages et documents.

DÉFAITE ÉLECTORALE DE SARKOZY ET DE L'UMP, CRISE DE LA FONCTION PRÉSIDENTIELLE, CRISE DU MEDEF, MONTÉE DU MÉCONTENTEMENT OUVRIER ET POPULAIRE...

LA SITUATION OBJECTIVE REND POSSIBLE UN NOUVEAU CYCLE DE LUTTES, À CONDITION DE SURMONTER LES OBSTACLES POLITIQUES

Comme nous l'expliquons dans notre Déclaration politique diffusée à la veille des élections municipales et cantonales (reproduite ci-dessous), le rapport de force entre les classes sociales en France est globalement à l'avantage de la bourgeoisie, mais la classe ouvrière n'est pas écrasée, elle résiste malgré la difficulté de la situation et cherche la voie de la lutte unie pour gagner. C'est pour cette raison que, malgré les défaites de l'automne, et quelle que soit la crise historique actuelle du mouvement ouvrier, *la question politique clé de la situation, l'obstacle principal au déploiement de la lutte de classe, reste la politique des directions du mouvement ouvrier* (syndicats, PCF, mais aussi organisations d'extrême gauche). En effet, les victoires de

Sarkozy dans les luttes de l'automne et l'imposition de ses lois successives de régression sociale sont dues avant tout à la collaboration de classe des directions syndicales et du PCF, aidées par le suivisme ou le manque d'audace des directions d'extrême gauche (LCR, LO et PT). Le MEDEF, Sarkozy et son gouvernement peuvent donc annoncer tranquillement la poursuite et même l'accélération de leurs « réformes » malgré la défaite de l'UMP aux élections, l'hostilité croissante de la population envers le président et la crise sans précédent qui secoue l'organisation patronale. Autrement dit, le patronat, le président et le gouvernement ne restent dans une position de force, rendant possible l'amplification de

leur offensive, qu'en raison du refus des principales directions du mouvement ouvrier de les combattre selon un plan d'action qui réaliserait le front unique ouvrier et utiliserait l'arme de la grève avec comme objectif clairement affiché la grève générale. En ce sens, l'analyse des résultats des élections, mais aussi la crise de la fonction présidentielle, les derniers développements de la crise du MEDEF et leur mise en contexte international, sont autant d'éléments qui confirment la possibilité de combattre avec des chances de succès pour la réalisation des propositions concrètes que nous avançons dans notre Déclaration politique.

Défaite électorale de Sarkozy et de l'UMP... mais sans plébiscite ouvrier et populaire du PS

Record de l'abstention

Comme nous l'avions prévu, le premier fait marquant du résultats électoraux est la force de l'abstention : elle atteint un record depuis la Seconde guerre mondiale, avec 33,5% au premier tour et 38,34% au second. Une étude plus précise montre qu'elle concerne tout particulièrement l'électorat populaire, notamment en région parisienne, où elle atteint souvent plus de 50%. S'il s'agit en partie d'électeurs qui ont pu voter Sarkozy au printemps 2007, il ne s'en agit pas moins globalement d'une « abstention-sanction », comme l'a noté la même presse qui nous avait rebattu les oreilles l'an passé en prétendant, au vu d'une baisse limitée du taux d'abstention, qu'il y avait un progrès du prétendu « civisme » ! Le rejet de Sarkozy et

de sa politique ne signifie ni un retour de l'extrême droite (qui disparaît presque du paysage politique), ni d'un retour des illusions envers le PS et les autres partis de l'ex-« gauche plurielle ». Si on ajoute à cela la privation du droit de vote des étrangers (hors Union Européenne), qui sont pour la majorité des prolétaires, il est clair que la majorité absolue du prolétariat au sens strict du terme (ouvriers et employés subalternes des entreprises) n'a guère d'illusions dans le système électoral actuel, dans les mécanismes de l'« alternance » et les autres dispositifs de « cohabitation » (ou répartition des pouvoirs entre droite et gauche bourgeoises).

Vote-sanction contre Sarkozy

Quant au vote ouvrier et populaire pour le PS, il n'a pas

signifié un raz-de-marée du PS en termes de voix. Certes, le mode de scrutin, mais aussi la division du MODEM et l'appel inadmissible de LO et de la LCR à voter pour le PS au second tour, permettent une victoire sans appel du PS en ce qui concerne le nombre de villes gagnées (80, alors que la droite en perd 59). Cependant, il faut noter d'abord que, si les Verts ont perdu beaucoup de voix, subissant l'effet du « vote utile » pour le PS, le PCF en revanche a bien résisté dans la plupart des villes qu'il dirigeait déjà et dans les cantons (et, si le PS lui a fait perdre la direction du conseil général du 93, gardé de justesse en 2001, il gagne l'Allier) ; cela prouve l'attachement d'une fraction du prolétariat à ce parti réformiste qui prétend encore défendre ses intérêts, bien qu'il soit historiquement moribond et doive une bonne partie

de sa survie électorale, considérée dans sa globalité, aux alliances avec le PS (voire avec des cadres du MODEM à Aubagne !). D'autre part, le vote pour le PS relève avant tout du fameux « vote utile », dont le caractère illusoire ne saurait empêcher la signification claire : les travailleurs se sont saisis de ce qu'ils estiment être la seule arme à leur disposition pour infliger une défaite sans appel à Sarkozy. Enfin, le fait qu'un nombre croissant des électeurs du PS sont des bourgeois, des cadres et autres salariés des classes moyennes supérieures est prouvé par les plus grands succès de ce parti dans les grandes villes (où les logements et les loyers sont de plus en plus chers et les couches populaires de moins en moins présentes) que dans les villes moyennes ; car, s'il conserve son poids dans l'électorat des quartiers populaires ayant participé au vote, le PS progresse même dans les quartiers les plus aisés, à commencer par ceux de Paris et de Lyon. D'ailleurs, une bonne fraction de l'électorat PS a refusé de voter pour le PCF dans les villes où celui-ci représentait la gauche au second tour, au profit de la droite : c'est le cas à Corbeil-Essonne, Sète, Le Havre ou Calais ; quant aux mairies de Montreuil et d'Aubervilliers, elles sont perdues par le PC au profit du PS et des Verts car ceux-ci ont pu compter sur les voix de droite...

Régression de LO, stagnation du PT, succès relatif de la LCR

Quant aux résultats des organisations d'extrême gauche aux élections municipales ils confirment notre analyse et la justification de nos consignes de vote (elles n'ont en revanche présenté que très peu de candidats aux cantonales). — Lutte ouvrière, qui a présenté ou participé à 186 listes, est en recul par rapport à 2001 quand elle s'est présentée seule : cela ne prouve pas, comme elle le prétend, que les travailleurs ont préféré voter pour le PS dès le premier tour, mais plutôt qu'une partie de l'avant-garde des travailleurs qui constituait son électorat ne se retrouve pas dans le scandaleux virage à droite qu'elle a effectué à l'occasion de ces

élections ; la preuve en est que, dans les communes où LO s'est présentée seule et où la LCR se présentait aussi, c'est la LCR qui a nettement devancé LO (à une exception près semble-t-il). En tout cas, l'opportunisme électoraliste de LO lui a certes permis de passer de 33 à 79 élus entre 2001 et 2008, mais seuls 14 d'entre eux l'ont été sur des listes autonomes de LO, les autres l'étant au premier ou au second tour sur des listes d'union avec la gauche plurielle.

De son côté, le PT/POI a présenté ou soutenu 193 listes, dont 44 dans des communes de moins de 3 500 habitants — celles où a été gagnée la plupart des 65 élus revendiqués, dont 15 maires. Pour autant qu'on puisse en juger, étant donné qu'il ne fournit à ses lecteurs aucun élément de comparaison par rapport à 2001, le PT/POI stagne dans la grande majorité de la centaine de communes de plus de 3 500 habitants où il se présente sous ses propres couleurs : sa prétention au succès, qu'il fait miroiter à ses adhérents comme une preuve de la justesse de sa ligne, n'est vérifiable que dans une poignée de quelques très petites communes et dans celles où il s'est subordonné au PS, au PCF, aux Verts et/ou au MRC dans le cadre d'accords certes locaux, mais à peine réformistes.

En revanche, la dynamique de la LCR, fondée sur l'autonomie à l'égard du PS au premier tour (sauf exception...), sur les interventions médiatiques de Besancenot — réformistes mais pugnaces contre le patronat et le gouvernement —, et sur le lancement du projet de NPA, s'est confirmée par des scores historiques, supérieurs à ceux de la présidentielle dans la majorité des cas. Cependant, les résultats du premier tour sont moindres que ce que les dirigeants de la LCR ont prétendu dans la presse, comme l'a démontré perfidement un article de *Lutte ouvrière* du 19 mars (réponse du berger à la bergère). En effet, si la direction de la LCR a annoncé (oralement comme par écrit) avoir présenté ou soutenu « plus de 200 listes » (contre 90 en 2001), le chiffre exact est en réalité de 187, selon leur propre énumération (dans *Rouge* du 13 mars). Et surtout, si elle a affirmé que « plus de 110 d'entre

elles franchissent les 5%, 32 dépassant les 10% », ces chiffres masquent en réalité des résultats moins impressionnants pour la LCR elle-même : en fait, elle n'a présenté que 78 listes « LCR 100 % à gauche », dont 29 ont dépassé 5% ; les 109 autres sont des listes d'union avec d'autres forces (elle annonce 40 avec des collectifs anti-libéraux, 20 avec les Alternatifs, 20 avec le PCF, d'autres avec Alternative Libertaire, la Fraction de LO, mais aussi Les Verts, PRS ou le MRC et, au moins dans un cas, à Saint-Quentin, avec le PS¹). Enfin, si la direction de la LCR a annoncé que les résultats de ces « plus de 200 », c'est-à-dire en fait 187 listes, ont permis d'obtenir « 73 élus anti-capitalistes », elle n'insiste guère, dans son tableau des résultats paru dans *Rouge* du 13 mars, sur le fait qu'une bonne partie de ces élus ne sont pas de la LCR, mais d'autres partis politiques ayant fait liste commune avec elle (PCF, LO, PT, mais aussi PS ou Verts, présentés ainsi à bon compte comme « anticapitalistes » !)... En réalité, elle a reconnu ensuite n'avoir qu'une cinquantaine d'élus propres (contre 30 en 2001). — Quant au second tour, 7 des 11 listes de la LCR seule ont dépassé les 10% (4 ayant même plus de voix qu'au premier tour), atteignant 17,69% à Saint-Nazaire et 15,34% à Clermont-Ferrand.

Cependant, la ligne opportuniste de la direction de la LCR l'a conduite à gâcher immédiatement l'effet possible de ses bons résultats du premier tour (qui sont en eux-mêmes un excellent point d'appui pour mener le débat en faveur d'un parti révolutionnaire), en appelant à « battre la droite » et en cherchant à fusionner presque partout avec le PS pour le second tour. C'est le cas même dans les villes où la LCR a fait plus de 10%, ayant donc la possibilité de se maintenir ! Certes,

¹ *Rouge* du 13 mars, qui donne les indications reproduites ici, omet d'ailleurs ce dernier cas, peut-être parce qu'il cadre mal avec les critiques adressés au même moment (d'ailleurs fort justement) à LO pour s'être alliée avec le PS ; rappelons d'ailleurs que cette liste de gauche unie PS-PCF-Verts-MRC-LO-PT-LCR de Saint-Quentin a dans son programme des subventions au patronat (cf. notre Déclaration politique reproduite ci-après).

le PS a refusé presque partout la fusion des listes — se montrant bien plus cohérent avec sa propre ligne (qui consiste à soutenir au plan national les réformes de Sarkozy et à s'allier avec le MODEM dans bien des villes), que la LCR avec la sienne, (fondée au premier tour sur le refus de l'alliance avec le PS) ! Cependant, la demande systématique de « fusions techniques » avec les listes du PS (parfois du PCF ou les Verts), même si elle s'est accompagnée du refus de s'engager *a priori* à soutenir la politique locale du PS, signifie que la LCR continue ainsi de semer des illusions sur ce parti, qu'elle refuse de considérer comme le parti bourgeois qu'il est ; elle s'adresse même au PS pour combattre Sarkozy, alors que ce parti soutient pour l'essentiel les

« réformes » du gouvernement ! Or c'est d'autant plus grave que la confusion ainsi créée empêche les travailleurs ayant encore quelque illusions envers le PS d'aller jusqu'au bout de leur rupture politique avec lui et renforce donc la ligne réformiste que la direction de la LCR voudrait donner au « nouveau parti anti-capitaliste ». C'est ce que confirme à sa façon Yvan Lemaitre, membre de la direction de la LCR, de façon d'autant plus inquiétante qu'il prétend incarner la tendance de gauche au sein de cette direction : dans le numéro de *Rouge* paru après le premier tour, il affirme qu'il s'agit de « regrouper les forces des révolutionnaires, des anticapitalistes, des antilibéraux dans un même parti » (nous

soulignons) — alors que, jusqu'à présent, la direction de la LCR et notamment l'ex-tendance Démocratie révolutionnaire affirmaient, contre la fraction de droite animée par Christian Picquet, qu'elles voulaient regrouper les seuls « anticapitalistes et révolutionnaires »... Le risque est donc que la direction centriste-sclérosée de la LCR, dans la mesure même où elle refuse d'aller jusqu'au bout de la rupture avec le PS et la « gauche plurielle », tranche encore plus vite que prévu le débat à peine ouvert entre réforme et révolution dans le sens d'un parti fourre-tout, qui serait alors dominé inévitablement par les réformistes purs et simples, voire les « anti-libéraux ».

Crise de la fonction présidentielle... mais elle reste protégée par le PS et la « gauche »

La défaite électorale de Sarkozy, de son gouvernement et de l'UMP ne peut que renforcer non seulement l'impopularité du président, mais en outre la crise de la fonction présidentielle, donc des institutions elles-mêmes. C'est ce dont s'inquiète une partie de la bourgeoisie, représentée notamment par la direction du PS, le MODEM de Bayrou ou le courant de Villepin au sein de l'UMP. Tout le problème est que Sarkozy a été choisi par la bourgeoisie pour accomplir ce que Chirac n'a pas suffisamment réussi à faire, c'est-à-dire pour liquider les acquis sociaux. Mais il ne suffit pas de s'agiter dans tous les sens pour éviter de se « chiraquiser » : en concentrant si rapidement contre lui le mécontentement populaire, Sarkozy prend le risque de n'avoir plus suffisamment de « légitimité » pour faire accepter les « réformes » brutales et rapides qu'exige la bourgeoisie. D'ores et déjà, selon un sondage BVA cité dans *La Tribune* du 20 mars — et s'inscrivant en faux contre les propos provocateurs de Fillon, du gouvernement et de certains journalistes prétendant voir dans le résultat des élections un appel à accélérer ses réformes —, « 63% des Français jugent "mauvaise" la politique économique

du gouvernement et ne veulent pas d'accélération des réformes ». Tout le problème est donc de permettre au président, au gouvernement, mais aussi au mécanisme du régime lui-même, de mener le plan patronal sans provoquer une explosion sociale, donc en faisant accepter par le maximum de travailleurs la « nécessité » des réformes au nom du contexte international et de l'« intérêt général ».

Présidentialisation ratée

Le problème est bien posé par Gérard Courtois, directeur éditorial du *Monde*, dans l'édition des 9-10 mars : il constate d'abord l'écart entre le Sarkozy de la campagne présidentielle — qui se présentait comme énergique, mais maître de soi, comme déterminé, mais responsable — et la situation actuelle, où « cette image s'est démantibulée et son crédit s'est effondré, comme en témoignent tous les sondages depuis quatre mois. Pis, le président de la République se voit reprocher, y compris dans son propre camp, tous les défauts dont il affublait, hier, Ségolène Royal : impulsif, narcissique, brouillon dans ses annonces, approximatif dans leur mise en œuvre, comme flottant dans

son costume présidentiel, bref, déroutant, voire inquiétant. » Or il ne s'agit pas seulement d'« emballements de débutant », mais « le mal dont souffre le chef de l'État est probablement plus profond : au-delà de ces épisodes symptomatiques, c'est bien sa conception de la fonction présidentielle qui est en jeu ». Gérard Courtois explique ensuite que Sarkozy aurait selon lui eu raison de vouloir presidentialiser le régime, en faisant « assumer sa responsabilité politique (de président) en première ligne », plutôt que de « se réfugier dans les ambivalences de la position d'arbitre, instaurée par le fondateur de la V^e République et usée jusqu'à la corde par ses successeurs ; il ne doit plus s'abriter derrière le premier ministre en cas de turbulences ou de coup dur, comme si souvent depuis un demi-siècle ». Mais, au lieu de moderniser la fonction présidentielle en la « désacralisant », « il a, en réalité, banalisé, trivialisé et privatisé sa fonction » et « l'a, du coup, instantanément indexée sur sa propre personnalité, ses travers et ses fougades. Sans même la protection traditionnelle de la distance, de la solennité et de la

durée ». C'est pour cela que Sarkozy a dû se résoudre à une autocritique dans *Le Figaro* du 6 mars, en s'engageant à « *garder une certaine distance par rapport au quotidien* », à ne pas « *céder à l'agitation* », à « *envisager les choses dans la durée, avec du recul, du sang froid* ». Sauf que cela ne peut suffire à rassurer la bourgeoisie et en l'occurrence son porte-parole Gérard Courtois : « *Nicolas Sarkozy aura beaucoup (...) de mal (...) à convaincre les Français, tant il a incarné jusqu'à présent, et jusqu'à la caricature, une présidence trépidante, tapageuse et, à l'évidence, beaucoup plus exaltée qu'exaltante.* » Mais voilà : tout le problème est que, en même temps, « *il n'a pas le choix (...) : ne pas changer de ton, de style et de méthode (...) pourrait conduire les Français à passer de leur mauvaise humeur actuelle à une grogne beaucoup plus vindicative et*

imprévisible ». Et l'auteur de conclure avec intelligence que la seule chance de succès de Sarkozy, c'est que le PS reprenne des couleurs à l'occasion des municipales et mette en avant un projet un peu différent de celui mis en œuvre par Sarkozy, au lieu de se contenter de critiquer le style et la méthode du président...

PS et Parlement au secours du président ?

Du point de vue de la bourgeoisie, en effet, cela obligerait Sarkozy à être plus prudent et permettrait de revigorer les institutions en contrebalançant une présidentialisation mieux maîtrisée du régime par un rôle accru du Parlement et des débats en son sein. Autrement dit, le régime ne peut se présidentialiser sans risque de focaliser la colère populaire sur le président, clé de voûte des

institutions, qu'à condition de renforcer le rôle tribunicien du Parlement, c'est-à-dire la collaboration de toutes les forces politiques institutionnelles au système lui-même. Bref, pour que Sarkozy ne scie pas jusqu'au bout la branche du régime sur lequel il est assis, il est urgent de revitaliser la « démocratie » bourgeoise, c'est-à-dire de faire croire aux « Français » que leur mécontentement peut être exprimé par la voix parlementaire de la « gauche ». Tout dépendra donc de la capacité du PS et de la « démocratie » bourgeoise à canaliser la colère populaire latente. Cela signifie, pour les révolutionnaires, que tout dépendra de la lutte de classe, de sa capacité à ne justement pas se laisser canaliser par le PS, le PCF et les directions syndicales dans le cadre du système.

Crise au MEDEF... mais les directions syndicales soutiennent Parisot

La possibilité objective de vaincre Sarkozy et le patronat par une politique offensive de lutte de classe s'appuie non seulement sur la défaite électorale de Sarkozy et de l'UMP et sur la tendance à la crise de la fonction présidentielle, mais aussi sur la crise qui déchire les représentants du patronat. Celle-ci prend la forme d'un conflit spectaculaire entre la direction du MEDEF et celle de sa principale fédération, l'UIMM (Union des Industries et des Métiers de la Métallurgie). Quelle en est la cause ? — Passons sur l'interprétation complètement dépolitisée avancée par Lutte ouvrière, selon qui ce conflit ne serait qu'un « panier de crabes » sans signification particulière : à part LO, tout le monde s'accorde pour parler d'une véritable crise. Passons rapidement aussi sur l'« analyse » du PT, qui ne voit ici comme ailleurs qu'un complot des États-Unis, *via* les fonds de pension dont Parisot serait la porte-parole contre l'industrie française, représentée par l'UIMM : si le PT prend certes soin de préciser qu'il ne prend pas parti pour celle-ci (ce qui serait tout de même un comble !), ce délire interprétatif n'en

visse pas moins à faire croire que, « la France » étant menacée de démantèlement par le capital américain *via* Parisot et l'Union Européenne, la classe ouvrière aurait à concentrer son combat sur la défense de la « nation » et de la « République »¹.

¹ Incapable de comprendre les contradictions anti-impérialistes, la direction du PT sombre même dans le pur et simple chauvinisme : commentant l'achat par l'armée US de 179 avions ravitailleurs d'EADS, aux dépens de Boeing, le secrétaire national et prétendu « théoricien » du PT, l'inénarrable Daniel Gluckstein, s'indigne du fait que ces « avions seront livrés à l'entreprise d'équipements militaires américaine Northrop Grumman Corporation et seront assemblés aux États-Unis mêmes, dans l'Alabama », avant de conclure : « Succès de l'industrie nationale... ou un pas de plus vers le démantèlement-pillage ? Que va-t-il rester de ce pays ? Sous les coups de boutoir du capitalisme américain, auquel la Banque centrale européenne et l'Union européenne ouvrent grandes les portes, l'industrie nationale est démantelée. » (Éditorial d'*Informations ouvrières* n° 835). Bref, Daniel Gluckstein s'indigne que les travailleurs étasuniens puissent prendre du travail français ! Ce prétendu « trotskyste » se rapproche ainsi de plus en plus des dirigeants staliniens du PCF qui, dans les années 1970, en

Divergences stratégiques...

Si l'on se tourne maintenant vers les journaux bourgeois nationaux, l'une des explications de la crise, pour eux, serait un conflit entre d'un côté la fraction industrielle du patronat, représentée par l'UIMM, qui serait plus ou moins rétrograde à l'heure du prétendu « capitalisme post-industriel », et de l'autre le patronat des services, représenté par Parisot. Cette hypothèse n'est qu'en partie vraie : Parisot est appuyée aussi bien par le patron de la BNP-Paribas, Michel Pébereau, ou par celui d'Axa, Claude Bébéar que par la PDF d'Areva, Anne Lauvergeon, et par celui de PSA, Christian Streiff. En réalité, il ne faut pas sous-estimer le caractère stratégique du conflit qui traverse le patronat français. Celui-ci est contraint par la pression de la concurrence internationale, par la tendance à la récession de l'économie des États-Unis et donc par le fort ralentissement de la croissance globale, notamment en France, de mener une politique de « réformes » structurelles profondes contre les

appelaient eux aussi à « produire français » ! Jusqu'où ira-t-il ?

acquis des travailleurs¹. Or, pour la majorité du MEDEF, emmenée par Parisot, cela implique de revoir et de rendre plus efficaces encore les modalités de la collaboration des directions syndicales, en les intégrant purement et simplement à l'élaboration des contre-réformes, mais sous le label de la « démocratie sociale ». En revanche, comme l'écrit le quotidien économique *La Tribune* du 20 mars, la « vieille garde » de l'UIMM serait « hostile à la volonté [du MEDEF et du gouvernement] de changement social. De fait, l'UIMM est réticente à la fusion ANPE-Unedic, à la remise en cause des règles fondant la représentativité syndicale... ». Elle défend ainsi l'ancien type de relations sociales, particulièrement rodée dans ce bastion du prolétariat organisé qu'est (ou qu'était) la métallurgie, où bien des syndicats confédérés, sans parler des « syndicats »-maison, sont souvent les syndicats du patron et suffisent à garantir la paix sociale, quitte à se laisser « arroser » de temps en temps. Réciproquement, ces syndicats assuraient à l'UIMM bien des accords pour l'accomplissement de ses mandats au sein des différentes instances paritaires.

On sait que la crise au sein du patronat a commencé avec la révélation le 26 septembre de sorties de 19 millions d'euros en liquide des caisses de l'UIMM entre 2000 et 2007, qui a entraîné elle-même une

¹ Alors que le gouvernement a construit son budget sur une hypothèse de croissance comprise entre 2 et 2,5%, il est aujourd'hui quasi-certain que la croissance de 2008 sera nettement inférieure à celle de 2007 (1,9%). De plus, malgré la remise en cause des acquis sociaux, la France est « en retard » par rapport à ses voisins, notamment l'Allemagne (grâce au « social-démocrate » Schröder et à l'actuel gouvernement de coalition CDU-SPD), qui ont mis en place de violentes réformes structurelles pour gagner en « compétitivité » dans un monde désormais « fluidifié », où les capitaux circulent sans entrave. Ainsi la balance commerciale française, excédentaire dans les années 1990, est-elle depuis 2003 de plus en plus déficitaire : le déficit atteint 40 milliards d'euros en 2007, déficit que ne peut expliquer à lui seul le taux de change de l'euro, puisque l'Allemagne enregistre un excédent colossal de 200 milliards pour la même année !

révélation encore plus importante concernant l'existence d'une caisse noire de 600 millions d'euros (soit tout de même 20 fois le budget du MEDEF !), destinée à la fois à servir de caisse de secours mutuel pour les patrons en cas de grève et à « fluidifier les relations sociales », c'est-à-dire en fait à acheter purement et simplement des « syndicalistes ». Selon la presse, les services du ministère des Finances étaient au courant depuis longtemps de l'existence de cette caisse noire et *La Tribune* du 19 mars suggère que la crise n'a peut-être pas éclaté fortuitement en septembre. De fait, malgré ses risques, elle était peut-être nécessaire pour accroître encore le poids de Parisot négociant au nom de tout le patronat et pour contraindre les directions syndicales, mouillées elles aussi dans l'affaire, à accepter le calendrier et les modalités des « négociations » imposées par le MEDEF.

... intervention de Parisot en chevalier blanc...

En tout cas, une fois l'affaire révélée, Parisot ne pouvait que monter au créneau pour combattre la « vieille garde » de l'UIMM. En effet, quelle que soit la soumission de ces directions syndicales, son projet de « modernisation » du « dialogue social » n'était pas tenable si les travailleurs en concluaient que tous les chefs du patronat et des syndicats sont corrompus. La crise a donc d'abord été circonscrite par la mise en examen du président de l'UIMM, Denis Gautier-Sauvagnac, auquel était ainsi attribué le rôle de bouc émissaire, dans l'idée que le mythe du vilain petit canard pourrait être gobé par les gens. Mais la crise a rebondi et s'est approfondie le 1^{er} mars, lorsque l'hebdomadaire *Marianne* a révélé que l'UIMM avait décidé de verser à Gautier-Sauvagnac une indemnité de départ d'1,5 million d'euros, en plus de la garantie d'un fonds de secours pour faire face à son redressement fiscal et à ses frais de justice... Cela a choqué tout le monde, non seulement par le montant de ce cadeau, mais aussi parce que sa fonction était claire : comme le dit le

nouveau président du MEDEF, Frédéric Saint-Geours, sur le mode de la négation : « *Je tiens à dire haut et fort que personne n'a acheté son silence.* » (*Le Parisien*, 8 mars). Parisot s'est saisie de ce nouvel épisode pour ouvrir un feu nourri contre Gautier-Sauvagnac et ses amis, en les traitant de « menteurs », en qualifiant leur comportement de « choquant », « méprisant » et « grossier », et en exigeant que l'UIMM remette les nombreux mandats qu'elle exerce au nom du MEDEF dans les organismes paritaires. L'UIMM a alors revu à la baisse l'indemnité de Gautier-Sauvagnac et l'a démis de la fonction de délégué général qui lui restait, tout en refusant de rendre ses mandats.

Dans cette affaire, Laurence Parisot se présente donc comme porte-parole d'un patronat moderne et elle veut faire rimer cette « modernité » avec « moralité » : elle dénonce dans le comportement de « ces messieurs de l'UIMM » des « pratiques d'un autre âge », elle les désigne comme une « vieille garde », à laquelle elle oppose son projet d'un « patronat du XXI^e siècle ». Et elle enfourche le grand cheval du bien et du mal, comme dans *Le Monde* des 9-10 mars : « *On a surpris certaines pratiques inacceptables dans (la) direction (de l'UIMM) au regard de l'éthique et du bon sens. (...) De telles pratiques [les sorties de fonds en liquide], pour moi synonymes de perversion absolue, me semblent inimaginables à notre époque. Mon indignation est bien sûr morale.* » Mais le vrai sens de son honorable combat apparaît dans la suite : « *J'éprouve aussi le sentiment d'une sorte de trahison. Quand j'ai été élue présidente du MEDEF, contre le candidat de l'UIMM, et donc contre le vœu de Denis Gautier-Sauvagnac, j'ai voulu construire la paix. C'est pourquoi j'ai proposé à Denis Gautier-Sauvagnac la présidence de la commission "relations du travail" et lui ai dit que nous allions mener ensemble le dialogue social. Comment pourrais-je accepter que l'homme à qui j'avais confié cette mission me cache des pratiques illégales qui pervertissent le dialogue social ? (...) Nous devons*

nous donner les moyens d'éviter tout nouveau scandale. Tant qu'une remise à plat sérieuse n'a pas été faite, le soupçon peut planer. » Sa véritable préoccupation est donc claire : si les révélations concernant la caisse noire de l'UIMM font peser le soupçons sur tout le MEDEF, c'est le « dialogue social » lui-même, c'est-à-dire la co-élaboration des réformes patronales par les directions syndicales, qui ne sera plus crédible aux yeux des travailleurs. En revanche, si elle parvient à utiliser cette affaire pour faire triompher sa ligne, elle en retirera d'autant plus de force pour imposer le nouveau « modèle social » dont le patronat et le gouvernement estiment avoir besoin.

Front unique des directions syndicales... avec Parisot

Cette explication est confirmée par l'attitude des directions syndicales. Celles-ci prouvent une nouvelle fois qu'elles acceptent le nouveau « modèle social » et ne veulent décidément pas combattre le patronat : elles refusent de se saisir de cette crise, qui affaiblit objectivement le patronat, pour engager une lutte frontale contre lui, notamment en s'appuyant sur la forte exigence de pouvoir d'achat qui se rencontre chez les travailleurs et se manifeste dans un nombre croissant de grèves locales. Au lieu de profiter de cette situation, les directions syndicales restent pour la plupart muettes sur la crise du patronat et, quand les journalistes interrogent leurs représentants, ceux-ci prennent clairement parti pour Parisot et demandent encore plus de « dialogue

social » ! Ils demandent gentiment à la chef du patronat de bien vouloir aller jusqu'au bout de sa prétendue volonté de faire la clarté sur les agissements de Gautier-Sauvagnac et de quelques autres, comme s'il était possible de « moraliser » les comportements du patronat, qui plus est en s'en remettant pour cela à la chef du MEDEF ! C'est ainsi que la CGT tire à boulets rouges sur Gautier-Sauvagnac et l'UIMM... mais pour mieux soutenir la démarche de Parisot en l'incitant à faire « toute la lumière » et à « clarifier (...) sa conception du dialogue social et sa volonté d'assurer la transparence de son financement » (déclaration du 29 février). Les dirigeants syndicaux sont allés jusqu'à réaliser un front unique avec Parisot et Sarkozy pour faire tomber Gautier-Sauvagnac : *Le Canard enchaîné* du 5 mars révèle qu'elles sont intervenues directement, notamment auprès de Sarkozy et l'un d'eux explique : « Nous avons dit et répété à Sarkozy qu'il fallait mettre fin à cette situation folle : vu la suspicion que DGS avait fait peser sur tous les syndicats sans apporter la moindre preuve, nous ne pouvions plus présenter un projet à notre base sans être accusés de nous être fait acheter. »

C'est ce qui explique la rapidité des solutions mises en œuvre pour sortir de la crise (notamment par la convention nationale de l'UIMM du 19 mars, appelée par *La Tribune* « opération "mains propres" », qui a marqué la victoire provisoire de la ligne Parisot, notamment quant aux règles de fonctionnement et à la « certification des comptes » de

l'UIMM, celle-ci acceptant même de discuter dans les prochaines semaines des mandats qu'elle détient au nom du MEDEF). D'une part, « si Laurence Parisot veut parvenir à "réconcilier l'entreprise avec les Français" — le mot d'ordre de sa mandature —, elle ne peut pas laisser perdurer une guerre patronale » (*La Tribune* du 20 mars). Mais, d'autre part et surtout, si le soupçon ouvrier et populaire atteint l'ensemble du patronat et les directions syndicales, alors la collaboration de classe, principale digue actuelle contre la lutte de classe, sera bien plus difficile à faire accepter. Or ce serait d'autant plus préoccupant dans les circonstances actuelles, et tout particulièrement après les élections (cette autre digue prévue par le système) que le mécontentement des travailleurs est fort, en raison notamment de l'inflation, posant directement la question de grèves pour les salaires, dont le développement en cours pourrait prendre des proportions plus difficilement gérables. Plus généralement, les contre-réformes structurelles prévues par le gouvernement ne peuvent attendre, dans une situation de recul des parts de marché de la bourgeoisie française au niveau mondial et de la tendance à la stagnation générale de l'économie. Il est dès lors urgent, pour les « partenaires sociaux » et le gouvernement, d'approfondir et de solidifier l'institutionnalisation du « dialogue social » et du « syndicalisme » d'accompagnement — donc de faire croire en la possibilité d'un patronat éthique et d'un capitalisme moralisé...

Montée du mécontentement ouvrier et populaire contre les grands patrons... et nécessité du programme révolutionnaire

Mais cette crise du patronat français s'inscrit, au-delà des contingences de son éclatement, dans une tendance de fond au niveau international : celle d'une critique généralisée de ce que le magazine allemand *Stern* appelait début mars, à sa « une », « l'élite sans morale », avec comme sous-titre : « Comment les riches minent notre société. » De son côté, Barack Obama, le candidat

à la candidature du parti démocrate étasunien, a dénoncé, certes démagogiquement, mais en exprimant une réalité, le « déficit moral » d'une société qui a connu ces dernières années une hausse vertigineuse des inégalités, atteignant un niveau sans précédent depuis les années 1920. Même Sarkozy y est allé de son couplet contre « un capitalisme sans

morale ». Comme l'écrit Éric Le Boucher, chroniqueur économique du *Monde* dans un article des 9-10 mars consacré à cette question, « dans tous les pays développés monte un vif ressentiment contre les patrons des grosses sociétés, les fat cats ("gros chats"), qui accumulent des fortunes et qui, surtout, reçoivent des parachutes dorés même quand ils échouent. Pendant qu'"en bas" de

l'échelle sociale, de plus en plus de ménages ont l'impression de ne plus parvenir à joindre les deux bouts, "en haut" les revenus s'envolent et ils le font quelles que soient les circonstances », c'est-à-dire même en cas de chute de la Bourse comme dans la crise des subprimes. Éric Le Boucher poursuit : « On savait l'économie mondiale de plus en plus inégalitaire mais, en sus, le "gros" s'en sort toujours face au "petit" dans le jeu truqué d'un capitalisme "pile je gagne, face tu perds". Une élite mondialisée donne l'impression de s'échapper des contraintes locales, nationales, pour accumuler des sommes excessives sans plus de contrôle. Les élites du business sont devenues les meilleurs agents de l'anticapitalisme, résume le gouvernement de Berlin. »

Inquiétude de la bourgeoisie...

Autrement dit, selon cet analyste avisé de la bourgeoisie, pour que les gens acceptent les inégalités et le capitalisme, il faut limiter les « excès » et l'absence de contrôle qui les rendent intolérables. À ces problèmes généraux s'ajoute, dans la conjoncture actuelle, le retour de l'inflation qui, en érodant le pouvoir d'achat des ménages populaires,

rend encore plus insupportable la fortune insolente des riches. Éric Le Boucher en arrive donc logiquement à soutenir Laurence Parisot dans sa croisade contre l'UIMM, Merkel dans l'affaire du Liechtenstein et les démocrates étasuniens en écrivant très clairement : « (...) *Le vent tourne. (...) Comme si l'élite des affaires prenait conscience que son intérêt de classe était de revenir sur ses excès.* » Pour ce journaliste bourgeois qui a le mérite de parler en termes de classes, quelques mesurées limitant les excès et « moralisant » le système sont donc indispensables pour mettre un frein au développement du « vif ressentiment contre les patrons » qui, pour n'être pas encore un anticapitalisme conscient et cohérent, n'en fournit pas moins le terreau...

De la colère populaire au parti révolutionnaire

Le constat de ce progrès de la conscience ouvrière et populaire par les porte-parole de la bourgeoisie eux-mêmes est la meilleure preuve qu'il est parfaitement possible, pour un programme ouvertement et résolument révolutionnaire, de rencontrer un large écho. Contrairement à ce que nous font

croire les directions des principales organisations d'extrême gauche, essayant de justifier par là leur manque d'audace politique, leur opportunisme et leur ligne réformiste, ce ne sont pas les travailleurs, et surtout par leur avant-garde forgée dans les luttes, qui seraient effrayés par un programme et un discours clairement révolutionnaires. C'est la bourgeoisie elle-même qui, bien plus lucide que les dirigeants de LO, du PT et de la LCR, exprime actuellement sa peur du mécontentement ouvrier et populaire et de la lutte de classe. Il est donc plus que jamais nécessaire de proposer aux travailleurs un plan de lutte de classe efficace pour infliger des défaites à Sarkozy et au MEDEF, pour les vaincre. Et, pour aller jusqu'au bout de cette ligne comme pour préparer l'avenir, il est indispensable de défendre ouvertement, parmi les travailleurs, dans l'avant-garde militante du mouvement ouvrier et dans les comités pour le « nouveau parti anticapitaliste », la nécessité d'un parti communiste, révolutionnaire et internationaliste.

**Nina Pradier
et Ludovic Wolfgang**

DÉCLARATION DU Groupe CRI AVANT LES ÉLECTIONS

IL N'Y A GLOBALEMENT RIEN À ATTENDRE DES ÉLECTIONS ! L'URGENCE DE LA LUTTE DE CLASSE EST DE COMBATTRE POUR :

- **UN FRONT UNIQUE OUVRIER CONTRE SARKOZY**
- **UN COURANT LUTTE DE CLASSE DANS LES SYNDICATS**
- **UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE DES TRAVAILLEURS**

À la veille des élections municipales, la situation politique en France n'est pas déterminée par les frasques, gesticulations plus ou moins fébriles et autres provocations de Sarkozy, par les critiques purement formelles de ses rivaux bourgeois de gauche ou par l'inquiétude des notables UMP menacés de perdre de nombreuses voix à cause de l'impopularité croissante du président. **Ce qui compte avant tout, c'est le plan d'attaque de la bourgeoisie contre**

les travailleurs et leurs acquis, donc la nécessité de lui résister par la lutte de classe. Il s'agit d'un plan d'ensemble cohérent et conséquent, appliqué suivant un rythme soutenu : contre-réforme du droit du travail, franchises médicales, blocage des salaires, nouvelles attaques contre les droits des chômeurs, lois anti-immigrés et traque encore accrue des sans-papiers, « plan banlieues » et aggravation des provocations policières dans les quartiers,

suppression de dizaines de milliers de postes de fonctionnaires, diminution des heures de cours à l'école, contre-réforme des études universitaires, passage en force du traité européen, projet d'allongement de la durée de cotisation pour la retraite, rapport Attali préconisant une thérapie de choc contre les acquis sociaux et démocratiques, rapport Pochard contre le statut, les salaires et le métier des enseignants, etc.

Ce plan correspond aux besoins généraux de la bourgeoisie française

C'est pourquoi il est soutenu sur le fond, au-delà de leurs critiques formelles, voire purement personnelles, par les dirigeants des principaux partis de la bourgeoisie (UMP, MODEM, PS, Verts, MRC, PRG...). C'est en effet pour des raisons structurelles, notamment le poids encore relativement important des acquis sociaux et démocratiques, que la compétitivité de la bourgeoisie française ne cesse de baisser sur le marché mondial, comme le montre le déficit sans précédent du commerce extérieur (39 milliards d'euros). De plus, les « réformes » exigées par le MEDEF sont d'autant plus urgentes que, avec les répercussions de la crise financière sur l'économie réelle, celle-ci connaît un net ralentissement, avec le risque d'une récession aux États-Unis. De fait, les prévisions de croissance pour la France sont d'ores et déjà revues à la baisse (+ 1,5% seulement pour 2008 selon le FMI, contre encore 2% à l'automne). Or il y a d'autant moins d'issue possible par des mécanismes purement économiques dans le cadre du système que les déficits de l'État et des dépenses de santé se creusent et que l'inflation est forte, tant pour les matières premières (pétrole, fer...) et les produits agricoles (lait, soja...) que pour les prix à la consommation (autour de 3% en France).

Dans cette situation, le principal problème à surmonter pour la classe ouvrière est que, pour le moment, le rapport de force est globalement à l'avantage de la bourgeoisie. Celle-ci, en effet,

a non seulement fait élire en mai dernier l'un de ses représentants les plus durs, mais a surtout obtenu cet automne une victoire contre les travailleurs des régimes spéciaux (avant-garde des dernières années) et contre les étudiants (victorieux en 2006 contre le CPE), dont les grèves ont été trahies par les directions syndicales collaboratrices acceptant de « négocier » les reculs sociaux.

Certes, la baisse de popularité de Sarkozy et le mécontentement populaire sont importants, mais ce ne sont ni les sondages, ni même les élections dans le cadre du système bourgeois, qui déterminent les rapports de force réels entre les classes : bien des présidents et des gouvernements, à commencer par Chirac, ont rencontré par le passé des moments d'impopularité, voire des revers électoraux majeurs, qui ne les ont pas empêchés de poursuivre leur politique réactionnaire. La véritable base sociale de Sarkozy est la grande bourgeoisie représentée par le MEDEF, et celle-ci continue d'autant plus de lui faire confiance pour la mise en œuvre de son programme que la situation économique ne lui donne absolument aucune marge pour tergiverser si elle ne veut pas continuer à reculer sur le marché mondial. C'est ce qui explique le soutien à Sarkozy que vient de réitérer Parisot, la présidente du MEDEF, en l'encourageant à poursuivre ses réformes et en arguant en réponse aux mécontents « *qu'il faut au moins deux ans pour que tous les efforts, les orientations*

nouvelles qui sont prises actuellement puissent donner vraiment des effets » (interview à RMC et BFM TV). Quant à la base politique de Sarkozy, elle reste solide dans la mesure où elle inclut sur le fond les dirigeants du PS et les chefs des centrales syndicales qui continuent de collaborer directement avec lui en allant le rencontrer dans des restaurants luxueux pour discuter de ses réformes, comme l'ont fait Chèreque le 8 février, Mailly le 19 et Thibault le 22.

D'autre part, il y a un certain nombre de luttes, mais elles restent purement défensives, très circonscrites et assez peu nombreuses à l'échelle du pays. La capacité de résistance de la classe ouvrière reste limitée par le poids des reculs et des défaites accumulés depuis trop d'années. Ses organisations syndicales sont affaiblies numériquement et dirigées par des bureaucrates qui acceptent l'horizon du capitalisme et donc la « nécessité » des contre-réformes. Politiquement, enfin, la classe ouvrière n'a plus de représentation politique propre, depuis que le PS a achevé sa mue en parti ouvertement bourgeois (partisan sans complexe du capitalisme et du contre-réformisme) et que le PCF moribond ne vit plus que par la perfusion électorale du PS et les moyens matériels de son appareil sclérosé. Il en résulte un recul de la conscience de classe, des méthodes de la lutte de classe comme des idées socialistes et communistes (fût-ce sous la forme frauduleuse que leur avaient donnée le PS réformiste et le PCF stalinien).

Le prolétariat et la jeunesse ont été trahis cet automne par les directions syndicales et les réformistes, mais ils n'ont pas été écrasés

Si la classe ouvrière a subi une défaite-trahison à travers celle des travailleurs des régimes spéciaux et des étudiants, cela n'a pas été une défaite sans combat. Le fait même qu'il y ait des luttes malgré la difficulté de la situation prouve que la capacité de résistance sociale des travailleurs reste intacte, et de nouveaux secteurs entreront

certainement en lutte dans les prochaines semaines et les prochains mois. C'est ce que montre notamment la forte pression des travailleurs pour l'augmentation des salaires, stimulée par les profits considérables (100 milliards pour les entreprises du CAC 40) et l'inflation. Dans certains cas, cette pression a pu être désamorcée avant

de déboucher sur un conflit par des revalorisations significatives (Axa, Total, PSA, Renault...). Dans bien d'autres, elle a abouti à des grèves, comme à Air France dès octobre (grève de 5 jours ayant permis des augmentations de 3%), dans la Fonction publique le 24 janvier, dans la grande distribution le 1^{er} février (avec en outre la grève héroïque des

salariés de Carrefour Grand Littoral à Marseille, laissés dans l'isolement par les directions fédérales et finalement trahis par les jaunes locaux), aux Courriers d'Île-de-France (transport privé, avec une grève de 80 à 90%, le blocage des dépôts et finalement une victoire), à la Snecma (grève à Gennevilliers depuis le 18 janvier et le 25 février à Corbeil-Essonnes), chez Aker Yards, sous-traitant des chantiers navals à Saint-Nazaire (grève avec piquets, avec à la clé 45 euros d'augmentation pour tous en plus des 2,2% initialement accordés par la direction), à S3V, société de remontées mécaniques (grève ayant permis une augmentation de 100 euros nets pour les damneurs et d'1% pour les saisonniers), chez L'Oréal, etc. La combativité potentielle de la classe ouvrière est également prouvée par les mobilisations contre les suppressions d'emplois : mobilisation chez Arcelor-Mittal à Gandrange (Moselle) ; grève de 4 jours avec occupation et séquestration de cadres contre le projet de fermeture de l'usine Kleber à Toul (Meurthe-et-

Moselle) ; grève avec blocage du site chez Ford à Blanquefort (près de Bordeaux) ; grève depuis un mois contre les suppressions de postes chez Miko à Saint-Dizier (Marne) ; grève depuis cinq semaines avec blocage de l'Imprimerie nationale (Choisy-le-Roi, Val-de-Marne) contre les licenciements ; nombreuses grèves locales dans les établissements secondaires à l'annonce du rapport Pochard qui détruirait leur statut et des nouvelles suppressions de postes et d'heures de cours pour l'année prochaine, etc.

Enfin, **si le fort mécontentement qui se développe dans la population et sa polarisation contre Sarkozy (effet boomerang de tout pouvoir personnel) ne suffit pas par lui-même à changer le rapport de force entre les classes, il est évidemment un terreau favorable au progrès d'un état d'esprit combatif.** Il fissure en effet le consensus « démocratique » qui avait entouré l'élection démagogique du président au suffrage universel et affaiblit ainsi la « légitimité » du pouvoir. De plus, il provoque des tensions dans la

bourgeoisie, comme en témoignent le front commun Villepin-Bayrou-Royal contre les méthodes présidentielles, les protestations plus ou moins timides des élus locaux de l'UMP à la veille des élections ou encore la fronde d'une partie des magistrats eux-mêmes (en raison de la suppression de nombreux tribunaux et de l'autoritarisme dont fait preuve le très réactionnaire Sarkozy, même à l'encontre du sacro-saint Conseil constitutionnel).

L'ensemble de ces ingrédients prépare sans aucun doute une situation de conflictualité sociale et démocratique assez vive. Cependant, **cette situation objective ne suffit pas à fonder un espoir de victoires prochaines de la lutte de classe si l'avant-garde de la classe ouvrière, les travailleurs et les jeunes combattifs, ne parviennent pas à surmonter l'obstacle majeur que constitue la politique des directions syndicales et des réformistes.** C'est pourquoi la tâche prioritaire est de combattre immédiatement contre cette politique pour imposer un...

Front unique ouvrier sur la base d'un plan de mobilisation générale des travailleurs et des jeunes !

Un tel plan doit se concentrer sur les revendications unifiantes de la classe ouvrière et proposer à la réflexion des syndiqués et des travailleurs les méthodes efficaces de la lutte de classe :

- *contre l'émiettement des luttes salariales secteur par secteur, il faut exiger 300 euros d'augmentation pour tous, pour que les travailleurs du public comme du privé se dressent ensemble contre le patronat et le gouvernement ;*

- *contre les plans de licenciement et de fermetures d'usines, il faut combattre frontalement, en aidant les travailleurs à refuser le chantage, en leur expliquant qu'ils sont sûrs de perdre s'ils acceptent de négocier dans le cadre des « plans sociaux » et autres indemnités de licenciement, en les appelant au contraire à combattre pour le maintien de tous les emplois et des sites et, pour cela, à réaliser la jonction entre les entreprises et les*

secteurs concernés pour mener le combat tous ensemble ;

- *contre les attaques contre les retraites et la santé, il faut exiger l'abrogation de toutes les franchises « médicales », le retour aux 37,5 annuités de cotisation pour tous, condition pour conquérir ensuite le droit à la retraite à 55 ans (50 ans pour les travaux pénibles) et l'embauche massive des jeunes ;*

- *contre le ferment de la division, il faut combattre pour l'unité de la classe ouvrière et de la jeunesse, tous ensemble, travailleurs français et étrangers, avec ou sans papiers (régularisation de tous les sans-papiers, égalité des droits), étudiants grévistes et jeunes révoltés des quartiers ;*

- *contre les « journées d'action » impuissantes, dispersées et sans perspective, appelées par les directions syndicales (6 mars pour les retraités, 18 mars pour les enseignants, week-end de Pâques*

pour le commerce, 29 mars contre l'allongement de cotisation pour la retraite...), il faut opposer la nécessité de la grève comme seul moyen efficace de gagner, les piquets de grève et l'occupation des usines dès que possible ;

- *contre les directions syndicales qui prétendent parler au nom des travailleurs en lutte pour mieux les trahir, il faut opposer la méthode démocratique et efficace de l'auto-organisation, avec la constitution de comités d'usine ou d'établissement (intégrant les syndicats favorables à la lutte) et leur coordination.*

Pour imposer ce plan de mobilisation générale, tous les militants de lutte de classe, les travailleurs et jeunes combattifs ne peuvent compter que sur eux-mêmes et leur coordination, en en discutant au quotidien dans leurs entreprises et leurs établissements, en prenant l'initiative de réunions, etc. Mais

pour cela, il est tout particulièrement urgent d'avancer dans la nécessaire

reconstruction du syndicalisme de classe et de masse.

Pour un rassemblement large des syndicats, collectifs syndicaux et militants de lutte de classe dans un courant intersyndical national

Seul un tel courant, réunissant ces syndicats, collectifs et militants au-delà de leurs différences de sensibilités, serait capable de dénoncer efficacement, de façon systématique, les directions syndicales collaboratrices et de faire vivre, à l'intérieur des syndicats (propriétés collectives des syndiqués) une orientation alternative. Des initiatives comme le Forum du syndicalisme de classe et de masse (qui a rassemblé une centaine de militants à Paris le 12 janvier à l'initiative commune de plusieurs syndicats et collectifs de militants de sensibilités diverses), vont dans ce sens, mais ne sauraient suffire : il est nécessaire de mettre au point une intervention commune systématique dans les luttes et de

surmonter l'éparpillement par une coordination nationale des syndicats et collectifs de lutte de classe, comme le propose le CILCA (Comité pour un Courant Intersyndical de Lutte de Classe et Antibureaucratique, cf. son site <http://courantintersyndical.free.fr>). Et il est urgent que les syndicats de base qui maintiennent une orientation de lutte de classe résistent à la pression du quotidien et se hissent à la hauteur de leurs responsabilités en considérant comme une priorité, pour eux-mêmes comme pour tous, la construction d'une telle coordination intersyndicale nationale. De ce point de vue, les principales organisations d'« extrême gauche » (LCR, LO et PT) ont une responsabilité

considérable : étant donné les milliers de militants syndicaux qu'elles organisent ou influencent, les centaines de syndicats qu'elles dirigent, elles auraient de toute évidence les forces suffisantes pour mettre rapidement sur pied un courant intersyndical de classe d'une taille significative. Les militants de ces organisations doivent donc tout faire pour faire avancer cette cause cruciale pour le syndicalisme de lutte de classe, donc pour toute la classe ouvrière.

Mais l'indispensable activité syndicale ne suffira pas à reconstruire la conscience de classe révolutionnaire. Il est nécessaire de s'atteler en même temps à la tâche décisive suivante :

Pour la reconstruction d'une représentation politique autonome, donc révolutionnaire, de la classe ouvrière

Les grands mouvements sociaux depuis 1995, la radicalisation d'une fraction des militants syndicaux et les votes pour l'« extrême gauche » avaient déjà rendue concrète la possibilité d'avancer dans cette direction ; mais bien des occasions ont été manquées en raison de la passivité, du sectarisme et/ou de l'opportunisme des principales directions d'« extrême gauche ». Or **la situation actuelle rend de nouveau possible et nécessaire l'ouverture d'une large discussion dans l'avant-garde des travailleurs et des jeunes.**

Là encore, face au PS bourgeois et à son satellite moribond qu'est l'appareil du PCF, **ce sont les principales organisations dites d'« extrême gauche », à commencer par la LCR, LO et le PT, qui ont objectivement les principales responsabilités.** En effet, ces trois organisations de taille nationale, qui comptent chacune plusieurs milliers de militants et sympathisants, se réclament officiellement du prolétariat et du socialisme et se prétendent

indépendantes du PS, du PCF et des directions syndicales. Or la politique qu'elles mènent est en réalité aux antipodes de leur programme officiel.

Alors que Sarkozy oppose démagogiquement au « *capitalisme sans foi ni loi* » un prétendu « *capitalisme intelligent* », prétend défendre un « *capitalisme d'entrepreneurs et pas de spéculateurs* », **les trois principales organisations d'extrême gauche renoncent à dénoncer de façon systématique le capitalisme en tant que tel et de lui opposer la perspective du socialisme, donc d'un gouvernement des travailleurs eux-mêmes,** sous prétexte que les gens n'en seraient pas convaincus (comme s'il fallait attendre que les gens soient convaincus de quelque chose pour commencer à les en convaincre !).

Au lieu de centrer leur intervention concrète dans la lutte de classe sur un programme d'action centralisant les revendications de la classe, préconisant l'auto-

organisation des travailleurs et défendant ouvertement la nécessité de la convergence des luttes et la perspective de la grève générale, ce qui impliquerait évidemment la dénonciation systématique de la politique des directions syndicales et des réformistes, **les trois principales organisations d'extrême gauche couvrent chacune à sa façon cette politique de collaboration de classe, se contentant de la critiquer discrètement et, trop souvent, rétrospectivement.** Cette fois, le prétexte est en général qu'il ne faut pas décourager les travailleurs, ne pas diviser, ne pas affaiblir les syndicats — autant d'arguties qui reviennent en fait à laisser les mains libres aux directions collaboratrices, quand il ne s'agit pas purement et simplement de conserver des postes syndicaux sur la base d'accords plus ou moins anciens avec la bureaucratie.

De plus, **en ce qui concerne LO, elle ajoute désormais à sa passivité politique traditionnelle et à son auto-isolement sectaire une**

alliance électorale inadmissible avec le PS dès le premier tour des municipales, contribuant à empêcher les travailleurs d'aller jusqu'au bout de leur rupture avec la « gauche plurielle » (cf. ci-dessous). Corrélativement, elle n'a pas hésité à exclure de fait sa Fraction qui, tout en développant d'habitude une orientation assez proche de la majorité, venait cependant de s'engager dans un combat très juste contre le virage droitier sans précédent de la direction ; celle-ci a voulu de cette façon couper court à toute possibilité de contestation dans les rangs mêmes de la majorité, où la nouvelle orientation ne passe certainement pas comme une lettre à la poste.

De son côté, **la direction du PT tire toutes les conséquences de sa dérive à la fois trade-unioniste, « républicaine » des dernières années en prétendant fonder un « parti ouvrier indépendant » (POI) avec... des « élus républicains »**. Ce nouveau parti se réclame officiellement de la lutte de classe et même du socialisme, mais la ligne réelle du PT et du Comité pour un POI consiste en fait à dénoncer avant tout l'Union européenne, présentée comme seule source de tous les maux, ce qui revient à un refus de dénoncer réellement le capitalisme, voire à déresponsabiliser le gouvernement Sarkozy, présenté comme otage de l'UE. De plus, la référence à la lutte de classe reste bien formelle quand, dans la réalité, le PT et le Comité pour un POI refusent de combattre les directions confédérales (cf. notamment la couverture de la trahison de la grève des régimes spéciaux à l'automne et celle de la signature par la direction

confédérale de FO de l'accord sur le contrat de travail du 11 janvier).

Enfin, la direction de la LCR (intégrant désormais son ancienne tendance de « gauche », le courant Démocratie révolutionnaire) **veut créer un « nouveau parti anticapitaliste » (NPA) au contenu indéterminé**, renonçant même en paroles au « trotskysme », et ne tranchant pas, sur le fond, entre réforme et révolution. Cependant, la ligne de la LCR se distingue sur un point qui peut prendre aujourd'hui une importance décisive : **en lançant son projet de NPA, et quelles que soient ses propres intentions centristes, voire révisionnistes, la direction de la LCR ouvre objectivement un cadre de discussion qui intéresse des milliers de travailleurs et de jeunes** sensibilisés pas la campagne présidentielle de Besancenot, ses prises de position médiatiques et l'actuelle campagne réformiste, mais largement autonome, de la LCR pour les municipales. De fait, notamment depuis le congrès de la LCR fin janvier, les réunions publiques ouvertes se multiplient un peu partout en France, avec d'assez nombreux travailleurs et jeunes qui cherchent la voie de la résistance sociale efficace, de l'anti-bureaucratisme, de l'anti-capitalisme, voire de la révolution.

C'est pourquoi il faut se saisir de cette initiative, participer à ces réunions et construire les comités pour le NPA. Sans la moindre illusion à l'égard des dirigeants de la LCR, il est juste de participer à cette initiative pour faire avancer les idées révolutionnaires auprès des militants, des travailleurs et jeunes qui, sans être évidemment d'emblée marxistes, viennent dans les comités

NPA parce qu'ils cherchent une alternative au capitalisme. Il faut donc tout faire pour les convaincre que le parti nécessaire est un parti ouvertement révolutionnaire, intervenant dans la lutte de classe pour l'indépendance du prolétariat, contre la collaboration de classe, contre les impasses réformistes et centristes de toutes sortes, donc pour la conquête du pouvoir par les travailleurs, pour le socialisme. Dans cette perspective, le Groupe CRI avait répondu publiquement à la proposition de NPA dès le mois de juillet, puis rédigé en octobre une lettre ouverte précise, dans une perspective de critique ferme, mais constructive, sur les « thèses » politiques proposées par la direction de la LCR pour justifier ce nouveau parti et commencer à en définir le contenu. La direction de la LCR n'a répondu à aucune de nos lettres et à aucun de nos courriels, mais les militants CRI n'en commencent pas moins désormais à participer aux réunions, discussions et initiatives des comités pour le NPA. Naturellement, cela ne signifie ni que le Groupe CRI renonce à se construire lui-même (tout au contraire !), ni qu'il intégrera nécessairement le NPA lorsque celui-ci sera fondé (normalement à la fin de l'année 2008). La décision de constituer une fraction trotskyste dans ce parti ou de poursuivre l'existence en tant que groupe autonome est une décision tactique importante qui sera tranchée le moment venu, c'est-à-dire quand il sera possible de tirer un bilan des comités pour le NPA, tenant compte à la fois du nombre de travailleurs et jeunes intéressés, de la capacité à agréger d'autres groupes et équipes militantes, des positions politiques défendues et des interventions concrètes dans la lutte de classe.

Que proposent LO, le PT et la LCR pour ces élections locales ?

À l'occasion des élections municipales et cantonales, alors que les campagnes électorales offrent normalement aux marxistes l'occasion de défendre leur programme à une échelle de masse, les principales organisations d'extrême gauche se montrent une

fois de plus incapables d'être utiles à la lutte de classe.

Tout d'abord, **ces organisations n'expliquent pas qu'il est impossible, au-delà d'améliorations de détail, de transformer réellement la**

situation des travailleurs au niveau municipal (seule LO le dit un peu, mais c'est pour remettre au PS le soin d'apporter ces améliorations de détail, alors que toute la politique nationale et locale de ce parti bourgeois va depuis longtemps dans le sens

contraire !). Or, pour les révolutionnaires, la conquête d'élus ou de municipalités ne peut avoir d'autre sens que de servir d'instrument pour aider les travailleurs à combattre, pour la lutte de classe, seule source de toutes les conquêtes sociales importantes du XIX^e et du XX^e siècles. En effet, la résolution sur le parlementarisme adoptée par le II^e Congrès de l'Internationale communiste en 1920 reste d'une actualité totale : « *Les Parlements bourgeois, constituant un des principaux appareils de la machine gouvernementale de la bourgeoisie, ne peuvent pas plus être conquis par le prolétariat que l'État bourgeois en général. La tâche du prolétariat consiste à faire sauter la machine gouvernementale de la bourgeoisie, à la détruire, y compris les institutions parlementaires, que ce soit celles des Républiques ou celles des monarchies constitutionnelles. Il en est de même des institutions municipales ou communales de la bourgeoisie, qu'il est théoriquement faux d'opposer aux organes gouvernementaux. À la vérité, elles font aussi partie du mécanisme gouvernemental de la bourgeoisie : elles doivent être détruites par le prolétariat révolutionnaire et remplacées par les Soviets de députés ouvriers. (...)* (Pour les communistes,) il ne peut dès lors être question de l'utilisation des institutions gouvernementales bourgeoises qu'en vue de leur destruction. » Or il ne s'agit pas là d'une position qui se justifierait uniquement par la situation révolutionnaire ouverte en 1917, mais d'une position de principe pour les marxistes : on la trouve dès les résolutions du Parti ouvrier français, parti marxiste dirigé par Jules Guesde et Paul Lafargue à la fin du XIX^e siècle et combattant à cette époque le réformisme. C'est le cas pour la résolution adoptée au congrès d'Ivry en septembre 1900, c'est-à-dire à un moment qui n'était absolument pas révolutionnaire en France : « *Considérant qu'il ne saurait y avoir de socialisme en dehors de la disparition du régime capitaliste, le socialisme n'étant et ne pouvant être que la reprise par la société de tous les moyens de*

production et leur mise en valeur directement par elle ; considérant que les communes, même conquises par le prolétariat organisé, sont prisonnières du milieu et de la légalité capitaliste, qui leur interdisent de toucher à la source exclusive de la misère et de la servitude ouvrière, l'appropriation privée de la matière et des instruments de travail ; considérant que la transformation en services municipaux de certaines industries a si peu de portée socialiste qu'elle est pratiquée couramment par les municipalités les plus bourgeoises comme celle de Glasgow ; considérant, enfin, qu'il serait dangereux, par l'emploi d'un terme impropre, d'éveiller dans le prolétariat des espérances impossibles à réaliser sur le terrain communal ; le Congrès déclare : 1°) Il n'y a pas et ne saurait y avoir de socialisme communal ; 2°) Tout ce que peuvent et doivent par conséquent les municipalités arrachées à la bourgeoisie par le Parti socialiste, c'est armer la classe ouvrière pour la lutte défensive et offensive à laquelle elle est condamnée, en mettant à la charge de la commune les enfants, les vieillards et les invalides du travail ; en réalisant, en un mot, les améliorations de détail qui peuvent augmenter la liberté d'action des travailleurs, toutes mesures qui laissent subsister les classes et leur antagonisme, l'exploitation de la classe qui produit sans posséder par la classe qui possède sans produire. »

De plus, **au lieu de se servir de la campagne électorale comme d'une tribune pour aider politiquement les travailleurs à préparer le combat contre la politique de Sarkozy, LO, le PT et dans une large mesure la LCR parlent principalement de politique locale**, tout en mettant en avant un programme qui ne va jamais au-delà d'un plat réformisme municipal (construction de logements sociaux à hauteur des normes légales bafouées par les élus des autres partis, remunicipalisation de l'eau, transports publics gratuits, fonds publics à l'école publique, soutien aux associations de quartiers, etc).

Les communistes révolutionnaires, au contraire, ne se présentent aux élections que pour des raisons tactiques, pour faire connaître leur programme aux masses, non pour faire croire qu'elles offriraient de quelconques solutions aux travailleurs, fût-ce pour leurs problèmes « locaux », qui dépendent en fait pour l'essentiel des problèmes généraux. Dans les circonstances actuelles, il s'agit *avant tout* de préparer politiquement les travailleurs à combattre le plan du gouvernement Sarkozy-Fillon par la mobilisation, et ce n'est que dans ce cadre qu'il est légitime d'avancer aussi des revendications locales, en expliquant aux travailleurs qu'ils devront se battre pour les arracher, non compter sur les élus.

En outre, **alors qu'il faudrait dénoncer sans pitié le PS qui soutient la politique du gouvernement, les pleurnicheries platoniques du PCF et la collaboration des directions syndicales, les trois principales organisations d'« extrême gauche » se donnent toutes pour principal objectif de... « battre la droite » !** LO a tout fait pour obtenir le maximum d'accords avec ces partis dès le premier tour : c'est assurément elle qui a été le plus loin dans la capitulation politique face à la « gauche plurielle ». Le PT a passé aussi d'assez nombreux accords avec celle-ci dès le premier tour, en les subordonnant uniquement à des revendications locales et à quelques phrases critiquant la politique européenne. La LCR, enfin, a certes choisi une politique le plus souvent autonome pour le premier tour, mais s'engage à servir de rabat-teuse de voix pour le PS au second dans bien des villes, allant jusqu'à lui proposer des accords, présentés comme « techniques », là où elle aura dépassé les 5% requis — sous réserve, dit-elle, que le PS ne s'allie pas avec le MODEM. Mais si la LCR refuse des accords avec le MODEM et les accepte avec le PS, c'est qu'elle estime qu'il y a une différence de nature entre ces partis, c'est-à-dire que selon elle le PS n'est pas un parti bourgeois. Ces accords sont donc bel et bien politiques.

Enfin, alors que LO, la LCR et le PT sont incapables d'agir ensemble sur le terrain de la lutte de classe et se considèrent réciproquement comme de dangereux adversaires, voire comme les pires ennemis (c'est

l'opinion du PT sur la LCR, notamment), ils n'éprouvent en revanche plus la moindre réticence quand il s'agit de s'unir... sous la houlette du PS ou du PCF ! C'est le cas à Saint-Quentin dans l'Aisne, où on a une alliance PS-PCF-Verts-MRC-LO-LCR-PT (*sic !*), à La

Seyne-Sur-Mer (alliance PCF-LCR-PT), à Béziers (PCF-LCR-PT), à La Courneuve ou à Aubervilliers (PCF-LO-PT), etc. Par contre, lorsque ni le PS, ni le PCF ne patronnent la liste, LO, LCR et PT vont par principe séparément au combat !

De l'opportunisme au réformisme... et au révisionnisme

De la part de ces trois organisations, il ne s'agit pas d'une orientation seulement opportuniste et lamentablement électoraliste. Il s'agit plus gravement encore d'une **ligne purement et simplement réformiste, qui les conduit logiquement, dans bien des cas, à des extrémités révisionnistes sans précédent.** Cela les amène en effet non seulement à s'allier avec le PS, qu'elles considèrent à tort comme un parti réformiste, mais même avec des partis que nul n'a jamais considéré autrement que comme des partis bourgeois, tels que les Verts, le MRC (soverainistes de Chevènement), le MRG (radicaux de gauche), etc. Autrement dit, foulant aux pieds l'un des principaux acquis du trotskysme, **LO, le PT et dans quelques cas la LCR constituent des sortes de « fronts populaires » municipaux** qui, pour être locaux, ne sont pas plus acceptables que ceux mis en place par le PS, le PCF et le parti radical en 1936 ou dans les années 1970 au niveau national.

La LCR a ressorti son slogan « 100% à gauche » (au détriment du « communisme révolutionnaire », voire de l'anti-capitalisme) et elle défend avant tout des programmes municipaux centrés sur des revendications locales réformistes. Elle va jusqu'à faire croire, comme dans son programme marseillais, qu'« *il faut des élu(e)s différent(e)s pour imposer cette autre politique* ». Elle ajoute qu'il faut « *instaurer des conseils de quartiers (ouverts à tous les résidents, français ou étrangers), dotés d'un budget participatif* ». On sait que c'est cette politique municipale réformiste et ce « budget participatif », consistant à proposer aux travailleurs de participer eux-mêmes à la gestion de la pénurie, qui a conduit la section brésilienne de la

« Quatrième Internationale-Secrétariat Unifié » (dont la LCR est la section française) de la gestion de la ville de Porto Alegre au gouvernement bourgeois de Lula, avec un poste de ministre contre la réforme agraire pour Miguel Rossetto. Cette question est donc un problème politique fondamental que tous les militants révolutionnaires devraient discuter pour comprendre où mène nécessairement le réformisme, même quand sa pratique commence au niveau local. Enfin, la LCR prévoit clairement (notamment à Paris, Marseille, Rennes...) d'appeler à voter pour la gauche et notamment pour le PS au second tour, voire de passer des accords pour figurer sur ses listes au second tour, sous prétexte de « battre la droite ».

C'est sans doute LO qui va le plus loin dans le révisionnisme, dans la mesure où sa politique a au moins le mérite d'être systématique :

• Dans plusieurs villes (Clermont-Ferrand, Villeneuve d'Ascq, Liévin, etc.), LO a osé accepter de s'engager à voter le budget de l'éventuel maire PS en échange de quelques places sur ses listes, et même d'un poste d'adjoint au maire dans le cas de Villeneuve d'Ascq ! Or le budget est la principale décision annuelle d'un conseil municipal, puisqu'elle concentre toute son orientation politique. Quant au poste d'adjoint au maire, c'est évidemment une responsabilité exécutive. Cela prouve que les accords de LO avec le PS et/ou le PCF ne sont pas seulement électoralistes, mais visent bien à *soutenir* la politique de ces partis. C'est exactement la même logique que celle par laquelle le PCF a toujours justifié son soutien parlementaire au PS, voire sa

participation au gouvernement de ce parti. La direction de LO prétend certes, pour mieux faire passer la pilule à ses militants, qu'elle garde une totale autonomie de critique à l'égard du PS, mais dans la pratique ses tracts, communiqués, éditoriaux, etc., dénoncent exclusivement le gouvernement et la droite, non le PS et ses alliés.

• De plus, le vote du budget implique le **soutien à la politique de subventions publiques au patronat**, dénoncée naguère (notamment quand LO avait des conseillers régionaux, entre 1999 et 2004) avec tant de virulence comme le nerf des politiques territoriales de la « gauche plurielle » ! À Saint-Denis par exemple, le candidat de LO, Philippe Julien, par ailleurs secrétaire du syndicat CGT de PSA-Aulnay et l'un des principaux animateurs de la grève héroïque de mars 2007, se présente sur la liste de Didier Paillard, maire sortant PCF ; or le programme de cette liste se prononce notamment pour « *la médiation entre habitants et entreprises, l'insertion et la formation, le soutien à l'économie solidaire et aux PME [NDR : Petites et Moyennes Entreprises] et TPE [Très Petites Entreprises]* ». Mais même là où LO se présente seule, elle ne s'oppose plus par principe aux subventions au patronat : c'est le cas par exemple à Nantes, où Hélène Defrance, conseillère municipale LO sortante, conduit une liste autonome parce que le PS local a refusé toute alliance. Or, selon *Ouest-France* du 11/02, qui cite la candidate, « *Lutte Ouvrière s'élève contre les patrons qui empochent des fonds publics et ne rendent pas de comptes, "ne serait-ce que pour dire précisément combien ils ont embauché de gens". D'où cette remarque à l'adresse de Jean-Marc Ayrault : "Le devoir d'une municipalité au service de la*

population serait d'exiger au moins ce minimum et le remboursement des subventions s'il n'y a pas d'embauche ou délocalisation." » C'est une claire politique réformatrice de collaboration de classe : LO ne s'oppose plus par principe aux subventions au patronat, mais propose de distinguer les « bons » et les « méchants » patrons.

• Enfin, dans certaines villes, **le fait de se présenter avec des partis bourgeois comme le PS, le PRG et le MRC conduit logiquement les candidats de LO à figurer sur les listes électorales aux côtés de... membres du MODEM et d'authentiques patrons !** C'est ainsi que, dans le premier secteur de Marseille, LO participe à la liste PS conduite par Patrick Menucci aux côtés notamment de Mouad Boualem, adjoint UDF-Modem au maire UMP de ce secteur, Jean Roatta ! De plus, en participant à la liste PS dans ce secteur, LO participe de fait à la liste PS pour toute la ville de Marseille, derrière le candidat au poste de maire, Jean-Noël Guérini. C'est pourquoi, même si la LCR elle-même appelle à voter au second tour pour la liste PS, *Rouge* du 21/02 est fondé à écrire que, pour le premier tour, en menant « campagne sur "Marseille, ville olympique", en faisant de la sécurité un axe principal de sa campagne, Jean-Noël Guérini, président du conseil général et candidat soutenu par le PS, opte également pour un changement en profondeur du visage de Marseille. Ce représentant du PS le plus libéral, qui ne se revendique ni de la gauche ni même de son propre parti, a pourtant réussi à faire l'unité entre des représentants de l'UMP, Lutte ouvrière et le PCF, ce qui laisse nombre de militants de ces organisations dans le désarroi ! » — À Perpignan, les candidats de LO se retrouvent quant à eux avec Raymond Mitjavala, patron d'une entreprise de stores de 762 salariés faisant 106 millions de chiffre d'affaires annuel (cf. <http://www.lentreprise.com/article/6608.html>), qui explique sur le site même de la liste : « Depuis plusieurs années, alors que la Droite est au Gouvernement et que les financiers du CAC 40 multiplient leurs bénéfices, les PME comme la

mienne continuent à souffrir non seulement de la concurrence internationale, mais aussi de l'alourdissement des coûts du travail en France » (<http://www.amiel-donat.typepad.fr/>). Il part aussi en guerre contre la loi TEPA de Sarkozy, au prétexte qu'elle aurait rendu le paiement des heures supplémentaires plus cher pour les entreprises de moins de 50 salariés ! — De même, à Drancy, la liste sur laquelle figurent des militants de LO a comme numéro 2 Gilles Saulière, membre du PS tendance Royal et actuellement directeur associé d'Imaterialis, une entreprise de télécommunications d'environ 50 salariés, après avoir été PDG d'Adesium, société informatique de plus de 50 salariés (cf. <http://www.6nergies.net/people/498140-gilles-sauliere>). — Bref, **LO appelle les travailleurs à s'unir avec leurs exploités et à voter pour eux !** Après cela, elle peut toujours dire qu'elle refuse de participer à des listes d'union avec la LCR sous prétexte que son NPA serait « un parti un peu attrape-tout, pour ceux qui se disent les orphelins des partis, mais qui veut renoncer à certaines choses auxquelles on tient, nous : le marxisme, le trotskisme » (AFP, 19/02)... Sauf que sa politique réelle ne donne aucune crédibilité à de telles paroles : les phrases « révolutionnaires » par lesquelles LO a justifié son refus de discuter avec la LCR sur la question du NPA et même pour les élections ne sauraient couvrir la réalité de sa capitulation politique face au PS.

Mais LO n'est nullement la seule à défendre une orientation ouvertement réformatrice la conduisant à des extrémités honteuses. Dans plusieurs villes, c'est le cas aussi du PT, voire de la LCR :

• LO et le PT participent tous deux à la liste du maire sortant d'Aubervilliers, Pascal Beudet, et de son adjoint Jean-Jacques Karman (dirigeant de la soi-disant « gauche communiste » du PCF et par ailleurs vice-président du conseil général de Seine-Saint-Denis) ; or **ces bureaucrates du PCF n'avaient pas hésité, en octobre dernier, à faire appel à la police pour expulser des familles, en majorité**

immigrées (avec donc des arrestations de sans-papiers à la clé), qui occupaient des logements vides, puis de nouveau pour les évacuer du campement qu'elles avaient dressé pour exiger leur relogement. D'ailleurs, préparant cet accord électoral, LO avait alors refusé, contrairement à sa Fraction, de dénoncer cette expulsion, reprenant au contraire les arguments du maire et arguant que la droite faisait pire ailleurs ! Le PT, lui, avait préféré observer un silence non moins complice, quoique plus hypocrite.

• De la part du PT, il ne s'agit d'ailleurs pas seulement d'une lamentable capitulation opportuniste face au PCF. À Achères, par exemple¹, **le PT n'hésite pas à défendre la police nationale !** On lit en effet dans un tract daté du 08/02/08 : « Contre la mise en place d'une police municipale : Les Achérois n'ont pas à financer une police municipale. La police relève des attributions de l'État. » Bref, il n'est pas besoin d'une police municipale, car la police nationale fait déjà assez bien son travail ! Mais quel est ce « travail » ? Pour le marxisme le plus élémentaire, la police est une institution qui sert à défendre l'État bourgeois pour maintenir l'ordre capitaliste reposant sur la propriété privée des moyens de production et impliquant l'exploitation de l'immense majorité par une minorité.

• Mais l'exemple de Saint-Quentin est sans doute le plus intéressant pour observer jusqu'où LO, la LCR et le PT sont prêts à aller dans la compromission avec le réformatisme. **Dans le programme commun du fameux front populaire municipal PS-PCF-Verts-MRC-LO-LCR-PT, tous chantent en chœur les louanges de la « gauche », c'est-à-dire du PS et de ses satellites !** Après avoir critiqué la politique du logement du maire UMP de la ville, ils déclarent : « Pourtant, Conseil général et Conseil régional à majorité de

¹ Erratum : C'est à tort que nous avons écrit dans la version tirée à part de notre Déclaration politique que le PT se présentait à l'élection municipale dans cette ville. Le tract cité ici, diffusé à Achères, n'en est pas moins véridique !

gauche investissent pour aider à la construction de logements sociaux. Rien qu'en 2007, le Conseil régional a déboursé plus de 12 millions d'euros. Pierre André préfère, lui, être le maire qui aura fait disparaître une rue dont on dit qu'elle a mauvaise image à Saint-Quentin. » Ce sont exactement les arguments éculés du PCF pour justifier sa participation ou son soutien aux gouvernements du PS. C'est avec cette politique qu'on empêche les travailleurs d'aller jusqu'au bout de leur rupture avec la « gauche » bourgeoise. Mais ce n'est pas tout : **toute la gauche et l'extrême gauche plurielles de Saint-Quentin tombent en outre**

d'accord pour donner l'argent public aux patrons ! En effet, sur le site de leur liste commune « Unité de toute la gauche pour Saint-Quentin » (<http://www.saintquentin-autrement.fr/spip.php?article44>), emmenée par J.-P. Lançon, un ami de Fabius en conflit avec la section locale dirigée par un partisan de Strauss-Kahn, on peut lire dans la rubrique « Emploi et développement durable », article intitulé « Mieux accéder au travail, un véritable enjeu » : « *Nous soutiendrons l'économie sociale et solidaire, nous conditionnerons l'aide aux entreprises à leur capacité à fournir de réels emplois.* » Dans cette ville, LO, le PT et la LCR (sachant que

leurs directions nationales respectives n'ont évidemment rien trouvé à redire à l'accord) s'engagent donc ensemble à subventionner les « gentils » patrons qui « fourniraient » du travail (et tant pis pour Marx qui expliquait au contraire que ce sont les travailleurs qui fournissent leur travail aux patrons !). Enfin, leur liste de front populaire municipal entend « *favoriser l'implication et la responsabilisation des entreprises* », substituant ainsi le mythe typiquement réformiste du patron « responsable », veillant à l'intérêt de ses salariés, à la lutte de classe, seule capable d'arracher la moindre conquête au patronat.

La question purement tactique du vote

Globalement, pour ces élections municipales et cantonales, aucune organisation ne présente de listes révolutionnaires. C'est pourquoi les travailleurs et les jeunes n'ont globalement rien à en attendre et que, de fait, beaucoup s'appêtent légitimement à ne pas aller voter. Cependant, cela ne signifie pas que, d'un point de vue tactique, il faille être totalement indifférent aux résultats que feront les organisations ouvrières à ces élections malgré leur programme réformiste. C'est pourquoi le Groupe CRI donne les consignes de vote suivantes :

- **Il ne faut pas voter pour LO, car elle a fait le choix de s'allier avec la « gauche plurielle » au niveau national.** Certes, elle se présente seule dans un grand nombre de communes... mais c'est alors uniquement parce que le PS et/ou le PCF n'ont pas voulu d'elle ! Voter pour ces listes reviendrait donc à cautionner la politique nationale de LO, qui est honteuse.

- **Il est tactiquement correct de voter pour les listes du PT/POI, sauf là où il se présente avec le PS, le MRC et/ou le PRG et, dans le**

cas d'autres alliances, à condition que sa ligne soit hégémonique dans le programme de la liste. En effet, bien que son programme soit intégralement réformiste et dénonce avant tout l'Union européenne plutôt que le capitalisme et même que le gouvernement Sarkozy, il s'inscrit dans la perspective de construire un parti ouvrier qui se réclame de la lutte de classe et du socialisme, même s'il n'y a aucune illusion à se faire sur son caractère réformiste et « républicain » de ce parti.

- **Il est tactiquement correct de voter pour les listes de la LCR, et de préférence pour elles là où elles sont en concurrence avec celles du PT/POI ; cela exclut évidemment les cas où elle se présente avec le PS, les Verts, le MRC et/ou le PRG ; et cela n'est possible que si la LCR se présente seule ou si sa ligne est hégémonique dans le programme d'une liste d'alliance.** En effet, bien que son programme électoral soit intégralement réformiste et qu'elle ait décidé d'appeler à voter pour le PS au second tour, la campagne LCR articule généralement son orientation locale avec une dénonciation du

gouvernement de Sarkozy et un appel aux mobilisations tant locales que générales. De plus, la LCR a fait dès le début le choix de présenter dans la plupart des communes où elle est candidate une liste indépendante du PS et, le plus souvent, des autres partis de l'ex-« gauche plurielle ». Enfin et surtout, dans beaucoup d'endroits, en articulant (quoique très insuffisamment) la campagne pour les municipales avec le lancement des comités pour le « nouveau parti anticapitaliste », la LCR a créé une certaine dynamique qui l'a obligée à se démarquer assez clairement du PS et du PCF pour le premier tour et à ouvrir un débat utile sur l'« anti-capitalisme » qui commence à attirer de nombreux travailleurs et jeunes.

- **Dans les communes et départements où ne se présente aucune organisation ouvrière autonome par rapport au PS et aux autres partis bourgeois, les travailleurs n'ont pas d'autre choix que de refuser d'aller voter ou de voter blanc ou nul.**

Groupe CRI
29 février 2008

ENCORE UNE DÉMISSION DU PT... ET UNE ADHÉSION AU Groupe CRI !

Après l'ex-secrétaire fédéral du PT de l'Yonne, bureaucratiquement

exclu du PT en 2005 (cf. Le CRI des travailleurs n° 29), et un militant

syndicaliste métallo du Jura (cf. sa lettre de démission du PT dans Le

CRI des travailleurs n° 25), *c'est au tour d'un autre militant du PT du Jura, ancien membre du Comité directeur et par ailleurs syndicaliste enseignant, de rompre avec ce parti pour rejoindre le Groupe CRI. Voici la lettre de démission qu'il a adressée aux militants du PT pour expliquer sa décision.*

« Chers camarades,

Après avoir soutenu financièrement le MPPT, j'ai été membre fondateur du PT en 1991. J'en étais très heureux, ayant trouvé là un Parti qui me semblait apporter beaucoup de réponses correctes à mes interrogations sur les partis politiques et les perspectives de luttes. Fondamentalement marxiste, j'ai toujours refusé d'adhérer au PC pour des raisons pas toujours précises dans ma tête faute de temps pour étudier à fond son histoire. Ce que j'en savais (bien que fragmentaire) me suffisait pour ne pas franchir le pas.

J'ai milité étant convaincu par ce que je découvrais et apprenais dans la lutte de classes organisée. J'ai pris progressivement des responsabilités : responsable de section, du Comité fédéral 39, membre du Comité directeur plusieurs années et pressenti pour rejoindre le Bureau national quand l'édifice s'est fissuré et, depuis, la brèche n'a fait que s'agrandir jusqu'à cette position ultime qui est ma démission du PT.

Des divergences sont apparues et les discussions que j'ai eues aboutissent à une impasse, la position minoritaire que je partageais avec quelques camarades (l'un d'entre eux, Laurent, a déjà quitté le PT) n'étant pas considérée comme une base de discussion mais comme une déviation inacceptable. Je me suis vu répondre pas un responsable 39 en réunion : « De toutes façons, je ne discuterai plus avec toi. » Cela ne me plaît pas et ne correspond plus à ce que j'ai apprécié dans le PT à sa création.

Deux axes de désaccord sont à l'origine de ma démission :

- D'un point de vue théorique, le PT apparaît très souvent comme tournant le dos à une analyse marxiste de la réalité.

- D'un point de vue stratégique, mais cela découle du point

précédent, le PT a, à mon avis, quitté la ligne de classe pour se fondre de plus en plus dans le calendrier électoral de la V^e République avec des alliances pour le moins déroutantes.

Ceci, bien sûr, n'occulte pas le travail qui peut être réalisé par les camarades sur le terrain. Mais la ligne qui ressort des points que je critique, lorsqu'elle apparaît sur les tracts, est souvent très difficile à expliquer aux travailleurs. Je n'ai jamais pu diffuser un tract que je ne saurais défendre bec et ongles aussi bien auprès de ses destinataires que de ses détracteurs.

Divergences théoriques

Prenons, par exemple, la dernière lettre du Comité directeur à tous les membres du Parti. Je l'ai lue avec beaucoup d'attention et j'y ai trouvé la confirmation de toutes mes craintes concernant l'évolution de la ligne du PT qui était déjà énoncée dans le projet de rapport d'activité soumis au Congrès des 26-27 janvier 2008.

Une fois encore, il est écrit que ce sont l'Union européenne et le traité de Maastricht qui sont la source de la crise sans précédent du système. Comment peut-on écrire pareille chose ? La source de la crise ? C'est l'aggravation et les difficultés de créer et de prélever la plus-value. Que les capitalistes dictent aux gouvernements des textes qui leur donnent un cadre facilitant au niveau international l'exploitation est indéniable. Mais pour reprendre les thèses de Marx, il s'agit là de superstructures que l'idéologie dominante impose pour développer l'exploitation de la classe ouvrière (cf. *Introduction à la critique de l'économie politique*). Que ce traité aide la bourgeoisie à jouer son rôle ne fait donc aucun doute. Mais la mobilisation organisée sur des revendications précises, même sans l'abrogation de ce traité, apporte la preuve que la classe peut faire reculer le gouvernement et le MEDEF. Lorsque cette mobilisation s'est faite sur la revendication précise « À bas le CPE », la classe a obtenu des résultats et le retrait du projet. De même pour le décret De Robien. A

contrario, le traité de Maastricht n'était pas signé et la régionalisation s'est mise en place sous Defferre. De même le traité de Rome a des clauses tout aussi libérales sur la concurrence et les entraves à la concurrence cela n'a pas empêché « la gauche » de nationaliser en 1981. L'exigence d'abrogation du traité de Maastricht relève donc de la propagande politique, qui est indispensable, mais qui ne saurait se réduire à cette question particulière, car il s'agit d'une question de forme et non de fond. Ce dont la classe a besoin, c'est à la fois de revendications claires pour ses luttes immédiates et d'un programme politique de transition dont l'axe serait la conquête du pouvoir politique par le prolétariat. C'est pourquoi il faut centrer le combat non seulement contre l'Union européenne, mais d'abord contre l'État bourgeois français qui en est l'un des principaux artisans et qui reste la structure politique fondamentale de la bourgeoisie française.

Avec cette focalisation sur la seule Union européenne, que devient la dimension internationaliste dans les colonnes de IO lorsqu'on lit en gros titre « Renault américain » ? Cela n'est pas sans rappeler le « Produisons français ! » de G. Marchais. Ce cri d'alarme mérite plusieurs remarques :

- Il ne s'agit pas de Renault mais de R.V.I., c'est-à-dire de la branche véhicules industriels de l'ancienne Régie nationale. Or, suite à l'échec des négociations pour fusionner RVI avec d'autres groupes, c'est Volvo qui a investi le capital de RVI. Il faut éviter les raccourcis. Mais la participation de Volvo (non américain) illustre que les différentes bourgeoisies nationales essaient de tirer leurs épingles du jeu avec ou contre les USA. Pour les salariés, peu importe la nationalité du patron qui les exploite. Ce qu'il fallait titrer, c'est qu'une prise de participation quelle qu'elle soit est faite pour renforcer l'exploitation (en gros la même production, voire plus de production, avec moins de salariés). IO a préféré avec ce titre justifier sa vision d'un seul État hégémonique, les États-Unis, dont la France ne serait qu'un protectorat, comme s'il

n'y avait plus les rivalités interimpérialistes décrites par Lénine pour expliquer l'époque du stade suprême du capitalisme !

Cette analyse très franco-française se retrouve dans la défense inconditionnelle des communes. Il est hors de question de nier le progrès que représente l'organisation des communes par rapport au système politique de l'Ancien régime et de ne pas revendiquer les progrès que cela a amené. Mais là encore plusieurs questions se posent et pas des moindres :

- Quelle est la nature de la révolution qui met en place cette nouvelle organisation ? N'est-ce pas justement la bourgeoisie française qui a besoin, pour combler son retard sur l'Angleterre de la Révolution industrielle, de superstructures qui concrétisent les nouveaux rapports de production issus de la naissance du capitalisme ? C'est dans le même état d'esprit que seront créées les grandes écoles d'ingénieurs, de prof, unifiés les poids et mesures, supprimées les droits de « douanes intérieures ».

- La vie des communes est-elle toujours un exemple de démocratie aujourd'hui ? Sans même évoquer la gestion de Paris, Lille, Bordeaux et autres grandes villes, on peut en douter.

Il découle pour le PT de ce type d'analyses que « les maires », les « élus » sont des catégories sur lesquelles on peut bâtir la lutte de classes, le Front unique ouvrier, alors que ce sont en fait pour la plupart des notables ou des petits propriétaires paysans. Marx doit se retourner dans sa tombe.

Au niveau théorique, encore, j'ai été surpris (c'est le moins que l'on puisse dire) par l'explication de la détermination du « prix de la force de travail » par la loi de l'offre et de la demande (Édito *IO* n° 826 du 4-9 janvier 2008). Une fois encore, Marx est très clair à ce sujet. Il critique de façon véhémement la théorie de l'offre et de la demande de Smith (le père du libéralisme dans *La Richesse des nations*, 1776) et de Malthus (Théorie de la population) appliquée à la force de travail. Dans *Le Capital*, Marx explique que les niveaux d'embauche et de salaire

dépendent de la rentabilité du capital engagé dans la production. En aucun cas le salarié n'est acteur dans la détermination de ceux-ci, pas plus d'ailleurs que le consommateur ne détermine le prix des denrées. Certes, la lutte syndicale permet un rapport de force qui peut imposer un taux de salaire correspondant à la valeur sociale de la force de travail — alors que le patron voudrait l'acheter à un prix moindre — et parfois même, notamment en cas de hausse de la productivité, d'arracher une augmentation du prix de la force de travail (voir section 5 du livre I du *Capital*). Cependant, de manière générale, le poids de l'« armée industrielle de réserve » est tel que les travailleurs ne peuvent faire jouer l'offre et la demande en leur faveur : le système capitaliste implique que la main-d'œuvre disponible reste de toute façon plus importante que les besoins immédiats du patronat, pesant en permanence sur le niveau de salaire des travailleurs occupés (voir section 7 du livre I du *Capital*).

De plus, Lénine a expliqué que le système de concurrence s'est depuis mué en système de monopole. Il en fait un des traits fondamentaux de l'évolution du capitalisme. Les constructeurs automobiles français étaient 15 au sortir de la guerre, ils ne sont que deux groupes aujourd'hui qui, de plus, ont des productions communes. Que reste-t-il de la concurrence et de la possibilité de négocier le prix des véhicules ?

Bref, dans cet édito, on s'en tient à l'idéologie libérale : le salarié seul face à son patron. Le vocabulaire de cet édito est révélateur : « **Le** salarié », le « syndicat ouvrier représentant l'**un** ». Que de l'individualisme. Rien de collectif.

Ces exemples montrent que la PT veut faire rentrer les faits dans un schéma préétabli et non frotter sa théorie à la réalité et, ce faisant, qu'il a renoncé à une analyse marxiste révolutionnaire qui puisse réellement offrir des perspectives à la classe ouvrière. Les remarques que j'ai faites dans ce sens et aux réunions mensuelles et au Congrès 39 du PT en janvier 2007 ont été prises soit avec condescendance soit purement et simplement rejetées.

Différences stratégiques

Au Congrès départemental en janvier 2006, j'ai avec un autre camarade (et presque la moitié des présents nous avait suivis), expliqué ce que l'expression « candidats des maires » avait de trompeur et en dernière analyse de faux (au-delà même de mon désaccord avec ce front « avec les élus »). « Des maires » faisait penser que Schivardi avait rassemblé un très grand nombre de maires. Ce qui à l'évidence était faux. Au minimum, cette expression pouvait laisser penser que beaucoup partageaient les analyses du PT. On invoquait là une force dont le PT ne pouvait en aucun cas se prévaloir. Enfin, une telle présentation gommait totalement l'existence du Parti et prétendait jeter les bases de son élargissement et la constitution d'un F.U.O. La suite allait montrer que la « justice » bourgeoise allait s'emparer de cela pour « faire payer le prix fort ». Là encore, pour abjecte que soit la décision de justice, ne pas s'y attendre, n'est-ce pas nourrir des illusions sur la nature même de la justice dans la société française actuelle ? Là encore, c'est la bourgeoisie française qui se défend.

Que dire de la ligne politique de G. Schivardi, même si elle a subi quelques inflexions ici ou là pour le moins absolument indispensables ? Peut-on reconnaître dans ces propos une ligne lutte de classe ? N'a-t-il pas revendiqué la participation des maires de droite dans son comité ? N'a-t-il pas dit qu'il se serait effacé devant Fabius ?

Après cette expérience malheureuse, aucune analyse sérieuse, aucun bilan de celle-ci n'ont été tirés. Au contraire, c'est la fuite en avant dans les législatives avec la course à l'argent après le remboursement des 350 000 € de la « bévue des maires ». Dans le document préparatoire au rapport d'activité pour le Congrès 2008, la Direction se flatte d'avoir réussi à lever en plus des cartes et des timbres 500 000 € tout ce travail de fournis pour voir la reprise de cartes chuter de 10 % (compensée en partie

seulement par des nouvelles adhésions) et la vente d'IO régresser. Plutôt que de discuter sérieusement de cette désaffectation, la Direction trouve une explication merveilleuse : la reprise de carte régresse ? Cela est le fait des camarades qui n'ont pas eu le temps de « revoir » les anciens adhérents.

Fuite en avant avec la mise sur rail des Conventions préparatoires à la constitution d'un Parti Authentiquement Ouvrier, appelé par la suite Parti Ouvrier Indépendant, mais l'adjectif authentique ne disparaît pas pour autant des colonnes de IO. S'il faut créer un parti « authentiquement ouvrier », un parti « indépendant », qu'était donc le PT ? De nombreux adhérents se sont sentis un peu (c'est peu dire) blessés, voire insultés dans leur sincérité et conviction militantes par ces dénominations et par cette façon de procéder. Qui a décidé cela ? Deux personnes (D. Gluckstein et G. Schivardi, qui ne fait même pas partie du PT) la veille des élections présidentielles où le PT perdra des voix par rapport à la

candidature de D. Gluckstein en 2002. Enfin, on apprend avant même le congrès du PT que la convention aura lieu en juin 2008. Les militants du PT sont mis devant le fait accompli, il ne leur reste qu'à déployer leurs forces au service de ce projet sans en avoir discuter les modalités, les orientations. Si ce n'est pas de la subsidiarité, cela y ressemble. Les cartes 2008 du PT portent les deux inscriptions « PT » et « fondation du Parti ouvrier indépendant ». À peine croyable. Les militants n'ont pas le choix d'être « seulement » PT. De quoi la Direction aurait-elle peur ?

Dans l'appel pour un Parti Ouvrier Indépendant, on retrouve en « tête » des appelés, les maires, les élus, ce qui n'est pas du tout constitutif d'un front unique. Comment aller auprès de la classe ouvrière avec un tel amalgame ?

Toutes ces raisons font que je ne me sens plus en phase avec une organisation qui, de mon point de vue, a perdu le clivage fondamental « qui exploite, qui est exploité ? ».

Quelles que soient les divergences entre salariés, on peut sur ce critère simple mais intangible construire un FUIO avec comme base des revendications communes. Les prémisses au Parti authentiquement ouvrier quelle que soit son appellation (à déterminer en juin 2008) tourne le dos à cette vision.

Je n'imagine pas abandonner la lutte et n'imagine pas plus rester seul. Je rejoins une organisation qui répond aux questions que je me pose. Elle est trotskyste et a, elle aussi, analysé le pablisme qu'elle rejette. Laurent vous en avait parlé dans sa lettre de démission et l'avait rejoint. Il s'agit du Groupe CRI : Communiste Révolutionnaire Internationaliste et son site est <http://groupecri.free.fr>

J'invite les camarades du PT qui veulent discuter avec moi de cette lettre à me contacter.

Le 6 février 2008
S. »

LICENCIEMENTS

NON AUX 679 LICENCIEMENTS CHEZ SMOBY ! LE PATRON, LES ACTIONNAIRES, LES POUVOIRS PUBLICS ET LA « JUSTICE » BOURGEOISE SONT COUPABLES ! POUR GAGNER, IL FAUT LUTTER DANS L'UNITÉ !

Tous les travailleurs sont solidaires des salariés de Smoby. Le plan de licenciements qui les frappe est une catastrophe pour tout le Haut-Jura, où le jouet est l'une des principales industries. Le repreneur Simba-Ecoiffier, désigné le 3 mars par le tribunal de commerce de Lons-le-Saunier, décide de supprimer 679 emplois sur 1080, en plus des dizaines de postes d'intérimaires déjà liquidés et de tous les postes qui le seront dans la sous-traitance.

Cette catastrophe est le résultat de choix délibérés : Smoby, Majorette et Berchet étaient chacune florissante jusqu'en 2005. Mais, après le rachat de Majorette et Berchet par Smoby, l'ex-PDG Jean-

Christophe Breuil et les autres actionnaires de l'entreprise, devenue n° 2 du jouet européen et cotée en bourse, ont décidé d'augmenter leurs profits par tous les moyens : ils se sont lancés dans une série d'opérations risquées et de montages financiers opaques, aboutissant en quelques années à une dette de 257 millions d'euros et, en passant, à la mise en examen de J.-C. Breuil soupçonné de détournement de fonds. La famille Breuil a alors fait appel au groupe américain MGA Entertainment, mais celui-ci n'a pas été capable de redresser les comptes décidément opaques de l'entreprise.

Toute cette catastrophe annoncée fait apparaître aussi la responsabilité des pouvoirs

publics. Les patrons de Berchet et Smoby ont pendant des années fait un véritable chantage aux communes, menaçant de délocaliser si elles ne leur concédaient pas la mise à disposition de locaux à bas prix, une aide à la rénovation d'ateliers, des aménagements pour l'accès aux sites, etc. (les communes de Saint-Laurent et Moirans-en-Montagne se sont même endettées pour cela !). De plus, le département et la région ont cautionné les choix des actionnaires de Smoby en versant de substantielles subventions publiques (avec les impôts payés par les travailleurs !), sous prétexte là encore d'éviter les délocalisations et les licenciements : quelques années plus tard, on voit le résultat de cette politique ! Enfin, le procureur de la

République, représentant de l'État au tribunal, a plaidé en faveur d'une « solution » qui, sous prétexte de « sauver » l'activité, consiste en fait à licencier la majorité des travailleurs de Smoby !

Mais il n'y a rien d'étonnant dans toute cette affaire : **les patrons et les actionnaires sont là pour faire des profits à tout prix, les « pouvoirs publics » de droite ou de « gauche plurielle » et la « justice » sont à leur service !** Ils ne représentent jamais les travailleurs car ils se soumettent toujours, directement ou non, aux exigences des capitalistes ! C'est ce que prouvent tous les jours Sarkozy et son gouvernement : toute leur politique est dictée par le grand patronat qui veut liquider les acquis sociaux et les services publics pour faire toujours plus de profits !

Dans ces conditions, **il n'est pas acceptable de faire croire aux travailleurs qu'il serait possible de compter sur les pouvoirs publics.** Il n'est donc pas possible d'approuver la direction de la CGT de Smoby et du Jura pour qui « *les pouvoirs publics et tous les élus doivent se réunir pour chercher toutes les solutions possibles et sauver la filière jouet dans le Jura* » (communiqué du 24/01). Il n'est pas possible de demander aux pouvoirs publics de nouvelles « *aides et des engagements avec des contreparties pour aider, si nécessaire, à la reconversion de certains sites* » et notamment pour « *mettre en place une GPEC [gestion prévisionnelle des emplois et compétences]* »

(compte-rendu de la rencontre de la CGT avec le préfet, 28/11/07). Car la « reconversion des sites » et le « GPEC » ne peuvent se faire qu'en fonction des exigences des actionnaires !

Il n'est pas possible non plus de choisir entre la peste et le choléra, en faisant croire qu'un autre repreneur que Simba, prévoyant autant de licenciements, serait une meilleure solution, comme l'a fait l'intersyndicale de Smoby, présidée par le délégué central CGT Gilles Rizzi, qui *s'est « prononcée en faveur d'une reprise du fabricant de jouet jurassien par le groupe français Abcia-Caravelle »* (France 3, émission « Midi pile » du 29/02).

Enfin, **il n'est pas davantage acceptable de faire croire qu'une « solution » serait d'accepter la logique de la concurrence et de demander le licenciement des travailleurs chinois plutôt que les travailleurs de France,** comme le fait la CGT quand elle s'en prend aux « *contrefaçons asiatiques* » et « *demande le rapatriement de la production en France des produits Smoby/Berchet qui ont été envoyés en Chine pour fabrication* » ! Face aux capitalistes qui agissent de la même façon dans tous les pays, les travailleurs doivent au contraire opposer un front uni sans frontières et la solidarité internationale !

Pour les travailleurs qui refusent d'être sacrifiés sur l'autel du profit et pour les syndicalistes

de lutte qui refusent l'inacceptable, la seule solution est la lutte de classe, principe de base du syndicalisme ouvrier et notamment de la vieille CGT. Il faut remettre la CGT sur ses rails en refusant la logique du capitalisme et en renouant avec les méthodes de lutte efficaces, notamment la grève et l'occupation d'usines, comme l'ont fait récemment les salariés de Kleber à Toul, ceux de Ford à Blanquefort ou ceux de l'Imprimerie nationale à Choisy-le-Roi ! Les plans de licenciements sont inévitables si l'on accepte la logique des actionnaires et des patrons, qui ne visent que le profit. La seule solution pour les combattre est de se mobiliser tous ensemble sur une orientation claire, unitaire et efficace :

• *Mobilisation générale des travailleurs de Smoby-Berchet-Majorette et solidarité active des salariés des autres usines et des autres secteurs aux niveaux départemental et régional !*

• *Front unique de toutes les organisations syndicales et politiques qui se revendiquent de la défense des travailleurs, contre toute prétendue « solution » prévoyant un plan de licenciements, pour empêcher le plan de licenciement annoncé par la grève et l'occupation des usines jusqu'à satisfaction !*

Groupe CRI,
section du Jura,
tract du 20 mars 2008

PLAN « ESPOIR BANLIEUE »

LE GOUVERNEMENT PERFECTIONNE SON APPAREIL RÉPRESSIF ET SA POLITIQUE D'EXPLOITATION CONTRE LES JEUNES DES QUARTIERS

Dans son discours prononcé le 8 février 2008 pour présenter le plan « espoir banlieue », Sarkozy a le mérite d'être bien plus lucide que la plupart des organisations dites « révolutionnaires » : « *Avec ce qui se passe dans ces quartiers, ce n'est*

pas seulement l'idée que nous nous faisons de la laïcité, c'est l'avenir de notre démocratie, c'est l'avenir d'une certaine idée de la République qui sont en jeu. C'est l'idée même de

la nation qui est en cause. »¹ Nous pouvons effectivement nous mettre d'accord avec le président sur ce point : les « violences » qui ont lieu en banlieue, notamment à l'encontre

¹ Discours du 8 février 2008.

de la police, représentent un danger pour « une certaine idée de la République », c'est-à-dire la république bourgeoise. En effet, le Groupe CRI avait analysé dans les émeutes de 2005 une réelle potentialité révolutionnaire¹, de même que dans les actes plus sporadiques qui ont eu lieu à l'automne 2006². Les événements de novembre à Villiers-le-Bel et la parution récente du plan « espoir banlieue » montrent que l'enjeu de cette question est crucial.

La colère des quartiers populaires est loin d'être apaisée

Depuis l'automne 2005, il n'y a pas eu de nouvelles « émeutes » d'ampleur comparable dans les quartiers populaires. Néanmoins, durant l'automne 2006, de nombreux actes ont témoigné d'une volonté de relancer un même type de révolte³. Les causes de cette révolte n'ayant pas changé, il n'y a en effet pas de raison que la colère s'apaise. Ce sont toujours des conditions de vie déplorables, un taux de chômage particulièrement élevé et toujours la même violence de l'État *via* les contrôles policiers humiliants et incessants.

À Villiers-le-Bel le 25 novembre, un accident entre deux jeunes en moto, Moushin et Larami, âgés de 15 et 16 ans, et une voiture de police, remet le feu aux poudres. Officiellement, la voiture de police roulait doucement et la responsabilité reviendrait à Moushin et Larami qui roulaient sans casque. Mais très vite des témoignages et un film amateur contredisent cette version et accusent les policiers de la mort des deux jeunes. La colère est immédiate, les jeunes de Villiers affrontent la police avec une détermination particulièrement grande : en quelques jours à peine, la révolte fait jusqu'à 120 blessés parmi les « forces de l'ordre ». Du côté de l'État la répression est très ferme : plus de 1000 hommes en armes sont mobilisés, équipés de

matraques, flashballs et fusils à plomb, avec parmi eux des membres du RAID et de la BAC. Sarkozy prétend que « *ce qui s'est passé à Villiers-le-Bel n'a rien à voir avec une crise sociale, ça a tout à voir avec la voyoucratie*⁴ ». Il s'agit évidemment d'opposer aux jeunes révoltés les habitants des mêmes quartiers ne participant pas à ces révoltes, mais qui subissent les mêmes difficultés, en leur faisant croire que celles-ci seraient bien plus dues à ces « voyous » qu'au gouvernement et, plus généralement, au système capitaliste lui-même.

Perfectionnement de l'appareil répressif d'État

En février, le gouvernement a donc présenté son fameux plan « espoir banlieue ». Bien qu'en novembre, dans un discours prononcé à La Défense devant 2000 policiers et gendarmes annonçant ce plan, Sarkozy ait affirmé que « *nous ne le ferons pas parce qu'il y a eu des émeutes* »⁵, il s'agit au contraire très précisément de répondre aux « émeutes », en jouant sur la division entre les habitants respectables de ces quartiers qu'il faut aider à s'en sortir, et les émeutiers sur qui il faut taper sans retenue.

Il est vrai que ce plan a un fort contenu idéologique visant à flatter l'électorat d'extrême droite de Sarkozy. La tonalité générale du discours est très largement emprunte de néo-colonialisme et de racisme. Les banlieues sont montrées comme un lieu où il faut aller porter la civilisation puisque le taux d'immigrés y est particulièrement élevé et que, comme on peut le lire en filigrane, ce serait d'eux que viendraient les problèmes. Ainsi Sarkozy affirme-t-il : « *On ne peut vouloir s'installer en France sans respecter sa culture, ses valeurs et les lois de la République. Il n'y a pas de place en France pour la polygamie, l'excision, pour les mariages forcés, pour le voile à l'école et pour la haine de la France*⁶. »

Mais son discours ne se résume pas à cela : la principale mesure que l'on peut retenir de ce plan est un renforcement policier massif. Sarkozy prétend vouloir en finir avec la « *loi des bandes*⁷ » et pour cela annonce le renforcement des Groupes d'Interventions Régionaux « *recentrés sur la mise à jour de l'économie souterraine* » et la mise en place d'une « *police qui protège à tout moment les habitants du quartiers* », soit 200 « unités territoriales ». De plus, 4000 policiers supplémentaires seront affectés aux quartiers « *marqués par la violence urbaine*⁸ ». Par ailleurs, pour tenter de faire croire que l'hostilité d'une grande partie des habitants de ces quartiers contre la police et le gouvernement ne serait due qu'à un malentendu, il propose que des réservistes expérimentés soient recrutés comme « *délégués à la cohésion police-population* » et que des habitants des quartiers soient recrutés comme « *volontaires citoyens de la police nationale* ». Il cherche donc à associer les habitants eux-mêmes au renforcement sécuritaire pour donner l'illusion de paix sociale.

Ce renforcement policier est donc éminemment politique. Face à la menace persistante d'une révolte explosive dans les banlieues, la bourgeoisie se sent menacée, et c'est justement le rôle de l'État dont elle s'est dotée pour garantir ses intérêts, que d'adapter son système répressif à un tel danger.

Faire des banlieues un réservoir de main-d'œuvre prête à l'emploi

Mais le plan « espoir banlieue » ne se réduit pas à cette seule attaque, puisque comme le dit Sarkozy avec un cynisme à peine croyable, « *on parle toujours des voyous qui empoisonnent la vie de tout le monde. On parle toujours des trafiquants, on parle toujours des bandes qui parfois font régner la terreur. On montre avec complaisance les voitures incendiées, les pillages, les émeutes. Et l'on ne voit pas derrière toute cette population, toute cette*

⁷ *Idem.*

⁸ *Idem.*

¹ Cf. Le CRI des travailleurs n° 20, nov.-déc. 2005.

² Cf. Le CRI des travailleurs n° 24, nov.-déc. 2006.

³ *Ibidem.*

⁴ Article de *L'Express* du 29 novembre 2007.

⁵ *Ibidem.*

⁶ Discours du 8 février 2008.

jeunesse, qui ne demande qu'une chose, c'est qu'on lui donne les moyens d'étudier, de travailler, d'entreprendre¹.» La « délinquance » est ainsi présentée comme le produit d'une sorte de méchanceté naturelle, sans la moindre explication socio-économique, et les jeunes révoltés des quartiers populaires sont assimilés à des « voyous ». La confusion est sciemment entretenue entre les actes de révolte proprement dits, les atteintes bien compréhensibles à la propriété bourgeoise (grandes surfaces, etc.) ou aux symboles de l'État et les agressions contre les habitants des quartiers populaires. Une fois le sort des « voyous » réglé par la violence policière, il s'agirait de s'occuper de « toute cette population » dont le gouvernement reconnaît donc lui-même qu'« on » ne lui donne pas les moyens de vivre correctement. La solution du gouvernement est simple : le « contrat d'autonomie ». Il s'agirait d'un service d'aide à l'insertion professionnelle pour les jeunes des quartiers « sensibles ». Il concernerait dans un premier temps, à titre expérimental, 45000 jeunes qui signeraient un contrat avec des entreprises privées spécialisées dans l'insertion professionnelle. Cela consisterait pour ces entreprises à suivre ces jeunes en leur proposant un « soutien intensif et personnalisé », un « coaching » pour leur apprendre les « codes nécessaires à l'insertion en entreprises ». Il s'agit clairement d'un formatage dont on voit difficilement comment il pourrait réduire le chômage, mais qui offre aux entreprises une main-d'œuvre prête à l'emploi².

Par ailleurs, plutôt que de remettre en cause ce par quoi une grande partie de ces jeunes des banlieues échouent scolairement (conditions de vie socio-économiques, manque de structures éducatives, manque de moyens généralisé...), le plan propose parallèlement la mise en place

d'écoles de la « deuxième chance » pour ceux qui échouent et de 30 pôles d'excellence dans le secondaire. Il accélère de cette façon la suppression de la carte scolaire, aggravant le système d'une école à deux vitesses au nom du mythe éculé de la réussite individuelle et de la « méritocratie ». De fait, en écartant consciemment toute une partie des élèves du système scolaire « normal », le gouvernement renforce leur exclusion de l'accès à des diplômes donnant encore certains droits et une qualification solide. D'autant plus qu'il supprime en même temps les BEP afin non seulement de réaliser des économies (bac professionnel préparé en 3 ans au lieu de 4), mais aussi d'envoyer plus tôt sur le marché du travail, c'est-à-dire dans les griffes de l'apprentissage » et de la prétendue « insertion », les jeunes qui n'auront pas le niveau requis pour préparer le bac professionnel.

Aveuglement persistant des organisations prétendument révolutionnaires

Face à ces attaques, l'attitude d'organisations qui se disent révolutionnaires est très préoccupante. Le PT a le mérite de dénoncer la « déréglementation totale » que constituent l'« école de la deuxième chance », le « contrat d'autonomie » et l'extension des zones franches urbaines prévoyant de nouvelles exonérations de cotisations patronales (*Informations ouvrières* n° 832 et 833). Il semble aussi être contre le volet du plan banlieue prévoyant le déploiement de 4000 policiers d'ici à trois ans dans les quartiers, mais il se contente de le commenter en disant simplement : « Plus de 8000 profs en moins, 4000 policiers en plus... C'est en soi tout un programme. » De plus, dans un tract du 8 février distribué à Achères, il proteste contre la mise en place d'une police municipale... parce que « la police relève des attributions de l'État ». Bref, le PT ne dénonce pas clairement la police comme un instrument de l'État bourgeois, destiné tout particulièrement à mater la jeunesse des quartiers maintenue dans la misère par le capitalisme, car

cela l'obligerait à remettre en cause sa défense de la « République une et indivisible » de la bourgeoisie.

En ce qui concerne LO, non seulement le titre de son communiqué du 8 février, « *Grands mots et petites mesures* » suggère que les « mesures » du plan banlieue seraient seulement insuffisantes, mais en outre le « contrat d'autonomie » n'est pas dénoncé comme instrument de déréglementation et rien n'est dit contre le renforcement policier. Au contraire, LO écrit : « *Quant à la promesse de "mettre fin à la loi des bandes", d'engager "une guerre sans merci" contre "les trafics et les trafiquants", venant de quelqu'un qui dirigea le ministère de l'intérieur à partir de 2002, ce n'est rien d'autre que l'habituel discours sécuritaire que l'on nous ressort à la veille de chaque échéance électorale.* » Autrement dit, LO reproche à Sarkozy de n'avoir pas été efficace quand il était premier flic de France ! Au lieu de dénoncer la fonction de la police au service de l'État bourgeois et du capitalisme, LO laisse ainsi planer une grosse ambiguïté sur le rôle de la police, renforcée par certaines de ses positions antérieures appelant à une police de proximité pour les banlieues.

Quant à la LCR, si elle dénonce plus correctement le volet répressif, Besancenot a affirmé que le déploiement des 4 000 policiers était « *la seule annonce concrète* » du plan banlieue, passant ainsi sous silence les mesures de déréglementation, la livraison des jeunes au patronat.

Enfin, aucune de ces trois organisations ne semble prendre conscience de l'importance pour la bourgeoisie de s'assurer la docilité des banlieues face au risque d'une révolte qui la menacerait, aucune ne saisit la stratégie consistant à dresser les habitants des quartiers populaires contre les jeunes révoltés. La raison en est qu'elles ne voient pas le potentiel révolutionnaire de ces jeunes.

Le rôle d'une organisation communiste réellement révolutionnaire est de montrer en quoi le plan banlieues de Sarkozy représente dans son ensemble une

¹ *Idem.*

² C'est le principe même de la prétendue « insertion professionnelle » telle que prétendent l'assurer les entreprises privées avec le soutien du gouvernement, cf. Le CRI des travailleurs n° 24, nov.-déc. 2006.

véritable attaque à la fois pour assurer un nouveau réservoir de main-d'œuvre corvéable et pour réprimer les révoltes. Il faut donner à ceux qui se révoltent de véritables perspectives politiques. Il ne s'agit donc pas seulement de leur proposer un programme minimal réformiste comme celui que proposent le PT, LO ou la LCR, qui tous trois se contentent d'en appeler à la défense des services publics et à la construction de logements sociaux.

Mais il faut proposer à ceux qui se révoltent de s'auto-organiser au côté des travailleurs sur la base d'un programme politique dénonçant l'ensemble de la politique gouvernementale au service du patronat comme les gouvernements précédents et, à partir de là, l'ensemble du système capitaliste. C'est en effet ce système qui engendre nécessairement le chômage de masse, les inégalités sociales et la misère dans les quartiers populaires.

Mais il provoque par là même tout aussi nécessairement la révolte contre l'exploitation, l'oppression et l'absence d'avenir : les jeunes de ces quartiers ont raison de se révolter, il leur manque, comme à toute la classe ouvrière, un programme et un parti anti-capitalistes conséquents et cohérents, donc révolutionnaires.

Anne Brassac

ÉTUDIANTS

APRÈS LE MOUVEMENT CONTRE LA LOI PÉCRESSE (LRU), QUE FAIRE DANS LES UNIVERSITÉS ?

Le gouvernement a gagné contre les étudiants le mouvement LRU. Mais les étudiants n'ont pas été écrasés et le bilan reste très positif : le mouvement a été déclenché pour la première fois par les syndicats étudiants de lutte (FSE, SUD, TUUD de l'UNEF, dirigée par les JCR), malgré et contre la majorité de l'UNEF, qui soutenait la loi Pécresse ; les étudiants ont montré une grande capacité d'auto-organisation et une haute conscience politique, dont témoignent les textes adoptés par le AG et les Coordinations nationales ; le gouvernement a eu peur d'une possible jonction avec les cheminots, recherchée par l'avant-garde étudiante, et avec les autres salariés en lutte autour du 20 novembre... Finalement, l'essoufflement du mouvement a été dû avant tout à son isolement : d'abord à l'intérieur même de l'université, puisque les syndicats des personnels ont refusé d'appeler à la grève, se contentant d'un vague soutien aux étudiants ; ensuite à échelle nationale : l'arrêt de la grève des cheminots a été pour beaucoup dans le reflux de la mobilisation.

En ce milieu de second semestre, les bureaucrates syndicaux de l'enseignement supérieur continuent de refuser de se battre pour une grève chez les personnels et cautionnent de fait l'application de la loi LRU dans chaque Conseil d'administration, sous prétexte de « moindre mal ». Cependant, si les chances de voir une grande grève se déclencher dans un autre secteur sont

minces, la situation a tout de même évolué depuis la fin du mouvement étudiant : le mécontentement envers le gouvernement va croissant, les grèves locales se multiplient dans le privé, les enseignants du secondaire se mobilisent, comme l'ont montré la grève et les manifestations du 18 mars et la reconduction de la grève ou du blocage dans plusieurs dizaines d'établissements.

Par ailleurs les contre-réformes sont nombreuses : la loi LRU a été votée, le plan licence adopté, les rapports Attali (visant notamment à démanteler le statut d'enseignant-chercheur) et Pochard (qui prône entre autres la suppression de l'agrégation et du CAPES) vont servir de ligne conductrice au gouvernement, et l'opération Campus (qui prévoit la création de dix « pôles d'excellence ») est en route.

Se réunir, discuter, agir

Pour contrer ces attaques, mais aussi pour tirer le bilan du mouvement de l'automne, des organisations étudiantes de lutte (FSE, SUD, TUUD de l'UNEF) organisent une journée nationale d'« assemblées générales » mi-avril. Il est évident qu'elles ne vont pas réunir des centaines d'étudiants. Néanmoins, étant donné le contexte, elles peuvent rassembler de gros noyaux d'étudiants politisés par le mouvement. Tout en étant très clair sur la situation – il n'y a

probablement pas, dans l'état actuel des choses, de possibilité pour le mouvement de repartir –, il faut proposer aux étudiants de maintenir les comités de lutte qui subsistent et de mettre en place des réunions régulières, destinées à faire le bilan et à préparer l'avenir, mais aussi à agir localement dès que possible (blocages des CA, campagne d'information contre la réforme de la licence, tracts, pétitions, participation à des manifestations de salariés, etc.).

Le plus important est de s'organiser en rouvrant le débat sur la nécessaire reconstruction du syndicalisme étudiant de lutte. Les sections FSE et SUD (contrairement à la TUUD, qui pâtit de son appartenance au syndicat collabo qu'est l'UNEF aux yeux des étudiants mobilisés) se sont renforcées considérablement en gagnant de nouveaux militants, voire de nouvelles sections comme la FSE à Reims. De plus, elles font de bons scores électoraux, prouvant qu'elles sont de plus en plus soutenues par les étudiants. SUD-Rennes obtient ainsi 3 élus sur 12 au CEVU (l'UNEF n'en obtient que 4 alors que c'est un de ses bastions). À Bordeaux-I, la liste de SUD et du Comité de mobilisation obtient 3 sièges sur 16 au CEVU, contre 5 pour l'UNEF. À Clermont-Ferrand (AGEC, syndicat de lutte local, ancienne section de l'UNEF) obtient 4 sièges sur 12 au CEVU, à égalité avec l'UNEF.

De plus, le travail commun SUD/FSE se développe malgré un sectarisme persistant des deux côtés. Des listes communes aux Conseils d'administration sont présentées (Toulouse, Paris-I). À Toulouse les deux syndicats se sont prononcés ensemble pour l'unité du syndicalisme de lutte. En revanche, pour les élections au CROUS de Paris, alors que la FSE-Paris avait proposé une liste commune au Comité de mobilisation de Paris-VII et à SUD, les dirigeants de ce syndicat l'ont refusée de fait, ne répondant que quelques heures avant l'heure de dépôt des listes, en se

contentant d'ailleurs d'une réponse des plus floues.

Unifier et reconstruire le syndicalisme étudiant de lutte

Pourtant, la nécessité d'une organisation unitaire de lutte est plus que jamais évidente. Il faut dépasser la division des actuels petits syndicats de lutte et intégrer les étudiants mobilisés cet automne dans le processus de reconstruction d'un véritable syndicalisme étudiant de masse. C'est la condition impérative pour que les étudiants puissent répondre aux attaques du gouvernement et faire face dans les

meilleures conditions possibles à la prochaine occasion de relancer un mouvement. C'est dans ce sens qu'il faut à la fois renforcer les syndicats de lutte existants, militer pour la fusion de SUD et de la FSE, faire en sorte que les comités de lutte déjà en place se saisissent de cette question et convaincre les étudiants qui ont constitué l'avant-garde du mouvement de s'engager dans le processus de création d'une grande organisation de lutte unifiée.

Pauline Mériot

ENSEIGNANTS

LE RAPPORT POCHARD, BASE DE LA « RÉFORME » DARCOS : UNE MACHINE DE GUERRE CONTRE LES STATUTS, LE MÉTIER D'ENSEIGNANT ET LES DROITS DES ÉLÈVES

Le ministre Xavier Darcos devait annoncer sa « réforme » fin janvier, puis a finalement décidé d'attendre début mai. Mais celle-ci est déjà prête, comme en témoignent les DHG (dotations horaires globales) marquées par les suppressions de postes massives et le nombre invraisemblable d'heures supplémentaires prévues. Le rapport Pochard, élaboré par une commission nommée par le gouvernement, officiellement chargée de se pencher sur la revalorisation du métier d'enseignant, permet d'en comprendre l'essentiel. Si le rapport, publié le 4 février sous le nom de « livre vert », cherche à adopter un ton « neutre », il marque clairement ses préférences !

Obligations de service

Trois « hypothèses » :

a) L'hypothèse écartée : **maintenir l'obligation de service d'enseignement hebdomadaire actuel.** Cependant, cette hypothèse est écartée par le rapport, qui lui fait deux critiques : « un horaire hebdomadaire est source de rigidité dans l'emploi du temps des élèves » (p. 153). Mais, derrière ce noble souci pédagogique, le rapport reconnaît qu'« un autre (sic !)

argument pour l'abandon de la référence hebdomadaire tient au fait que sur une année scolaire les heures d'enseignements sont amputées du temps des stages et (...) des examens. Cela peut représenter un nombre de semaines non négligeable au cours d'une année, et donc, pour un certain nombre d'enseignants un volume important d'heures d'enseignement non dispensées » (p. 153).

b) L'hypothèse de transition : **passer d'une obligation de service de 18h à 22h pour tous.** Cette augmentation du temps de service serait « compensée par le versement de deux mois de salaire supplémentaire, sous forme d'indemnité » (p. 198), soit une augmentation de 22 %, en échange d'une augmentation des rémunérations de 17 %, non prise en considération pour le calcul de la pension de retraite.

c) L'hypothèse privilégiée : **passer à une obligation de service d'enseignement annuelle pour tous de 648h (soit 36x18h, ou 32x20h25).** « Des cycles d'enseignement de quelques semaines, d'un trimestre, et non seulement d'une année (36 semaines théoriques) permettrait des modes

permettraient des modes d'enseignement diversifiés dans le second degré (cours magistraux, amphes regroupant plusieurs classes, travaux pratiques/travaux dirigés, groupes de compétence, soutien, accompagnement éducatif) » (p. 154). « Les organisations syndicales ont exprimé leur réticence à toute forme d'annualisation, sans que leurs arguments aient convaincu la commission » (p. 154). (Complément de rémunération indéfini prévu pour les agrégés dans les cas a et b.)

Les autres mesures importantes sont :

- Proposition qu'« une heure de soutien ou de TD [travaux dirigés] ne soit plus comptée pour une heure de cours ».

- La **bivalence** serait instaurée pour les professeurs de collège, lesquels formeraient un corps spécifique. De plus, une **partie des PLP (professeurs des lycées professionnels)** serait appelée à enseigner en collège.

- Les **décharges de service (première chaire, etc.)** sont qualifiées de « **dispositif non statutaire** ».

- Proposition que les **obligations de service soient définies localement** par des « **accords**

locaux », certaines activités particulières devenant alors obligatoires, différentes d'un établissement à l'autre.

Recrutement

Deux « hypothèses » :

a) L'hypothèse « light » : concours nationaux « simplifiés ». Dans le cadre de cette hypothèse, toute une série de mesures seraient envisagées. Il s'agirait de « concours nationaux à affectation académique ». L'affectation ne dépendrait donc plus que du rang au concours, non de la situation familiale ou sociale. Les académies saturées ne recruteraient plus. Les mutations seraient bloquées pour la plupart des collègues. La rupture pourrait être encore plus nette : il s'agirait de mettre en place « une procédure de qualification nationale, conduisant à des listes dans lesquelles puiseraient les académies, les inspections d'académie ou les établissements. » Il faudrait ensuite aller se vendre dans chaque établissement. Ce serait la concurrence généralisée pour obtenir les meilleurs postes, la course à la soumission, la porte ouverte aux recrutements arbitraires, voire discriminatoires. En outre, la fusion du CAPLP et du CAPET est envisagée, préfigurant une possible fusion des filières professionnelles et technologiques (autre projet gouvernemental). Il s'agirait de développer à l'extrême la polyvalence.

b) L'hypothèse « hard » : suppression des concours. « Les titulaires du master chercheraient un emploi sur le marché du travail et ils seraient recrutés comme les autres salariés. » Ce serait la fin du statut de fonctionnaire pour les professeurs.

Salaire et carrière

Principe : « **avancement différencié** », **promotion conditionnée au mérite, à l'investissement personnel et à la performance** », car « *il n'y a pas de raison que la loi commune de la performance (...) ne s'applique pas*

aux enseignants ». Le modèle est clairement celui du privé : **il s'agit de « sortir de la coupure radicale qui sépare le régime de la Fonction publique et le droit commun du travail »**. Ce serait la fin de l'égalité des droits garantis par les statuts, au profit de l'individualisation, de la concurrence généralisée et de la soumission aux exigences de l'administration et aux « résultats » des élèves. On imagine sans peine la course à la « productivité » qui en résultera, l'accroissement du stress et la dégradation des relations entre collègues devenus concurrents.

Application : **contractualisation et accroissement des pouvoirs du chef d'établissement :**

• **Individualisation du service :** « *Les modalités locales du travail des professeurs se décideraient dans l'établissement lui-même. (...) L'affectation d'un agent dans son emploi pourrait être assortie de l'offre d'un contrat d'affectation définissant les droits et les obligations de l'agent dans l'occupation de cet emploi.* »

• Proposition d'une **prime modulable gérée par le chef d'établissement**. Selon le degré de soumission à ses exigences ?

• Proposition que **l'ISOE (indemnité trimestrielle de suivi et d'orientation des élèves) ne soit plus versée systématiquement à tous les enseignants**, mais seulement à certains ou en échange de « contreparties ».

• **La notation serait désormais attribuée exclusivement par le chef d'établissement** (cumul des prérogatives administratives et pédagogiques). Les inspecteurs ne seraient plus que des auxiliaires du proviseur, intervenant de façon ponctuelle à sa demande. C'est la porte ouverte à toutes les dérives, aux jugements hâtifs, aux sanctions arbitraires, aux pressions diverses...

• **Des décharges seraient mises à disposition de l'établissement** pour les professeurs acceptant certaines activités d'encadrement, de projets, etc., définis localement.

Mise en cause du caractère national des enseignements : vers un enseignement dualisé

Pour le plus grand nombre, le programme se réduirait à un « socle commun » ; une minorité de privilégiés aurait seule le droit à un « champ de compléments et d'approfondissements possibles ». Cela correspond aux exigences du patronat du point de vue duquel l'extension d'un enseignement de qualité à tous représente un coût inutile. Pour essayer d'éviter la levée de boucliers que ne manquerait pas de provoquer un nouveau « dégraissage » des programmes et isoler les velléités de résistance, il s'agit d'accroître l'« autonomie » des établissements, au détriment des normes nationales. Ce point doit être d'autant plus souligné qu'il en va de l'égalité en droits des élèves :

• **Suppression des heures dédoublées et les heures de soutien définies aujourd'hui nationalement.** Mise à disposition des établissements d'un forfait d'heures à utiliser selon les projets locaux. D'un établissement à l'autre, les heures de cours et les conditions d'enseignement seront donc extrêmement variables. Dans les lycées de centre-ville, les heures du forfait pourront être utilisées pour des activités artistiques, des approfondissements, etc., alors que dans les lycées défavorisés elles suffiront à peine pour le soutien.

• **Annualisation des horaires des élèves :** « *horaires annualisés par discipline, éventuellement réparties sur deux classes, fourchettes hebdomadaires* ».

Le rapport Pochard est donc une attaque globale qui bouleverserait nos statuts, nos droits et tout notre métier. Le gouvernement doit annoncer en mai une « réforme » qui s'en inspire directement. Il est indispensable de se mobiliser tous ensemble pour que le rapport Pochard soit abandonné et que cette réforme ne voie pas le jour.

Tous les syndicats enseignants dénoncent ce rapport. Mais il faut maintenant agir, construire un puissant mouvement national, sans attendre le mois de mai. Les chauffeurs de taxi, en se mobilisant immédiatement et fermement contre le rapport Attali, ont obtenu l'abandon des dispositions qui les concernaient. Nous aussi,

TRACT DU CILCA

POUR VAINCRE LE PLAN SARKOZY-DARCOS,
LES JOURNÉES D'ACTION NE SUFFIRONT PAS !

IL FAUT LA GRÈVE JUSQU'À SATISFACTION :
EXIGEONS-LA DES DIRECTIONS SYNDICALES !

**Une offensive
d'une brutalité sans précédent**

C'est le début d'une offensive sans précédent contre l'enseignement public, le statut des personnels et les conditions d'enseignement pour les élèves. Ici comme ailleurs, le mandat donné par le MEDEF à Sarkozy-Fillon est de pulvériser les acquis de la lutte des classes pour améliorer la compétitivité des patrons français sur le marché mondial.

Les 30 000 suppressions de postes dans l'Éducation Nationale entre 2003 et 2008, ont déjà gravement dégradé les conditions de travail et d'enseignement. Pourtant, le gouvernement veut supprimer plus de 20 000 postes par an, soit 80 000 entre 2009 et 2012, un rythme trois fois supérieur à celui des 5 dernières années. Il commence avec 11 000 suppressions cette année. Si les statuts des enseignants et les horaires-élèves n'étaient pas modifiés, des suppressions de postes aussi massives empêcheraient dès la rentrée de septembre 2008 de mettre un enseignant devant chaque classe.

C'est pourquoi le gouvernement décide des réformes très brutales : suppression des BEP et généralisation des bac pro en 3 ans, réforme du statut des enseignants et du système scolaire sur la base du rapport Pochard : annualisation et allongement des obligations de service, signature d'un contrat avec l'établissement, notation exclusivement par le proviseur, individualisation des salaires, suppression des concours, réduction des horaires-élèves, autonomie accrue des établissements, etc.

**La volonté de résistance se heurte
à la politique collaboratrice ou
résignée des directions syndicales**

Dès cette année, les suppressions de postes sont si massives qu'elles provoquent un mouvement généralisé de refus des DHG et de nombreux conflits locaux dans toutes les académies : motions de CA, manifestations, blocages d'établissements, grèves reconductibles... La suppression des BEP et le rapport Pochard, encore insuffisamment expliqué par les syndicats, sont très largement rejetés. Mais que proposent les directions syndicales aux enseignants ?

Certaines collaborent ouvertement. Dans le primaire, le SE-UNSA et le SGEN-CFDT ont signé un protocole avec Darcos. La direction nationale du Snuipp-FSU a couvert cette trahison, avant que la révolte de ses sections départementales ne la contraigne à reculer. Mais, sauf dans le 93, le Snuipp a décidé d'appeler à la grève le 19 mars, c'est-à-dire de séparer les enseignants du primaire et du secondaire ! Dans le secondaire, le SGEN juge que le rapport Pochard « *reste un livre ouvert qui renferme les éléments permettant une vraie négociation* » et le SE prétend que, « *si certaines ébauches de solution sont intéressantes, d'autres n'échappent pas aux contradictions* ».

Le SNES, SUD, FO et la CGT-Éducation, quant à eux, rejettent ces mesures. Pour eux, le rapport Pochard « *ne peut en aucun cas être une base de discussion* ». Cependant, la direction du SNES n'affiche même pas clairement les

revendications minimum dans l'appel à la grève du 18 mars : aucune suppression de poste, retrait de la suppression des BEP, abandon du rapport Pochard ! Elle semble craindre que, si elle le faisait, l'inconsistance de son prétendu « *plan d'actions pour gagner* » (grève nationale le 18 mars, manifestation le 29 mars sur les retraites... puis plus rien jusqu'à une « *manifestation nationale* » de l'Éducation le 17 ou 18 mai !) n'apparaisse au grand jour. En effet, comment la tactique des journées d'action sans lendemain, qui a prouvé son inefficacité face à la politique de contre-réformes de Chirac-Jospin, Chirac-Raffarin et Chirac-Villepin, pourrait-elle être plus efficace face à la politique de contre-réformes de Sarkozy-Fillon, alors que celles-ci sont encore bien pires que les précédentes ? Cette orientation exprime la résignation des chefs syndicaux réformistes : pour eux, il ne saurait être question de se battre pour gagner, mais seulement de « *limiter les dégâts* ». Comme si l'on pouvait « *limiter les dégâts* » en subissant passivement une attaque d'une telle envergure !

**Seule la grève générale de
l'Éducation peut stopper le plan
Sarkozy-Darcos**

L'expérience montre que seule la grève généralisée et reposant sur des AG coordonnées à tous les niveaux sont capables de faire reculer les gouvernements. Cela a été le cas de la grève des étudiants contre le plan Devaquet et de celle des cheminots en 86, des grandes grèves de 95 contre le plan Juppé, de la lutte

déterminée des étudiants, soutenus par les salariés, contre le CPE, lutte partiellement victorieuse après deux mois de grève totale avec occupation des universités en 2006. La seule façon réaliste d'espérer vaincre le plan de Sarkozy-Darcos, c'est donc de réussir à atteindre un tel niveau de mobilisation. Comment y parvenir ?

Il faut tout à la fois organiser les luttes contre les suppressions de postes, les coordonner, expliquer patiemment les réformes, et proposer des motions adressées aux syndicats pour l'organisation d'un véritable plan de bataille afin de gagner. C'est la condition pour pouvoir espérer faire triompher dans nos syndicats l'exigence d'un appel à la grève jusqu'à satisfaction. Il faut également penser à définir des plateformes de revendications qui incluent l'exigence d'une hausse de

salaire de 300 euros pour tous et le refus de l'allongement de la durée de cotisation pour les retraites à 41 ans : c'est ouvrir la voie à une jonction avec les autres travailleurs, qui ont manifesté leur mécontentement dans de nombreuses grèves.

Le texte de l'AG du 93 du 11 mars ayant regroupé 18 lycées et 16 collèges constitue un point d'appui en ce sens. Il appelle à assurer le succès du 18 mars, à reconduire la grève et à manifester le 20 mars au Ministère. Pour avancer dans la coordination des établissements en lutte, l'AG du 93 invite à participer à une AG après la manifestation parisienne du 18 mars.

Pour préparer ensemble la suite de la lutte, participons tous à l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE de grévistes le 18 mars à 17h 30 à la Bourse du Travail.

Qu'est-ce que le CILCA ?

Le Comité pour un Courant Lutte de Classe Antibureaucratique, fondé en février 2006, vise à regrouper les syndicalistes de lutte de classe, pour rompre l'isolement et agir ensemble contre la « négociation » des reculs sociaux, contre la collaboration de classe, pour la réappropriation de nos syndicats. Il est co-organisateur des Forums du syndicalisme de classe et de masse et co-éditeur du Bulletin du syndicalisme de classe et de masse.

Site : <http://courantintersyndical.free.fr>
Courriel : courantintersyndical@free.fr
Tél. : 06 66 25 16 65

APPEL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ÉTABLISSEMENTS D'ÎLE-DE-FRANCE DU 18 MARS

Étendre et fédérer la résistance au plan « social » de Sarkozy-Darcos

L'Éducation nationale est déjà en première ligne du plan de rigueur. Les suppressions de postes, cumulées avec celles des années précédentes et amplifiées par la transformation massive d'heures postes en heures supplémentaires démantèlent les structures des établissements. Les lycées sont les plus touchés, particulièrement les LP, avec la suppression des BEP et la généralisation des bac pro en 3 ans. Les remplacements ne sont plus assurés notamment dans le premier degré.

Les personnels, les parents et les lycéens ont immédiatement refusé cette situation par la grève, les blocages et occupations d'établissements, le siège des Inspections académiques et des rectorats. Certains ont fait reculer l'administration, comme Wallon à Aubervilliers. Tous ont exprimé la nécessité de fédérer ces actions et ont assuré le succès de la grève du 18 mars pour qu'elle contribue à renforcer la riposte.

La riposte doit être immédiate

Les établissements sont mobilisés, les suppressions de postes vont être

entérinées par les CTPA [Comités techniques paritaires académiques], les congés de printemps vont s'étaler du 5 avril au 5 mai.

La riposte doit aussi être à la hauteur des enjeux

• **Les mobilisations locales** fortes ont gagné la transformation d'heures supplémentaires en postes, ou le maintien de BEP.

• **Une dynamique de développement et d'extension de la grève**, à tous les niveaux des villes des départements et du pays, peut forcer Darcos — fragilisé par son échec à Périgueux — à remiser le livre vert Pochard, et ses plans de casse du service public laïque, du lycée et du bac, du collège et de l'éducation prioritaire, du primaire (nouveaux programmes, EPEP)...

• **Les convergences interprofessionnelles avec les luttes des travailleurs et usagers des services publics comme du privé** (grande distribution) relancent les batailles unifiantes sur l'emploi et le pouvoir d'achat (les 300 € pour tous) ; contre la casse de la fonction publique, de la Sécu et des retraites (les 37,5

annuités pour tous, à rappeler le 29 mars).

Peut-on accepter que cette première rentrée Sarkozy, avec 13 000 postes supprimés dans l'EN, alors qu'elle est le début d'un dramatique plan « social » annonçant 20 000 suppressions de postes pour chacune des 4 rentrées suivantes ?

Peut-on accepter que les services des enseignants du second degré passent à 22 ou 24 h hebdomadaires, sans limitation des heures supplémentaires, avec la bivalence et le licenciement des précaires ?

Peut-on accepter que les établissements et donc les jeunes soient mis en grande difficulté, certains fermés pour être remplacés par des boîtes privées ?

Peut-on accepter que les services publics et tous les acquis du travail et de la solidarité de ce pays soient sacrifiés au profit des possédants qui tirent les ficelles du pouvoir sarkozyen ?

Pour repousser le plan social de Sarkozy-Darcos et pour gagner sur les revendications suivantes :

• **Refus des suppressions de postes et d'options, des heures sup.,**

de la surcharge des effectifs, des bacs pro en 3 ans et de la suppression des BEP. Refus de la suppression de la carte scolaire. Création de tous les postes nécessaires (enseignants, vie scolaire, d'orientation, médicaux, sociaux, TOS).

• Refus des conclusions de la commission Pochard, du démantèlement de la fonction publique, de la suppression de la garantie d'emploi pour les fonctionnaires, de la précarité ; titularisation des précaires.

L'Assemblée Générale d'Ile de France du 18 mars (83 établissements, dont 24 mandatés pour reconduire la grève jeudi 20 ; syndicats présents : CGT, CNT, SUD-Education), propose aux AG d'établissements et de villes (aux personnels, aux parents et aux élèves) ainsi qu'aux syndicats

• d'amplifier et de coordonner les mobilisations et les blocages qui se développent en vue de reconduire la grève. D'envoyer des délégués mandatés sur les suites de l'action, à l'AG Île-de-France du 20 mars ;

• de faire converger les initiatives en direction des rectorats ;

• de faire grève et de manifester au ministère de l'Éducation, le jeudi 20 mars, 14h 30, M° Odéon.

(Plan d'action voté à l'unanimité et soutenu par les syndicats présents)

Nous demandons aux directions des syndicats de rompre avec la tactique inefficace des journées d'action, de fixer l'objectif, de préparer et d'appeler nationalement à la grève jusqu'à satisfaction des POUVOIR D'ACHAT

revendications, notamment par un appel à la grève nationale, dès la semaine prochaine.

(Amendement voté majoritairement)

[NdlR :] La manifestation du 20 mars a rassemblé plusieurs milliers de personnes. L'AG qui s'est tenue à son issue a réuni 33 établissements, avec les syndicats CNT, CGT, SNES et SUD-Éducation. Une quarantaine d'établissements franciliens étaient en grève reconductible à cette date et autant d'autres bloqués. L'AG a adopté un appel rappelant les revendications et se concluant de la façon suivante :

[L'AG] propose aux AG d'établissements et de villes (personnels, parents et élèves), de renforcer et d'étendre la mobilisation en région parisienne :

• en reconduisant la grève et en proposant aux établissements voisins de rejoindre le mouvement.

• en faisant du jeudi 27 mars une grande journée de grève et de manifestation en direction du ministère, pour exiger la satisfaction des revendications portées par la délégation du 20 mars et restées sans réponses.

Elle propose de coordonner nationalement le mouvement à partir des régions les plus mobilisées :

• en contactant des représentants de ces régions pour envisager la tenue d'une réunion à Paris

• en demandant aux directions nationales des syndicats

- de soutenir dans l'unité ces mobilisations là où elles se

développent, de les relayer dans leurs médias

- de les impulser là où il n'y en a pas encore,

- de proposer des initiatives de centralisation à la hauteur des enjeux (grèves, manif nationale) dès la semaine prochaine,

- de proposer aux fédérations de la FP et aux confédérations d'établir, dans l'unité, la convergence des luttes sur les questions d'emploi, de salaires, de Sécu et de retraites.

Prochaine AG IdF, le mardi 25 mars à 18 h à la Bourse du Travail de Paris, 3 rue du Château d'Eau.

L'AG met en place un collectif d'animation, pour faciliter la mise en œuvre de ses décisions.

Par ailleurs, l'AG demande aux établissements en lutte d'être extrêmement vigilants par rapport aux menaces et aux pressions qui sont faites vis-à-vis des élèves et des familles et à prendre des dispositions pour qu'aucun élève ne soit sanctionné du fait de son activité revendicative.

[NdlR :] Suite à cet appel, l'intersyndicale de l'académie de Créteil (CGT, FO, SNES, SUD) appelle à la manifestation du 27 mars, ainsi que la FIDL (organisation lycéenne).

Cf. aussi des prises de position de syndicats et d'AG, la liste des établissements en grève, etc., sur le site du CILCA : <http://courantintersyndical.free.fr>

COMMUNIQUÉ DU CILCA

LES DIRECTIONS SYNDICALES DOIVENT IMMÉDIATEMENT PRÉPARER UN PLAN DE BATAILLE PUBLIC-PRIVÉ : 300 EUROS POUR TOUS ! LE SMIC À 1500 EUROS NETS !

Alors que l'inflation sera supérieure à 2% en 2008, le gouvernement a décidé d'augmenter les salaires des fonctionnaires de 0,8% en 2008 (+0,5% au 1^{er} mars, +0,3% au 1^{er} octobre). Pire, le gouvernement a réussi à obtenir l'accord de la CFDT, de la CFTC, de

la CGC et de l'UNSA pour pérenniser le système de « garantie individuelle de pouvoir d'achat » entre 2007 et 2010 (ce qui signifie que ces directions syndicales ont entériné la baisse anticipée du pouvoir d'achat entre 2007 et 2010 contre la promesse d'un rattrapage

en 2011 via cette « garantie » !) et pour développer le salaire au « mérite » ou à la « performance ».

Quant aux autres directions syndicales, elles n'ont finalement pas signé l'accord (souvent après moult hésitations...) mais elles ne proposent strictement rien ! Parions

qu'elles appelleront à une nouvelle journée d'action sans perspective dans quelques semaines, qu'elles prendront soin de bien dissocier des mobilisations des autres secteurs.

Pourtant, la colère des travailleurs monte dans tout le pays, alimentée par les mesures contre le pouvoir d'achat des travailleurs les plus pauvres, comme l'infâme impôt sur la santé (franchises médicales). De plus en plus de grèves éclatent dans le privé contre les plans de

licenciements, mais aussi pour la valorisation des salaires.

Le rôle des directions syndicales devrait être d'organiser les travailleurs en force collective, et donc de les mobiliser sur des revendications communes en utilisant l'arme capable de faire plier les patrons et leur État : la grève jusqu'à satisfaction des revendications.

Alors qu'en 25 ans la part des salaires dans la valeur ajoutée (par

les travailleurs et eux seuls !) a baissé de 78% à 66%, les directions syndicales doivent cesser toute négociation avec ce gouvernement et préparer la grève public/privé sur des revendications que tous les travailleurs reprendront avec force et détermination : **300 euros pour tout ! Le Smic à 1500 euros nets !**

CILCA
12 mars 2008

TRIBUNE LIBRE

NON AU RAPPORT ATTALI !

La commission « *Pour la libération de la croissance française* » mise en place par Nicolas Sarkozy, présidée par Jacques Attali, ancien conseiller de François Mitterrand et nouveau transfuge socialiste, a rendu sa copie, un pavé de 334 pages, 316 « décisions ».

Ce serait une gageure que d'essayer d'être exhaustif sur un tel document ; aussi cet essai (projet) est-il subjectif dans ces choix démonstratifs, mais ils reflètent toute la nocivité que nous ont concoctée Sarkozy et son plumitif Attali sous l'œil vigilant du Medef.

« 43 personnalités de différentes sensibilités », libérales bien évidemment, sont les auteurs de ce *florilège du libéralisme*. Pas moins de 17 PDG ou anciens PDG (Axa, Nestlé, Crédit Agricole, Essilor, Volvo, Areva, Orange, Cetelem...) en constituent l'ossature, flanqués des anciens commissaires européens Mario Monti et Ana Palacio, fleurons de l'Europe néo-libérale et séides du capitalisme, et des journalistes bien-pensants Éric Le Boucher du *Monde* et Yves de Kerdred du *Figaro* ; sans oublier Michel Virville, maintenant DRH de Renault, et Jean Kaspar, présenté comme ancien secrétaire général de la CFDT, retraité du mouvement syndical et « gérant depuis 10 ans de son propre cabinet de conseil »...

Toute honte bue, Ségolène Royal rend hommage à cet aréopage de libéraux, de technocrates les qualifiant comme « *une équipe d'une*

grande intelligence et d'une grande diversité », « *une aide pour la France* ». Son programme est déjà bouclé pour 2012. Du côté des syndicats, Chèreque y a vu « *quelques traits positifs* », Mailly a déclaré « *qu'il fallait y regarder de plus près* » et Le Duigou, dirigeant de la CGT, s'est ouvertement félicité de certains points du rapport : « *Côté positif, notons l'importance donnée à l'appui à la mobilité, aux reconversions des salariés et à la sécurisation des parcours professionnels. Soulignons la proposition d'élaborer un nouveau statut pour les chômeurs, la nécessité de réformer la représentativité des organisations syndicales, le souci de légitimer les négociations sociales*¹ ». En effet, certains de ces points reprennent des propositions importantes de la CGT sur la « Sécurité sociale professionnelle »², d'autres confortent l'orientation collaboratrice de la direction confédérale... Thibault a certes critiqué, mais est resté l'arme au pied, freinant la résistance.

En rendant son rapport, Attali a affirmé qu'il était formait un tout cohérent : « *Aucune des mesures qui est là ne peut s'appliquer sans être fait dans un ensemble* ». Il va de soi que Nicolas Sarkozy est d'accord :

¹ Article de J.-C. Le Duigou du 24/01/08, <http://cgteduc93.free.fr/spip.php?article1224>

² Cf. la critique du projet de SSP de la CGT par le CILCA, <http://courantintersyndical.free.fr/post.php?ID=60>

« *Si certains ont été effrayés par le contenu de vos propositions, moi je les trouve plutôt raisonnables dans l'essentiel.* » Le contraire eût été étonnant, tant ces propositions reprennent tous les poncifs, toutes les idées reçues du MEDEF, qu'il est chargé de mettre en œuvre : abaisser le « coût du travail », déréglementer, délocaliser, retirer le maximum de protection aux salariés, casser les services publics, détruire les acquis sociaux, mettre en liberté surveillée la démocratie (passage en force du traité européen, etc.), toiletter la loi de 1905...

Cette bible du capital s'attaque à tous les pans de notre vie économique, sociale, culturelle, sanitaire, démocratique. Loin d'être exhaustifs, voyons-en les grandes lignes et leurs incidences sur les travailleurs.

Éducation

La décision 6 permet aux parents de choisir le lieu de scolarisation de leurs enfants. C'est la fin de la carte scolaire, qui sera entérinée, mais après les municipales. La décision 151 développe le tutorat des élèves des ZEP par des étudiants (dans le cadre d'un service civique hebdomadaire : un travail non rémunéré obligatoire et des enseignants retraités).

La décision fondamentale 2 vise à « *constituer 10 grands pôles d'enseignement supérieur et de recherche autour de 10 campus, réels et virtuels, fixant les conditions*

d'excellence de l'ensemble du système de formation supérieur et de recherche ». Il s'agit d'instaurer à terme un système dual de facs d'élites financées en majeure partie par le privé (décision 22) et de « facs poubelles ». Parallèlement, le rapport préconise l'extension du modèle de l'alternance à tous les niveaux de formation en développant les formations professionnalisantes à l'Université avec la décision 123.

Autant de décisions que les étudiants ont combattues cet hiver, notamment par leur grève contre la loi Péresse qui vise à privatiser l'enseignement supérieur, à aggraver les inégalités entre les facultés, à substituer des personnels précaires aux fonctionnaires et à introduire la sélection par l'argent, notamment à l'entrée de l'Université.

Droit du travail

La décision 136 permettrait aux entreprises, avec la bénédiction des directions syndicales, de déroger à la durée légale par accord de branche ou accord majoritaire d'entreprise et la 137 autoriserait plus largement le travail du dimanche.

La décision 141 vise à « *intéresser les agents du service public de l'emploi (France Emploi) à leurs performances en matière de reclassement* », ce qui revient à transformer chaque agent de l'ANPE en flic.

La décision 142 demande de « *considérer la situation des chercheurs d'emploi comme une activité rémunérée sous forme d'un "contrat d'évolution" avec un accompagnement renforcé* ». Il s'agit d'une idée qu'on peut trouver notamment chez les dirigeants de la CGT (voir le texte de Le Duigou sur le projet de Sécurité Sociale Professionnelle en 2004 et notre critique de ce projet). Il s'agit de considérer comme normal que le « *parcours professionnel* » d'un travailleur alterne périodes de travail et période de « *chômage actif* », et donc de banaliser le licenciement et de marginaliser davantage la lutte contre les licenciements.

Enfin, alors que la grève est la meilleure arme dont disposent les travailleurs pour se défendre contre les attaques des patrons et du

gouvernement, Attali veut encore renforcer l'arsenal anti-grève et étendre la « *loi sur le service minimum* ». Le droit de grève est un droit démocratique fondamental : aucune entrave ne peut être acceptée !

Sécurité sociale et santé

Le rapport Attali propose de :

- Supprimer, par la décision 224, la distinction entre le PFLSS (Loi de financement de la Sécurité sociale) et la loi de finance (Budget) ; ainsi nous n'aurions plus aucune garantie que les sommes collectées pour l'assurance-maladie ou les allocations familiales ne soient pas affectées au budget de la défense, par exemple.

- Conditionner les prestations familiales aux revenus des ménages (décision 268) ; c'est la méthode en deux temps pour en finir avec ces prestations : s'attaquer d'abord aux travailleurs à plein temps pour achever avec les précaires.

- Moduler la franchise médicale en fonction du revenu : telle est la philosophie de la décision 269, révélant là aussi la volonté d'en finir avec une bonne partie de l'assurance-maladie obligatoire et solidaire. L'instauration de telles franchises aura des effets désastreux pour les assurés sociaux et participera à la remise en cause du régime universel et solidaire de la Sécurité sociale dans lequel, malgré les limites imposées par le système capitaliste et les attaques subies depuis des années, « *chacun cotise selon son revenu et est soigné selon ses besoins* ». Cela ouvrira en grand la porte de sa privatisation. Ce serait une régression sociale sans précédent : la fin d'un système d'assurance maladie solidaire. On quitterait ainsi toute logique de solidarité pour celle de l'assurance privée.

- Gérer la carte sanitaire sur une base régionale : tel est le but de la décision 273. Cela signifierait que la carte sanitaire nationale, supprimée par le plan « *Hôpital 2007* », ne serait pas rétablie et que l'inégalité sanitaire entre régions serait confirmée et amplifiée.

- Fusionner la part salariale et la part « *patronale* » des cotisations

sociales : tel est l'objet de la décision 299, qui supprimerait 3 points de cotisations sociales en les remplaçant par 0,6 point de CGS et 1,2 point de TVA (décision 300). Non seulement il n'y a rien pour augmenter le pouvoir d'achat, mais la commission « *décide* » de le diminuer en augmentant la CSG et en instaurant une « *TVA sociale* » !

- Supprimer dans les deux ans, pour être en harmonie avec la directive européenne, le *numerus clausus* à l'installation des pharmaciens (décision 212) ; mais curieusement Attali ne s'intéresse pas au *numerus clausus* des professions médicales, pourtant déterminantes pour l'avenir sanitaire du pays : la pénurie de médecins exige la suppression de ces limites drastiques imposées aux étudiants.

- Développer massivement la prévention (décision 66)... mais à budget constant et sans revenir sur le passage (imposé par la droite et le Medef avec l'accord de la CFDT) de la visite médicale obligatoire dans les entreprises non plus tous les ans, mais tous les deux ans.

Fonction publique et réduction de la dépense publique

La décision 252 confirmerait le principe systématique du non remplacement de deux fonctionnaires sur trois partant à la retraite. Les décisions 253 et 254 mettraient à mal le statut des fonctionnaires, puisqu'elles permettraient la diminution de la part des promotions au choix et mettraient en place des primes liées à la performance (collective et individuelle) des agents.

Nous nous prononçons au contraire :

- Pour le rétablissement des 22 000 emplois de fonctionnaires (dont 11 200 dans l'Éducation) liquidés dans le budget de 2008 et de 25 000 postes supprimés au cours des cinq années précédentes. Ces postes sont nécessaires pour rétablir des conditions de travail décentes pour les personnels et pour assurer un service public de qualité.

- Contre toute remise en cause des garanties statutaires de la Fonction publique. Ces statuts ne sont pas des privilèges mais les

garants d'une égalité de traitements sur tout le territoire et de la qualité du service public. Contre les contrats de droit privé dans la fonction publique, pour la titularisation générale de tous précaires du service public.

Enfin, avec la décision 26, Attali veut nous imposer une nouvelle réduction des dépenses publiques qui devront atteindre 1% du PIB par an à partir de 2009, soit 20 milliards d'euros de réductions par an pendant 5 ans.

Retraites

La décision 121 a pour objet de faire sauter le verrou de la retraite à 65 ans, avancée sous la forme prudente de « *permettre à chacun de retarder, s'il le désire, son départ à la retraite* » et de lever toutes les interdictions au cumul emploi-retraite (décision 134). Dans les deux cas, tant pis pour les jeunes qui ne trouvent pas de travail !

Non seulement le rapport accepte tous les allongements (venus et à venir) de durée de cotisations, mais il en tire la conclusion chère à tout libéral en estimant : « *La montée en puissance de l'épargne retraite individuelle ou collective est donc nécessaire.* » (Décision 305.)

Contre cette orientation, nous nous engageons pour la défense des régimes spéciaux de retraite, contre tout allongement de la durée des cotisations, pour le droit à la retraite à 60 ans à taux plein (55 ans pour les métiers pénibles), sans se laisser diviser par un gouvernement et une commission qui, pour faire passer ces attaques contre tous, tentent de dresser les travailleurs les uns contre les autres.

Financement, représentativité et fonction des syndicats

Les décisions 117 et 118 visent à « moderniser » la loi de 1884 : « *Le financement des partenaires sociaux doit reposer sur les cotisations de leurs membres et sur la compensation de leur participation à des missions de service publics.* » L'idée consiste à transformer le syndicat, instrument de lutte des travailleurs, en une agence qui fournirait des services individualisés

destinés à ses adhérents, comme « - *information et conseil sur les relations professionnelles collectives (contenu des conventions collectives) et individuelles (mutation, augmentation salariale)* ; - *protection juridique en cas de litige avec l'employeur* ; - *aide et assistance à la réorientation professionnelle comme en Suède* ; - *participation aux actions de requalification ou de mise à niveau* ; - *réflexions prospectives sur les emplois de demain.* »

La décision 119 entend « *faire de la négociation collective le moyen privilégié de la transformation du droit du travail et de la maîtrise des évolutions socio-économiques des entreprises* ». Il s'agit de renforcer la loi de « modernisation du dialogue social » de 2007 (consistant à institutionnaliser les « concertations » gouvernement-confédérations syndicales), dite loi Larcher, manière d'intégrer encore davantage les organisations syndicales dans la collaboration de classe.

Fonder la représentativité syndicale sur les résultats des élections professionnelles paraît de prime abord positif, puisque des organisations comme SUD, Solidaires ou la CNT pourraient bénéficier de la même représentativité que les institutionnelles (CGT, CFDT, FO, CFTC, CGE-CGC). Sauf qu'aussitôt elle est assortie d'une condition (la décision 116) qui retire beaucoup d'intérêt à cette mesure puisque la représentativité d'un syndicat national serait liée à l'obligation d'être signataire d'au moins un tiers des 50 conventions collectives les plus importantes. Cette décision est d'une réelle gravité car elle obligerait certains réfractaires à passer sous les fourches caudines de ce critère pour pouvoir « bénéficier » du titre à la représentativité. La volonté d'Attali, par cette décision, est d'intégrer encore davantage les directions syndicales dans la gestion des contre-réformes et d'affaiblir les syndicats issus du mouvement ouvrier ou qui s'en réclament.

Ce pot-pourri d'idées libérales est donc un ensemble de dispositions qui permettront d'amplifier encore

l'offensive contre les travailleurs et de saborder leurs dernières conquêtes sociales. Ainsi le rapport Attali vient-il au secours des souhaits de Sarkozy qui se vante de vouloir effacer de la mémoire collective ouvrière les acquis de 45 et de 68.

Mais il y a loin de la coupe aux lèvres : Sarkozy ne pourra faire passer ses contre-réformes qu'en fonction du rapport de forces social. Pour ce faire, la classe ouvrière sait qu'elle ne peut compter que sur elle-même, puisque les directions syndicales d'accompagnement sont toutes prêtes à mettre en œuvre ce terrible rapport, pur modèle anglo-saxon, aidées par les politiciens de tous bords.

C'est évidemment le chemin inverse que doivent emprunter les travailleurs pour ouvrir à nouveau la perspective du changement et de l'émancipation. Il est aujourd'hui vital de développer à nouveau le syndicalisme de classe, alors que le syndicalisme d'accompagnement s'organise afin de diviser et d'affaiblir les travailleurs, au niveau national et international. Ce syndicalisme de classe ne peut avoir pour seul but d'arracher au capital des réformes positives pour les salariés, mais aussi celui d'abolir l'exploitation capitaliste.

Cette nouvelle tentative de régression, la gravité des attaques appellent donc une riposte massive, un *nouveau tous ensemble* par les luttes conduisant à la grève générale interprofessionnelle, seule arme pour renvoyer le rapport Attali aux poubelles de l'Histoire et Sarkozy à Neuilly. Y parvenir implique un renforcement au sein des syndicats du courant syndical de classe et de masse pour chasser les directions syndicales s'il n'est pas possible de les contraindre à répondre aux besoins et aux intérêts des travailleurs. C'est aussi rejoindre le CILCA pour renforcer ce courant lutte de classe et antibureaucratique nécessaire à l'information, à la coordination et à l'action des militants syndicaux déterminés à défendre coûte que coûte, au-delà des différences d'origine et de sensibilités, les intérêts collectifs de la classe ouvrière.

TRIBUNE LIBRE

UNE CONFÉRENCE DE JEAN-CHRISTOPHE LE DUIGOU :
COLLABORATION DE CLASSE À TOUS LES ÉTAGES !

Le 16 février se tenait à l'Institut d'Études Politiques de Bordeaux une conférence de Jean-Christophe Le Duigou, secrétaire national de la CGT, sur le thème : « Peut-on réformer le social en France ? ». Les organisateurs ont en revanche refusé la proposition d'inviter également un représentant de SUD-PTT, apparement à la demande de J.-C. Le Duigou, qui refuse le dialogue avec SUD depuis la grève de l'automne... Celui qui était présenté comme « l'idéologue de la CGT » a tenu un discours pour le moins édifiant. Loin d'être exhaustif, cet article n'énumère que les points les plus éclairants du discours de ce bureaucrate syndical, protégé de Bernard Thibaut et héraut de la frange la plus ouvertement collaboratrice de la centrale.

Les rapports avec la politique

À la question de savoir s'il est toujours au PCF, Jean-Christophe Le Duigou répond oui, et prend même le soin de préciser qu'il a été membre du comité central, donc caution de la politique stalinienne du parti. Mais, à l'entendre, il s'agit d'un problème « d'histoire personnelle, et non de posture et de responsabilité »... En clair : « Je n'ai pas à me justifier. » Sauf que lorsqu'on a été cadre de haut niveau dans un parti, on ne peut prétendre n'avoir aucune responsabilité dans son orientation politique !

Quant aux rapports avec le PS, c'est à pleurer : il s'est tout bonnement vanté que, selon un sondage CSA, 75% des adhérents de la CGT aient voté pour Royal au second tour des élections de 2007, contre 50% pour ceux de FO et de la CFDT. Ainsi donc, il faut faire choisir aux travailleurs la peste plutôt que le choléra. Rappelons que Ségolène Royal avait lors de sa campagne avancé, entres autres, l'idée d'une syndicalisation obligatoire. Or cela signifierait une intégration encore plus poussée des syndicats et le triomphe des plus jaunes d'entre eux,

car des millions de salariés subiraient alors une pression maximale pour s'inscrire bon gré, mal gré, dans les « syndicats » maison ou à la botte du patron.

Le financement de la CGT

Après les déboires de l'affaire Gautier-Savaignac et de la caisse noire de l'UIMM, monsieur Le Duigou devait avoir rodé sa rhétorique sur le financement des syndicats. Sa réponse est simple : c'est la faute aux fédérations professionnelles et aux unions locales, la direction de la CGT n'ayant qu'un contrôle limité sur leurs caisses. La manœuvre est habile : d'une part, il écarte la question gênante des liens troubles entre le patronat et certains responsables syndicaux, en en rejetant la faute sur les échelons inférieurs de la hiérarchie ; d'autre part, il justifie la reprise en main des syndicats locaux par cette même direction, qui fut l'un des enjeux du dernier congrès confédéral.

Les 35 heures

« Je vais vous surprendre », annonce-t-il... Malheureusement, non. Pour lui, il ne faut pas augmenter la durée du travail, mais la productivité horaire. Donc, que les salariés se crèvent à la tâche et abattent en 35h le boulot de 40, voire plus. On sait qu'il n'existe que deux manières d'augmenter la plus-value que l'employeur extorque au salarié : accroître le nombre d'heures travaillées ou augmenter la productivité. Sarkozy, avec son « travailler plus pour gagner plus » porte la première ; Le Duigou la seconde. Dans les deux cas, c'est le capitalisme qui gagne !

Les accords de janvier

Un mot sur l'accord pourri du 11 janvier, que le patronat a signé avec FO, la CFDT, la CFTC et la CGC-

CFE. Il introduit la fameuse « flexisécurité », dernière-née des formules miracles censées aboutir au plein-emploi sans toucher à un seul cheveu du capitalisme. Il s'articule autour de trois grands axes :

- l'allongement des périodes d'essai des CDI : d'un à deux mois pour les ouvriers et les employés, de deux à trois mois pour les agents de maîtrise et les techniciens et de trois à quatre mois pour les cadres. Bref, un pas de plus vers le salarié jetable tel que le prévoyaient le CNE et le CPE.

- la création d'un mal nommé « CDI de mission », puisque ce contrat qui a pour terme la « réalisation d'un objet défini » a une durée obligatoirement comprise entre 18 et 36 mois et n'est pas renouvelable. Ce n'est en réalité que le nouvel habillage du « CDD longue durée » que le patronat réclamait depuis quelque temps déjà.

- une nouvelle forme de rupture du contrat de travail, dite « conventionnelle », fixée par l'employeur et le salarié. S'imaginer-t-on que les deux sont placés sur un pied d'égalité et possèdent chacun les mêmes moyens de faire prévaloir leurs intérêts ? En réalité, il s'agit pour l'employeur de pouvoir se débarrasser d'un salarié sans avoir à passer par un licenciement qui lui serait coûteux en indemnités.

Jean-Christophe le Duigou se targue que la CGT n'ait pas signé cet accord. Très bien. Mais pour quelles raisons ? Selon lui parce que :

- Premièrement, ce n'était pas le contrat de travail qu'il fallait réformer, mais le système de gestion de l'emploi. Pour ça, ne vous en faites pas monsieur Le Duigou, Sarkozy se charge déjà de la fusion ANPE-UNEDIC !

- Deuxièmement, il ne fallait pas créer un contrat de travail en plus, mais au contraire simplifier le système. Entendait-il par là qu'il ne fallait conserver que le CDI ? Il a tenu à dissiper tout malentendu : « Je ne suis pas en faveur d'un contrat de

travail unique. » Voilà qui a le mérite d'être clair : Le Duigou n'est pas pour l'interdiction des contrats précaires !

- Et troisièmement, il a déclaré que la flexisécurité, c'est « *beaucoup de sécurité pour le patron, beaucoup de flexibilité pour le salarié* »... avant d'ajouter : « *pour polémiquer un tout petit peu* ». Voilà, c'était la minute contestataire des deux heures qu'a duré la conférence. Pour le reste : circulez, y'a rien à voir !

Les bénéfiques de la négociation

Jean-Christophe le Duigou n'a élevé la voix qu'une seule fois, sur la question des pré-retraites. Il a évoqué, des tremolos dans la voix, la lutte acharnée de la CGT contre cette mesure inique permettant de mettre au placard des salariés de 52, 50, voir 48 ans, dont le tort est d'être trop expérimentés pour être payés au SMIC, avant de marteler : « *On a dû finalement les accepter mais je refuse que l'on en soit tenu pour responsables : on n'a pas eu le choix, et on ne l'a pas fait de gaieté de cœur.* » Ah bon ? Alors, tout va bien. On a le droit de tromper et de trahir les salariés tant que l'on pleurniche à la fin, et qu'on dit que, oui on a signé, mais qu'on aurait voulu ne pas le faire. Mais QUI vous force à cogérer le système avec le patronat, monsieur Le Duigou ?

Pour qui roule Le Duigou ?

« *La situation sociale d'une partie de la population est aujourd'hui mauvaise. Cela peut susciter, et cela suscitera des réactions.* » Ou comment faire passer un discours 100% collaborateur derrière une apparence de fermeté. Car dire que la politique réactionnaire de Sarkozy débouchera, un jour hypothétique, sur un mouvement social, c'est tout simplement ignorer tous les mouvements sociaux en cours ! À la trappe la grève des caissières Carrefour de Marseille, oubliée la paralysie d'Orly par les aiguilleurs du ciel, pas un mot sur l'usine Ford de Blanquefort : un jour, vous aurez le droit de vous révolter, mais surtout pas maintenant !

Le Duigou, fourrier du capitalisme et de la réaction ? Il suffit, pour s'en convaincre d'examiner sa position sur la généralisation des médicaments génériques. Au lieu de dénoncer le refus des gouvernements successifs de s'en prendre réellement aux trusts pharmaceutiques, au lieu de dénoncer leur politique de réduction des dépenses de santé et le déremboursement des médicaments, Le Duigou enfourche son cheval chauvin pour dénoncer les importations de médicaments en provenance des États-Unis, très en avance sur le marché des génériques, et donc concurrents de l'industrie pharmaceutique nationale. Bref, vive

le protectionnisme, vive le patriotisme économique !

D'ailleurs, il en rajoute une couche un moment après : la pression accrue sur les chômeurs pour qu'ils acceptent n'importe quel emploi dans n'importe quelles conditions n'est pas une bonne chose... « *pour l'économie et pour la France* ». Rien sur les travailleurs, qui sont ceux qu'il est censé défendre !

Le public n'a eu que très brièvement le temps de poser des questions. L'une d'entre elles était particulièrement incisive : faire signer les syndicats sur des accords faits par et pour le patronat (faussetment qualifiés de « négociations » : le Medef n'a rien à négocier !), n'est-ce pas les faire participer à la régression sociale ? L'auteur de cette interrogation, après s'être fait vivement rabrouer par le journaliste supervisant la conférence, s'est vu doctement répondre par Jean-Christophe Le Duigou que la CGT était toujours un syndicat de lutte des classes, la preuve étant que... cela est écrit dans ses statuts ! À ce compte là, il aurait pu ajouter que la V^e République est, selon sa Constitution, une république démocratique et sociale ! C'est dans les textes, dormez braves gens !

**R., syndicaliste
étudiant à Bordeaux
et sympathisant CRI**

LEUR SOCIÉTÉ

DOCUMENT : LE BULLETIN « RÉSISTONS ENSEMBLE CONTRE LES VIOLENCES POLICIÈRES » (n° 62, mars 2007)

Pour l'information de ses lecteurs et par solidarité militante, Le CRI des travailleurs a décidé d'intégrer désormais régulièrement dans ses colonnes le bulletin Résistons ensemble, édité par un réseau militant contre la répression et les violences policières. Ce bulletin étant mensuel, alors que notre journal est bimestriel, nous n'en reproduisons qu'un numéro sur deux. Tous les numéros sont sur le site <http://resistons.lautre.net>

« **Rupture** » oui... mais « **tranquille** »

Tout le monde ou presque s'accorde maintenant à considérer qu'avec Sarkozy c'est vraiment pas comme avant, qu'il y a une sorte de « rupture ». Les « démocrates » genre Royal, Bayrou, Villepin etc, alertés par sa tentative de contournement du Conseil Constitutionnel pour maintenir la rétroactivité de la loi sur la rétention de sûreté et son style jugé indigne d'un « Président de la République », accusent Sarkozy d'installer une « monarchie élective » et appellent à la « vigilance républicaine ». Mais il y a bien plus grave que la magouille autour du conseil constitutionnel, c'est

la loi de sûreté perpétuelle elle-même, c'est encore l'occupation policière massive des quartiers populaires comme à Villiers-le-bel, ou la prise d'assaut d'un foyer de travailleurs immigrés dans Paris 13^e... avec ces manœuvres il se tourne vers le « peuple » vers les « victimes », « moi je vous défendrai contre les violeurs, contre la racaille » leur dit-il ; face aux immigrés, aux grévistes, aux « gauchistes » il s'exclame : « Voilà l'ennemi ! oubliez les prix qui grimpent, la fermeture des usines... fixez-moi dans les yeux, d'homme à homme, je suis votre sauveur ! ».

Sarkozy a un plan, d'agression en agression, il veut démontrer que pour défendre « l'ordre » il faut un changement de régime, une dictature à la main forte, la sienne. Et dans l'exécution de ce plan, pour l'instant, il réussit : si sa stature de président et l'efficacité de sa politique économique et sociale sont massivement remises en cause, il peut toujours s'appuyer sur sa politique en matière de sécurité, qui fait encore illusion auprès de « l'opinion publique ». Et si les « démocrates » se taisent, c'est que sur ce point ce sont eux qui ont préparé la « rupture » qu'il incarne. Dans cet état de fait, il ne faut pas rire, ni pleurer, il faut comprendre. Pour pouvoir agir. Et ici et là ça commence.

Exhibitionnisme étatique

Villiers-le-Bel, le 18 février au matin quelque 1100 flics étaient de sortie, en repréailles des actes de révolte qui ont suivi la mort de Moushin et Larami, deux adolescents en mini moto percutés par une voiture de police en novembre dernier. En fait, perquisitions et interpellations se sont basées sur des témoignages sous X récoltés suite à une campagne de délation rémunérée, près de la moitié seront relâchés sans poursuite après la garde-à-voir. RAID, répression du banditisme, BRI (l'ancien anti-gang)... étaient présents sans oublier les médias. « Mettez les moyens que vous voulez, mais vous les retrouvez » réclamait Sarkozy. Et le ministre de l'intérieur Alliot-Marie de nous expliquer qu'il faut « saturer le terrain », à comprendre dans tous les sens du terme.

D'une part en affichant une force de frappe avec la volonté de faire peur aux révoltés de toutes sortes, les nouvelles technologies sont étalées au grand jour et les lois durcies au fil des années trouvent leur application, fichage ADN, témoignage sous X, qualification de bande organisée. L'État possède son arsenal répressif, il s'agit de l'exhiber. Mais aussi d'effrayer plus largement, alimentant le sentiment irrationnel d'insécurité, divisant la population... et là tous les amalgames sont bons, banlieue, immigration, terrorisme... D'autre part « saturer le terrain » c'est aussi déplacer l'attention, des problèmes sociaux vers la bulle sécuritaire. Quartiers dangereux ou quartiers en danger ? Chômage, mal logement,

violences policières, mépris, racisme, où est l'insécurité ?

Enfin « saturer le terrain » c'est aussi saturer l'info de façon à ce qu'on oublie l'essentiel. Mais, le samedi suivant les habitants du quartier qui se sont rassemblés en souvenir de Moushin et Larami, se sont chargés de nous rappeler l'autre version, celle qu'on tente de museler. Les témoignages sont là : perquisitions violentes, humiliations, pressions de la garde-à-voir... « Ils ont envoyé plus de 1 000 policiers pour les interpellations. Mais le juge d'instruction n'est toujours pas venu à Villiers, sur les lieux de l'accident » a déclaré un membre du collectif Vérité et justice, créé pour défendre les personnes interpellées.

Terre-aux-barbelés

Le 12/02 à 5h du matin, 400 flics avec des chiens envahissent le foyer de travailleurs migrants de la rue Terre-au-Curé (Paris 13^e) frappent des résidents, défoncent les portes et du mobilier. 115 personnes sont coffrées, rapidement l'une est expulsée au Mali, une trentaine sont relâchées, beaucoup sont enfermées à Vincennes. La police agissait sur réquisition du procureur pour arrêter quelques marchands de sommeil qui loueraient leur chambre au prix fort... L'entourloupe a été vérifiée et dénoncée par les tribunaux eux-mêmes. Il s'agissait d'une rafle géante qui ne pouvait dire son nom ! Dès l'après-midi des personnes se rassemblent devant le CRA de Vincennes. Le lendemain, un gros millier de personnes (résidents, voisins, militants) marchent entre le foyer et la mairie du 13^e. La semaine suivante les expulsions commencent à tomber. Puis le 26/02 au soir deux résidents doivent être expulsés par le vol Paris-Casablanca à Roissy. Un petit groupe prévient les passagers avant l'embarquement, puis dans l'avion les flics donnent un tract de la PAF de Roissy avertissant des sanctions encourues pour « entrave à la circulation d'un aéronef » (5 ans de taule et 18 000 euros d'amende). Mais des passagers refusent d'acquiescer, des CRS arrivent et en arrêtent 4, et 2 autres quittent l'avion, qui part 4 h en retard. Les deux sans-papiers sont débarqués, l'un est libéré, l'autre doit passer au TGI de Bobigny pour refus d'embarquer. Les passagers récalcitrants passeront en procès dans

les prochains mois. La machine est rodée.

Ça fume toujours

La révolte des prisonniers du CRA de Vincennes continue, malgré le découragement, les tentatives de suicide, l'absence d'une mobilisation extérieure à sa mesure. La répression se durcit. Dans la nuit du 11 au 12/02 après la coupure arbitraire de la télé, 50 CRS arrivent pour écraser la protestation des sans-papiers. Matraquage collectif dans les escaliers, couloirs, chambres. Un bras et un nez cassé. Des matelas crament. Une dizaine de prisonniers se retrouvent à l'hosto (dont un suite à une décharge de Taser apprend-on 15 jours plus tard). Puis à 3h30 tout le monde dans le froid de la cour pendant la fouille des chambres. Des puces de portables disparaissent, les fils des chargeurs sont coupés, un coran est déchiré. Le 20/02 un communiqué sort par téléphone et une grève de la faim recommence. Dans la dernière semaine de février, la révolte renaît au Mesnil-Amelot, où un nouveau centre doit être construit.

L'autre prévention

Dans diverses villes des caisses de solidarité fleurissent. Mais il s'agit ici de ne pas être lésé et dans l'urgence quand la répression policière et judiciaire frappe lors de mouvements de révolte collectifs ou individuels, de dépasser les réactions ponctuelles et catastrophistes. En fait, s'organiser sur le long terme en diffusant des conseils pratiques et juridiques. Plutôt que de se structurer au niveau national (lourdeur, bureaucratie détachée des relations humaines), ces caisses tendent à se connecter horizontalement. Certaines se concentrent sur les mandats pour les prisonniers, des débats ont lieu sur l'intérêt de payer les amendes ou les frais d'avocats, et sur les bases de travail avec ces derniers.

À Lyon, l'association *Témoins* existe depuis quelques années, en Île-de-France le collectif *Kaliméro* depuis 10 mois, à Montpellier c'est *Kaliméro sous le soleil*, à Dijon et dans la région rennaise c'est en construction. Cette volonté de monter des outils de soutien concret aux révoltés sur des bases politiques radicales et anti-sécuritaires se développe bien heureusement. Enfin, la prévention, la vraie !

Contacts : kalimeroparis@gmail.com,
kalimerosouslesoleil@no-log.org et
temoinslyon@free.fr

> [S U R L E V I F]

Dans les cœurs et sur les murs, Zoka reste présent

Montpellier, samedi 5 février, il est 5 heures et demi, nous étions 50 à 60 personnes à nous rassembler rue de Verdun, à côté du cinéma Diagonal pour rendre hommage à Jonathan. Jonathan est mort, l'année dernière, suite à une chute du toit du cinéma. Il tentait d'échapper à la police. Après un dépôt d'un bouquet de fleurs banches, le rassemblement se transforme en manifestation banderole en tête, « une enquête pour Jonathan ». Le tout a duré une heure et demi, c'est si peu et si terrible aussi. — Contact : <http://zokasmb.free.fr>

> [C H R O N I Q U E
D E L ' A R B I T R A I R E]

Garde à vue précoce, à 9 ans !

Paris 18ème c'est une bagarre à l'école entre Ben Ali et Ciline, 9 ans. La police arrive, Ben Ali est mis en GAV, rien bu, rien mangé pendant 4 heures. La mère de Ben Ali raconte : « *Je vis dans le 18^e depuis 30 ans et sais très bien comment la police y fonctionne, c'est-à-dire de façon très particulière. Mon fils a subi un traumatisme, il a été victime d'une injustice, qui plus est dans l'enceinte de l'école. Il s'agit d'une vraie discrimination. S'il avait été question d'un petit blanc, croyez-moi, les choses se seraient passées différemment.* » (source : http://www.lepost.fr/article/2008/02/20/1101663_ben-ali-9-ans-en-garde-a-vue-s-il-avait-ete-blanc-ca-aurait-ete-different.html)

Sarkozy 1^{er}...

... réintroduit le crime de lèse-majesté. Un militant du RESF est condamné à 800 euros d'amende pour outrage pour avoir critiqué sa politique en tant que ministre de l'intérieur vis à vis des sans papiers dans ces termes : « *voilà donc Vichy qui revient. Pétain a donc oublié ses chiens (...)* ». Déjà en 2004 un manifestant a eu un mois de ferme pour avoir lancé « *Retourne en Chine, espèce de Hongrois* », alors que « *Casse-toi, pauvre con !* » c'est

sans doute du beurre venant de la bouche royale. — Le copain a fait appel, affaire à suivre...

Enfin ! La France rejoint la modernité, les prisons privées arrivent

Oh que c'est beau le PPP – partenariat public-privé, on se croirait aux States. Bouygues va construire et gérer trois prisons privées. Et le contribuable va raquer un loyer annuel de 40 millions d'euros HT « *en contrepartie des prestations prévues au contrat* ». En même temps TF1 du même Bouygues, ramasse le fric de la télé publique. De la prison des esprits jusqu'à la prison des corps le système se referme arrosé par le profit.

Arrestations dans le 94 pour un fumigène : quelques précisions

« Le 19 janvier dernier, trois personnes sont arrêtées dans le Val-de-Marne en possession d'un fumigène «fait maison», de quelques pétards et de clous tordus... La prison pour deux des interpellés, une libération sous contrôle judiciaire pour le troisième en attente d'un procès... Nous voulons rappeler le contexte de mobilisation politique dans lequel ces arrestations ont eu lieu... Cette construction judiciaire a des objectifs évidents : isoler, diviser et faire taire... Solidarité avec les camarades incarcérés, fermeture des prisons et des centres de rétention ».

Voir http://paris.indymedia.org/article.php3?id_article=94855

John Maïna, un jeune Kenyan de 19 ans s'est pendu...

... à Meudon le vendredi 15 février. Il venait juste d'apprendre le rejet définitif de sa demande d'asile. Il avait fui le Kenya il y a deux ans parce qu'il « était condamné à mort », se retrouver entre les mains de ses bourreaux cela lui est insupportable. Voilà la justice du « pays des droits de l'homme » en action. Contact : Csp92@wanadoo.fr

Inauguration en grande pompe

Excusez du peu, mais à Argenteuil, on voit les choses en grand. Après les destructions de quartiers au centre ville et de tour HLM à la ZUP, le gazage de SDF et le projet de réhabilitation de la peine de mort avec ces potos de l'UMP, le député maire

d'Argenteuil, Motron, a inauguré le nouveau comico en présence d'une dame qui ne déserre jamais sa mâchoire, Alliot-Marie et du premier ministre François Fillon. Et pour la méga fiesta partie au comico, le maire, juste pour ne pas se faire déranger pendant la sauterie, a demandé que 200 CRS, policiers en uniforme, en civil, et je ne sais quoi d'autre bloquent tout le centre ville. Impossible de circuler, et toujours arrêté par les schmits qui vous guident loin du centre. Merci M. Motron, michton un jour, michton toujours...

Contre toutes les prisons !

Le vendredi 25 janvier, à la nouvelle prison pour mineurs, appelée pudiquement EPM (Établissement Pénitentiaire pour Mineurs) à Meyzieu, dans la banlieue de Lyon, un jeune détenu met le feu à sa cellule, en transformant son tee-shirt en torche pour le jeter dans la cour. Malgré ce sérieux appel au secours et malgré les avertissements d'éducateurs extérieurs indiquant clairement que la place de ce jeune n'était pas en prison, la juge des enfants a décidé récemment de prolonger encore son emprisonnement. Huit jours plus tard, Julien, 16 ans, est retrouvé mort, pendu au système d'aération de sa cellule... — Voir <http://rebellyon.info/article4928.html>

> [A G I R]

Aux Amandiers...

Lui c'est un jeune du quartier des Amandiers (Paris 20ème), où est mort Lamine Dieng dans un fourgon de police, le 17 juin 2007. La police continue à « s'occuper » du quartier. Le 20 février un contrôle d'identité. Lui, il filme la scène. Cinq jours après, assis tranquillement dans un café, une équipe de police rentre dans le café, contrôle d'identité, menottage, « tu nous as insulté », poussé dans la voiture de police, coup de poing des policiers au lèvres et au ventre (2 jours d'ITT), 24 heures de GAV, accusation d'outrage et rébellion. Procès le jeudi 27 mars à 9h, 29^e chambre, métro Cité. Solidarité ! Soyons présents !

Violences policières à Rouen

Chloé est témoin de violences policières... Un des policiers la frappe avec sa tonfa (bâton de défense). Par la

suite, Chloé est plaquée au sol au milieu de la rue par le même policier et sa tête frappe le sol. Vincent et Carine sont témoins et tentent de s'interposer. Carine est menottée et interpellée. Vincent est emmené derrière une porte cochère, où il se fait frapper au visage sans raison puis menotter et interpellé. Nadège, elle

aussi témoin de cette scène, est repoussée brutalement. Plusieurs personnes sont gazées... Le Collectif pour la Défense des libertés Fondamentale cherche des témoignages.

Campagne contre la biométrie : dépassons les bornes !

Une campagne nationale contre le fichage biométrique, dans les établissements scolaires et ailleurs, vient d'être lancée. Info : <http://panoptique.boum.org>

ANNÉES 1980 : LE TRIOMPHE DE L'IDÉOLOGIE « NÉOLIBÉRALE » AU SERVICE DE L'OFFENSIVE CAPITALISTE

Privatisation des services publics, déréglementation généralisée, attaques contre le Code du travail, mise en concurrence tous azimuts, flexibilité, précarité : les attaques frontales menées par la bourgeoisie et ses gouvernements successifs contre les travailleurs s'accompagnent d'un processus idéologique majeur que la classe dirigeante a entrepris depuis les années 1980. Ce tournant idéologique résulte lui-même d'une situation économique caractérisée par la baisse spectaculaire du taux de profit entre le début des années 1960 et la fin des années 1970. Après plusieurs décennies durant lesquelles la bourgeoisie a utilisé l'intervention économique directe de l'État pour se sortir de la crise de l'entre-deux-guerres, elle s'efforce de montrer que les lois du marché sont des lois « naturelles » qui contribuent efficacement au développement de l'« intérêt général », niant par là même la lutte de classes. Le « néolibéralisme¹ » s'impose, au cours de cette période, comme une méthode économique destinée à abaisser toujours plus le coût du travail, et justifiée au nom de « la crise ». Cette politique économique s'enrobe d'une idéologie visant à faire croire qu'elle est fatale. Des moyens considérables sont donc engagés pour canaliser toute volonté de lutte de classe, pour forcer à la résignation et à la soumission, pour

tuer toute pensée critique et toute résistance. Ces moyens sont étroitement dépendants des changements survenus dans les modalités de la production capitaliste, avec la restructuration des entreprises : concentration du capital ne rime plus désormais avec concentration de travailleurs dans de grandes unités de production. Les conséquences en sont considérables, car ce processus atomise les travailleurs et contribue au déclin de l'identité ouvrière. C'est sur cette base que se développe une idéologie « individualiste » : le travailleur est incité à ne plus se penser comme membre de la classe ouvrière, mais comme un individu autonome, un « entrepreneur de sa vie » invité à développer son « capital humain » pour améliorer son sort. De façon dialectique, cette idéologie voit son efficacité renforcée par l'affaiblissement de la lutte de classe, auquel elle-même contribue, après plus d'une décennie — les « années 68 » — de combats ouvriers offensifs, mais trahis par les directions réformistes du mouvement ouvrier (PS, PCF, directions syndicales). L'entrée en « crise » économique, puis l'arrivée de la « gauche » au pouvoir, expliquent pour une large part cette érosion des luttes. L'idéologie bourgeoise tente dans le même temps de légitimer l'extension de la logique « économique » à des sphères autrefois préservées quoique formellement soumises au capital : l'École, la culture, etc. Il y a là une véritable « capitalisation » de la société dans son ensemble, une tendance vers un capitalisme « pur », qui recherche dans tous les domaines des sources de profit.

Or, en France, c'est « la gauche » au pouvoir qui mène cette politique destructrice. Pour les marxistes, les notions de « droite » et de « gauche » sont inessentiels, par comparaison avec la position de classe. Pour la bourgeoisie au contraire, ces catégories servent à donner l'illusion de différences majeures, favorisant les « alternances » et assurant par là même la pérennité du système « démocratique » bourgeois. Cependant, durant la décennie 1980-1990, la clarification politique opérée par les gouvernements « socialistes » (flanqués entre 1981 et 1983 de ministres PCF) contribue à remettre en cause ce prétendu clivage majeur : la « gauche » française se convertit ouvertement au capitalisme, aux lois du marché, à la « culture d'entreprise ».

Elle s'appuie pour cela sur des idéologues officiels aux prétentions « intellectuelles », sur des réseaux tout-puissants, sur des médias aux ordres : « *La classe qui dispose des moyens de production matérielle dispose, du même coup, des moyens de la production intellectuelle, si bien que, l'un dans l'autre, les pensées de ceux à qui sont refusés les moyens de production intellectuelle sont soumises du même coup à cette classe dominante. Les pensées dominantes ne sont pas autre chose que l'expression idéale des rapports matériels dominants saisis sous forme d'idées, donc l'expression des rapports qui font d'une classe la classe dominante ; autrement dit, ce sont les idées de sa domination*². » Ce sont quelques aspects de cette idéologie, ainsi que

¹ Le terme de « néolibéralisme » peut certes paraître inadéquat en ce sens qu'il pourrait sous-entendre un retour pur et simple à la période « libérale » du capitalisme aux XVIII^e et XIX^e siècles. Avec le « néolibéralisme », l'intervention de l'État, bien loin de disparaître, ne fait que prendre de nouvelles formes, au plus près des demandes patronales.

² Karl Marx, Friedrich Engels, *L'Idéologie allemande*, Paris, Éd. sociales, 1970, p 74.

les modalités de sa domination et de sa circulation, qui sont abordés dans cet article.

Le triomphe idéologique du « néolibéralisme »

*Les prétentions non-idéologiques
de l'idéologie « néolibérale »*

L'idéologie de la classe dominante se présente rarement comme telle. On le voit durant ces années 1980, et de façon la plus outrée possible : il s'agit de faire croire à la « fin des idéologies » — par là en fait de combattre avant tout le marxisme et de prétendre que les nécessités économiques imposent un ordre unique, naturel et indiscutable. Cette façon évidemment idéologique de prétendre à une non-idéologie ou à une anti-idéologie est bien l'une des grandes perversités de la classe dominante. En l'occurrence, la bourgeoisie et ses porte-parole tentent de faire croire en une fatalité, en un « c'est comme ça » irréversible¹, qui doit conduire à l'intimidation et à la résignation. Chirac le dit : « *la fermeture des usines, c'est aussi, hélas, la vie* », « *les arbres naissent, vivent et meurent [...]* » tout comme « *les plantes, les animaux, les hommes et les entreprises* ». Mais cette façon de naturaliser l'économie n'est pas propre à la « droite », loin de là. Pour les penseurs « de gauche », il s'agit purement et simplement de devenir « raisonnables » en acceptant les règles du marché, de « *substituer la raison à la passion dans le traitement des affaires publiques* », comme le dit, avec un simplisme ridicule trempé d'une morgue condescendante à l'égard du « peuple », Jacques Julliard, qui ajoute : « *il y a longtemps que la gestion des entreprises, par exemple, avait précédé celle des peuples dans la voie de la rationalité* »². Sur le mode du discours paternaliste autoritaire, il s'agit de faire passer sa

pensée comme la voix du bon sens et du réalisme. À la rhétorique de la « nécessité » est systématiquement accolé le terme pompeux de « modernité ». Tout ce qui ne se plie pas aux lois du capitalisme n'est rien d'autre que ringard, périmé, archaïque : « *La mutation, répétons-le, était nécessaire*, serine Julliard. *Le socialisme français ne pouvait pas terminer le XX^e siècle, et faire face aux responsabilités qui étaient désormais les siennes, avec une idéologie et un programme qui, pour l'essentiel, datent de la seconde moitié du XIX^e siècle. Il fallait bien opérer à chaud* »³. C'est ainsi dans les oripeaux du progrès, du dynamisme et de la modernité que se drapent la pensée et la pratique réactionnaires. Et c'est « l'économie » qui dicte fatalement sa loi. La sphère économique est érigée en domaine autonome, et la science économique en théorie pure, objective, non-idéologique. Pour l'historien contre-révolutionnaire François Furet, ex-membre du PCF qu'il a quitté en 1956 pour mieux ensuite se faire l'un des chantres les plus virulents de l'anticommunisme, « *la première liquidation [a] été celle du marxisme révolutionnaire, rendue nécessaire par l'économie* »⁴.

La lutte à mort contre la lutte de classe

Car c'est bien au marxisme qu'il s'agit de s'en prendre et, au-delà, à la critique sociale, au militantisme, à la lutte de classe. De ce point de vue, la bourgeoisie est évidemment aidée par le stalinisme, révision et négation monstrueuses du marxisme, stalinisme qui ne pouvait que s'effondrer comme idéologie avec le déclin de l'économie et de l'État prétendument « soviétiques ». L'hebdomadaire américain *Time* croit donc pouvoir, dans son édition du 5 septembre 1977, afficher en « une » un incisif « *Marx is dead!* » En la matière, la bande de François Furet s'en donne à cœur joie. Jacques Julliard fustige « *les fauxsemblants du luttisme de classe* » et assimile le militantisme à une

« *gesticulation* » « *ridicule* »⁵. Il n'hésite pas à retourner la critique de Marx en proclamant que le socialisme n'est rien d'autre qu'un « *opium du peuple* » : « *Oui, pour l'essentiel, le socialisme avait pris la place de la religion ; il était devenu à son tour la vieille chanson qui berçait la misère humaine* »⁶. Furet quant à lui proclame la « *clôture du cycle bolchevique* » et la « *fin du mythe soviétique* »⁷.

Le bicentenaire de la Révolution française est un événement représentatif à cet égard. Il consacre François Furet en chouchou des médias et le sacre « *roi incontesté du Bicentenaire* »⁸. Le *Dictionnaire critique de la Révolution française* que Furet publie à cette occasion avec Mona Ozouf est une véritable machine de guerre antimarxiste. La vision qui y est développée est purement idéaliste et intellectualiste : ce sont les idées qui mènent le monde. La Révolution française ne s'explique selon Furet que par des rivalités de pensée entre élites aristocratiques et bourgeois ; le peuple en est absent. Aucune entrée dans son *Dictionnaire* n'est réservée aux phénomènes sociaux et économiques ! Furet contribue en outre à donner de la crédibilité scientifique, par son statut de savant consacré, à l'idée selon laquelle la Révolution française aurait été la grande accoucheuse du totalitarisme. Il note ainsi que « *le concept du peuple roi fut la matrice du totalitarisme* » ou bien qu'« *aujourd'hui le Goulag conduit à repenser la terreur en vertu d'une identité de projet* »⁹. Son féal Jacques Julliard lui emboîte le pas : « *le totalitarisme eût été impossible sans [...] l'avènement du peuple comme acteur principal de la politique* »¹⁰. On reconnaît ici le libéralisme idéologique, « moral » et politique, celui qui craint le peuple par-dessus tout. Rien d'étonnant dès lors à ce que Michel Rocard, interviewé sur RTL par... François

⁵ Jacques Julliard, *ibidem*, p. 87.

⁶ *Idem*, p. 93.

⁷ François Furet, *ibidem*, p. 9 et 30.

⁸ *Le Nouvel Observateur* cité par Steven L. Kaplan, *Adieu 89*, Paris, Fayard, 1993, p. 682.

⁹ Cité *ibidem*, p. 81 et 726.

¹⁰ Cité *ibidem*, p. 81.

¹ François Cusset, *La Décennie. Le grand cauchemar des années 1980*, Paris, La Découverte, 2006, p. 11.

² Jacques Julliard in François Furet, Jacques Julliard, Pierre Rosanvallon, *La République du centre*, Paris, Calmann-Lévy, 1988, rééd. Hachette Pluriel, p. 74.

³ *Idem*, p. 95.

⁴ François Furet, *ibidem*, p. 42.

Furet, s'en prene à son tour à la Révolution française en particulier, et bien sûr à toute idée de révolution en général : « *Dans les multiples conséquences de la Révolution, il y en a une qui est importante, c'est d'avoir convaincu que la Révolution, c'est dangereux et que, si on peut en faire l'économie, ce n'est pas plus mal*¹. »

La soumission par l'intimidation

Pareille rhétorique consiste à asséner des « vérités », qui ne sont rien d'autre que des convictions de classe — celles de la classe dominante — comme s'il s'agissait d'idées allant de soi. Alain Minc s'en fait l'un des plus médiatiques discoureurs : « *Les Français, écrit-il, ont intériorisé, à l'instar des autres Européens, les contraintes économiques et leur cortège : rigueur, austérité, chômage, réduction des déficits*². » Il y a là un modèle de pensée intimidante, un terrorisme du discours qui consiste à faire croire, pour mieux forcer la soumission à l'ordre économique, que tous l'auraient déjà accepté et même incorporé.

Les représentants de la bourgeoisie peuvent donc triompher : « *Nous voilà tous réintégrés dans l'équation libérale*³ », « équation » par laquelle il faut entendre toute-puissance du capitalisme, privatisations à tout crin, individualisation généralisée contre toute solidarité. La chute du mur de Berlin consacre, pour ces idéologues, le marché comme unique clef de l'existence collective. Jacques Attali se gargarise à cette époque : « *La modernité et le marché ne font plus qu'un depuis ce mois de novembre 1989*⁴. » Formulée autrement, par Furet, cette pétition de principe se prononce sur un ton tout aussi péremptoire : « *L'idée d'une autre société est devenue presque impossible à penser*

[...] *Nous voici condamnés à vivre dans le monde où nous vivons*⁵. »

Structuration et diffusion du modèle néolibéral

Hommes et réseaux

Comment ce triomphe idéologique est-il rendu possible ? Il s'impose d'abord par la stricte organisation et l'habile structuration de ces idéologues en réseaux, tissant leur toile par ramification et aboutissant à une domination du système politique et médiatique. Le modèle en est le *think tank* comme lieu de production du libéralisme, « *institution destinée à fabriquer des concepts et des préceptes à l'usage des étudiants, intellectuels, journalistes et professionnels de la politique* », signe d'un « *marché intellectuel en plein essor* » sur lequel il convient d'« *écouler ces marchandises intellectuelles que sont les livres des économistes libéraux* ». Le but en est la « *propagation d'un imaginaire transnational ou international* »⁶. Le « *think tank des think tank* » est de ce point de vue la Fondation Atlas, créée aux États-Unis en 1981 et qui s'est donné pour vocation de « *faire avancer une société d'individus libres et responsables, fondée sur les droits de la propriété privée, un gouvernement limité sous la règle du droit et l'ordre du marché*⁷ ».

En France, un équivalent peut en être trouvé dans la Fondation Saint-Simon, créée en 1982 et où se rassemblent entre autres des historiens et essayistes — François Furet, Pierre Rosanvallon —, des journalistes — Anne Sinclair, Christine Ockrent, Serge July, Laurent Joffrin, Franz-Olivier Giesbert —, des représentants de la finance — Alain Minc, ex-directeur financier de Saint-Gobain —, des patrons — Roger Fauroux, PDG de Saint-Gobain, Antoine Riboud, PDG de Danone... Ils produisent des

textes, des livres, des rapports, visant à faire infuser leurs idées. Ils les propagent dans les médias ... eux-mêmes conquis en s'emparant des postes et des places : journaux — *Le Monde* dont Alain Minc est président de la Société des lecteurs (il deviendra président du conseil de surveillance du journal avant d'en être chassé par la Société des rédacteurs en février 2008), *Libération* dont Serge July est le patron et où Pierre Rosanvallon, qui y tient une chronique à partir de 1982, devient responsable de la rubrique « idées » ; revues — *Esprit*, *Commentaire*, *Le Débat* fondé par le beau-frère de François Furet, Pierre Nora⁸ et où Furet fait désigner comme rédacteur en chef Marcel Gauchet — ; hebdomadaires — *Le Nouvel Observateur*, où Furet et Minc interviennent régulièrement —, télévision...

En 1984, l'émission de télévision « Vive la crise ! » rassemble sur un même plateau télévisé Yves Montand, Christine Ockrent, Serge July, Laurent Joffrin, Alain Minc... Son objectif est de faire accepter une politique de « rigueur » et de lutter contre ce qui est appelé « les avantages acquis ». Yves Montand, ex-compagnon de route du PCF, y proclame sur le ton de la mise en garde et de la culpabilisation des travailleurs, index pointé sur le téléspectateur : « *C'est vous et vous seuls qui trouverez la solution ! Prenez-vous par la main !* » Le même Montand, en caricature de renégat, développe son point de vue

⁸ Pierre Nora est entre autres le maître d'œuvre des *Lieux de mémoire*, ouvrage collectif monumental visant à rayer d'un trait de plume les luttes de classes au profit d'une vision harmonieuse et consensuelle de « la France » et de son patrimoine mémoriel, « *comme si la France cessait d'être une histoire qui nous divise pour devenir une culture qui nous rassemble, une propriété dont on relève le titre indivis comme un bien de famille* ». Cité in Perry Anderson, *La pensée tiède. Un regard critique sur la culture française*, Paris, Le Seuil, 2005, p. 50 On retrouve ici poussée à sa perfection la rhétorique libérale bourgeoise érigeant la propriété en vertu suprême et en droit naturel. Dans ces trois volumes de plus de mille pages, pas une trace du colonialisme et de l'impérialisme français. Perry Anderson fustige à juste titre dans cette entreprise une « *union sucrée* » (*ibidem*, p. 54).

¹ Cité *ibidem*, p. 170.

² Alain Minc, *La machine égalitaire*, Paris, Grasset, 1987, rééd. Le Livre de poche, p. 175.

³ François Furet cité par François Cusset, *La Décennie*, op. cit., p. 154.

⁴ Cité in Serge Halimi, *Le grand bond en arrière. Comment l'ordre néolibéral s'est imposé au monde*, Paris, Fayard, 2004, p. 437.

⁵ François Furet, *Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XX^e siècle*, Paris, Robert Laffont/Calmann-Lévy, 1995, p. 572.

⁶ Matthieu Douérin, *Libéralismes. La route de la servitude volontaire*, Paris, Les Éditions de la passion, 2002, p. 24-25.

⁷ Cité *ibidem*, p. 26.

à longueur de colonnes dans les journaux acquis à cette cause, comme *Libération*, jadis journal contestataire, désormais rangé à la culture du marché : « *Je me rendais compte que l'augmentation du chômage était inévitable [...] Les gens comme Dassault, ils ont le droit de faire des profits [...] On dira beaucoup de choses de Reagan, mais il explique qu'il faut empêcher l'Amérique centrale de devenir une base russo-cubaine, il a raison [...] Chez Talbot, on a vu un Maghrébin dire : "Me recycler ? Mais je ne sais ni lire ni écrire." Mais dans l'immédiat, c'est à lui aussi de se prendre par la main*¹. »

*La « gauche » pour la « droite »
(et vice versa)*

Nombre de ces individus s'affirment « de gauche », ou tout au moins de « *sensibilité de gauche modérée*² ». Pierre Rosanvallon par exemple est le théoricien de la CFDT, l'un de ceux qui entend opérer le « *virage néolibéral des socialistes français*³ ». Il se fait ainsi l'artisan de ce qu'il nomme lui-même la « *révolution culturelle* » des socialistes. Il leur apprend « *la pédagogie des contraintes économiques* » « *pour faire sortir la société française de son idéologie* »... et finit par les remercier d'être devenus de grands raisonnables : « *C'est beaucoup de ne plus dire de bêtises*⁴. » Jacques Julliard lui aussi s'assigne pour objectif de convertir la « *gauche à l'esprit d'entreprise*⁵ ». C'est ainsi que « *la vieille pensée de droite [est] présentée comme le vecteur d'une "modernisation" de la gauche*⁶. » D'aucuns admettent d'ailleurs que,

en matière de liberté d'entreprise et de culture du marché, la gauche, et en particulier la « *2^e gauche* » (tendance Rocard), a devancé la droite : « *Avant la droite, et bien entendu avant la gauche classique, c'est elle qui remonte aux sources de la philosophie libérale et qui soulign[e] son étroite parenté, depuis la fin du XVIII^e siècle*⁷. »

Dès lors, le clivage droite/gauche perd de sa belle allure. Certains de ses plus éminents représentants politiques finissent par le dire eux-mêmes. Cherchant à expliquer des sondages municipaux peu favorables à la droite, Philippe Seguin le confesse avec franchise : « *On peut tomber sur le paradoxe que dès lors que les idées de droite ont triomphé, ceux qui sont porteurs de ces valeurs ne paraissent pas avoir une utilité particulière.* » Et le même Seguin de brocarder « *la gauche des hôtels particuliers, des fortunes faites, du fric, de la globalisation néolibérale, de la pensée unique, généreuse avec l'argent des autres, jamais avec le sien, qui a pactisé avec la finance, la globalisation, le communautarisme, qui a trahi l'homme au profit de l'argent. Jadis, la gauche butait sur le mur d'argent. Maintenant, c'est elle qui le construit.* »⁸ On trouve là la pensée siamoise de celle exprimée par Bill Clinton : « *Si vous voulez vivre comme un républicain, votez démocrate*⁹. » François Mitterrand l'a bien compris, qui dans son programme électoral de 1988, se garde bien d'employer le mot « gauche », encore moins celui de « socialisme ».

L'ère Mitterrand ou la réaction en acte

*L'esprit d'entreprise
et la culture du profit*

De fait, la bourgeoisie n'a pas à se plaindre de la besogne effectuée par le parti socialiste et ses affidés comme le PCF. Mitterrand le proclame haut et fort deux ans à

peine après son accession au pouvoir : « *Il nous faut [...] animer d'un véritable esprit d'entreprise tous ceux qui participent à l'action, partout*¹⁰ ! » À la télévision le 15 septembre 1983, le président de la V^e République loue le profit, l'esprit d'entreprise et la paix sociale. Le futur Premier ministre Fabius lui vole les mots dans la bouche, fin 1983, lorsqu'il assure : « *La dénonciation systématique du profit [...] est désormais à ranger au magasin des accessoires* » et convie à une « *bataille de la compétitivité et de l'emploi* » que doivent engager « *tous les salariés* »¹¹.

C'est le signal d'une offensive généralisée contre les travailleurs, qui s'accompagne parfois de relents xénophobes. En février 1983, le Premier ministre Pierre Mauroy ose lancer, à propos de milliers d'OS en grève dans l'automobile, qu'il sont « *agités par des groupes religieux*¹² ». En 1984, la municipalité PCF de Vitry fait raser au bulldozer un foyer de travailleurs maliens. La même année, le gouvernement Mitterrand-Fabius met en œuvre le « Plan Acier » de destruction de l'industrie sidérurgique avec son cortège de dizaines de milliers de licenciements. Ce gouvernement entérine l'institutionnalisation de la précarité avec le lancement des TUC (travaux d'utilité collective) tandis qu'en l'espace de 18 mois, 600 000 chômeurs sont exclus de l'indemnisation-chômage suite aux décrets Bérégovoy signés avec patronat et syndicats. En 1984, pour mieux contrer la lutte antiraciste initiée avec la Marche pour l'égalité des droits et contre le racisme de l'automne 1983, le PS crée en sous-main SOS-Racisme. Il fait ainsi de l'antiracisme à bon compte, sans prendre pour autant la moindre mesure contre la discrimination à l'embauche, au logement, au harcèlement policier. En décembre 1989, Mitterrand finit d'ailleurs par évoquer un « *seuil de tolérance* » face à l'immigration. Et lorsqu'ils reviennent au

¹⁰ *Le Nouvel Observateur*, 6 mai 1983, cité in Fr. Cusset, *La Décennie*, op. cit., p. 83.

¹¹ Cité *ibidem* p. 98.

¹² Cité *ibidem*, p. 83.

¹ *Libération* du 22 février 1984, cité in Guy Hocquengem, *Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary*, Paris, Albin Michel, 1986, p. 56.

² Jacques Julliard, in *La République du centre*, op. cit., p. 120.

³ Serge Halimi, *Le grand bond en arrière*, op. cit., p. 368.

⁴ Pierre Rosanvallon, in *La République du centre*, op. cit., p. 138.

⁵ Cité par François Cusset, *La Décennie*, op. cit., p. 97.

⁶ Didier Éribon, *D'une révolution conservatrice et de ses effets sur la gauche française*, Paris, Éditions Léo Scheer, 2007, p. 68.

⁷ Jacques Julliard, in *La République du centre*, op. cit., p. 88.

⁸ Philippe Seguin, interview radio, et meeting à Paris le 7 mars 2001, cité in Serge Halimi, *Le grand bond en arrière*, op. cit., p. 417.

⁹ Convention démocrate, Los Angeles, 14 août 2000, cité *ibidem*, p. 417.

gouvernement après deux ans de cohabitation (1986-1988), les « socialistes » n'abrogent aucune des mesures prises par la droite (sauf à rétablir l'impôt sur les grands fortunes, supprimé en 1987 par Chirac).

Des faveurs aux actionnaires

Au cœur de l'ère mitterrandienne est consacré le règne des actionnaires et du profit. Entre 1982 et 1993, la France enregistre la plus faible progression des salaires et leur part dans le PIB chute de 9 points, pendant que la part des profits augmente de 7 points. Le taux de chômage atteint 9,5 %. L'explosion boursière est favorisée par les réformes de structure mises en place par les gouvernements Mauroy et Fabius : création du second marché, informatisation des cotations, création de la Compagnie des agents de change... La capitalisation passe de 225 à 2 700 milliards de francs pour les actions et de 1 000 à 3 900 milliards pour les obligations. Des patrons « audacieux », « entreprenants », « dynamiques » passent à la télé et sont héroïsés : Bernard Tapie, Édouard Leclerc, Paul-Loup Sullitzer. Dans le même temps, le nombre des ménages les plus pauvres s'accroît deux fois plus vite que la population.

L'impérialisme français : continuités

L'impérialisme français sous sa forme militaire se porte bien lui aussi. Ce sont les grandes heures de la « Françafrique ». En août 1983, au Tchad, l'opération Manta se révèle être la plus importante opération militaire française depuis la guerre d'Algérie. Dans *Le Monde*, une tribune, signée notamment d'Yves Montand, André Glucksmann et Bernard Kouchner, use d'une véritable ferveur pour proclamer : « *Le Président de la République doit savoir que l'opinion française le soutient* ». Et Montand de fanfaronner dans *L'Express* : « *Moi, si je savais tirer au fusil, j'irais là-bas*¹. » L'« intellectuel » Pascal

Bruckner proclame quant à lui : « *Peuples du Tiers-Monde, encore un peu plus d'Occident pour devenir vraiment vous-mêmes*² ! » En août 1990, le gouvernement français du PS participe à l'ultimatum lancé par l'ONU contre l'Irak, puis à la guerre. Avec le déclenchement de l'opération « Tempête du désert » en janvier 1991, 18 000 tonnes de bombes sont larguées sur l'Irak en six semaines. Ce qui n'empêche nullement l'animateur de télévision Patrick Sébastien de proclamer avec un cynisme tranquille : « *Les nouvelles guerres ont ceci d'extraordinaire que grâce [...] à la télévision, elles font vivre plus de gens qu'elles n'en tuent*³. »

Préparer les contre-réformes de demain

Haro sur les droits sociaux

Le terrain est dès lors préparé pour distiller des propositions dont les applications se réalisent aujourd'hui. Serge July, bien placé, comme patron de *Libération*, pour consolider « à gauche » la monnaie idéologique qui a cours, assure à ses lecteurs qu'il faut « *déchirer l'ouate de l'État Providence, la sécurité sociale, les allocations familiales, l'assurance chômage, l'assurance retraite* », ce qu'il résume sous la cérémonieuse et en réalité contre-révolutionnaire expression de « *Grande Révolution culturelle occidentale*⁴ ». Il s'agit bien de s'en prendre aux acquis sociaux tous azimuts.

Trois livres d'idéologues en vue rivalisent pour le certifier. Ils sont signés de Lionel Stoléro (*La France à deux vitesses*, 1982), François de Closets (*Toujours plus !*, 1982) et Alain Minc (*La machine égalitaire*, 1987). Stoléro désigne dans cette « France à deux vitesses », non pas un clivage riches/pauvres, et encore moins évidemment un rapport de classes. Il s'agit pour lui de l'opposition entre les salariés dits « protégés » et ceux qui sont

« exposés » : en clair, les fonctionnaires contre les salariés du privé. Dans une métaphore belliqueuse qui résume bien le caractère martial du livre, il assimile comme en période de guerre les protégés à « l'arrière » contre les exposés, soldats envoyés au « front » : « *Ce sont les combattants du front, ceux qui mangent du pain sec, qui paient la brioche à l'arrière*. » Il ose même comparer les employés des caisses d'épargne à des « *super-privilegiés* ». Il vante les mérites du secteur « *exposé* » et sa « *course vers la compétitivité parce que toute carence de cette vitamine rare conduit directement au scorbut et à la mort industrielle* », pour mieux vouer aux gémonies le secteur dit « *abrité* »⁵. Et de décrier les salariés des hôpitaux (« *qui exigent un statut aussi proche que possible de celui de la Fonction publique* »), les pilotes d'Air France (« *qui exigent d'être trois par avion au lieu de deux comme ailleurs* »), les instituteurs (« *qui exigent de ne pas avoir plus de 25 élèves par classe* »), les employés des crèches (« *qui demandent plus de postes* »)... En clair, il s'agit bien d'en finir avec les acquis de la fonction publique et de l'aligner sur le modèle compétitif et concurrentiel du privé.

François de Closets ferraille lui aussi contre les services publics, et notamment contre le droit de grève. Il se demande ainsi gravement : « *Est-il normal qu'au nom du droit de grève, certaines corporations jouissent d'un tel outil de pression sur la société ?* » « *La présence de la gauche au pouvoir n'est-elle pas l'occasion de tenter cet "aggiornamento" des rapports sociaux ?* » Que François de Closets se réjouisse aujourd'hui : la « gauche » souscrit à la remise en cause du droit de grève et à l'instauration du service minimum.

Enfin, reprenant la même rhétorique, Alain Minc entend lui aussi combattre les salariés « protégés » et dénoncer « *l'excès d'égalité salariale* », le « *mythe [...] du service public, collectif et*

¹ *L'Express*, 19 août 1983, cité in Guy Hocquenguem, *Lettre ouverte...*, op. cit., p. 68.

² Cité in François Cusset, *La Décennie*, op. cit., p. 89.

³ Cité *ibidem*, p. 199.

⁴ Serge July, éditorial au spécial « Vive la crise » de *Libération*, 1983, cité in Guy Hocquenguem, op. cit., p. 22.

⁵ Lionel Stoléro, *La France à deux vitesses*, Paris, Flammarion, 1982, respectivement p. 114, 113 et 102.

gratuit », ou bien encore le « laminage fiscal qui pénalise les dirigeants ». Les solutions qu'il préconise sont précises et reprises ici et là par ses semblables. D'abord, il faut baisser le salaire réel : « Hors de cette vérité, point de salut ! [...] Si le devoir des salariés est de mettre fin à la seule inégalité vraiment dramatique, le chômage, il passe par l'acceptation d'une baisse brutale de pouvoir d'achat. » Ce sont donc les salariés qui sont culpabilisés, et qui doivent se morfondre d'avoir un travail pendant que d'autres sont au chômage ; ils seraient même la cause du chômage en raison de leurs salaires prétendument trop élevés aux yeux du millionnaire Minc. Ensuite, le « devoir des libéraux de gauche » est de combattre la gratuité du service public, notamment du service public d'enseignement, en particulier de l'enseignement supérieur. Car « comment ne pas voir que l'absence de droits d'inscription empêche d'apprécier un minimum les motivations et qu'en cette matière, comme une consultation de psychanalyse, l'intérêt à agir doit se concrétiser par un effort financier¹ ? ». Augmenter les droits d'inscription des universités en renforçant leur autonomie, c'est d'ailleurs la tentative menée par Alain Devaquet en 1986, applaudie par les porte-parole de l'idéologie dominante comme Furet, lequel juge que le projet va « dans le bon sens, qui consiste à autoriser dans toute la mesure du possible les universités à choisir leurs étudiants² ». À quoi s'ajoute le rapprochement entre Université et entreprise, lui aussi initié sous Mitterrand avec Fabius en chef de gouvernement : le club Université et entreprises est créé en 1985 et soutenu par le gouvernement, qui installe par exemple des systèmes de « Junior entreprises » dans les facultés de gestion.

Contre-réformer « toujours plus »

Minc, quant à lui, passe en revue tout ce qui doit être contre-réformé. La santé, avec une couverture de dépenses « laissée au jeu de la concurrence entre compagnies d'assurance, mutuelles, Sécurité sociale elle-même », cette évolution étant rendue « inéluctable par l'impossible équation financière » — la rhétorique du fatalisme, toujours. Les retraites, avec un système de capitalisation accéléré par l'incitation fiscale. Les fonctionnaires, qui devraient « être moins payés et verser davantage d'impôts, en contrepartie de leur protection statutaire ». Le travail en général, qui doit être flexibilisé, rémunéré par la « récompense personnelle », au moyen d'une « personnalisation des salaires » et d'une « individualisation des tâches »³. Aligner le public sur le privé, telle est aussi la fonction des nouvelles techniques managériales prônées sous les différents gouvernements Mitterrand : en 1989, 30 000 « cercles de qualité » sont mis en place, visant à développer l'esprit d'entreprise et la logique du résultat dans les services publics. Les réseaux de la bourgeoisie fonctionnant très bien, la boucle est bouclée lorsque Jacques Julliard en vient à saluer la « vigueur » et le « talent » des Stoléru, Closets et Minc⁴.

La décennie 1980-1990 a donc vu triompher l'idéologie bourgeoise « néolibérale » et ses premières applications concrètes sous l'ère Mitterrand. On rejoindra l'historien François Cusset lorsqu'il parle, par là même, de décennie « violente⁵ ». La bourgeoisie a alors cru pouvoir, à grands renforts d'imposition idéologique, « naturaliser » ce processus pour mieux le faire accepter et soumettre la classe ouvrière à sa « loi ». Cependant, la violence sociale engendrée par la multiplication des attaques portées aux travailleurs et aux jeunes, aux droits et aux acquis sociaux, est de plus en plus contestée et rejetée dans

les luttes — le tournant pouvant être daté de 1995. La résistance, depuis, s'organise. On ne saurait pour autant rejoindre les lamentations de ceux qui (« altermondialistes », « antilibéraux », « antinéolibéraux ») ne se plaignent que de cette nouveauté du capitalisme et aspirent en fait à revenir au bon vieux capitalisme des prétendues « Trente Glorieuses ». Contre ces courants, il est essentiel de proposer et de mettre en œuvre un véritable programme communiste révolutionnaire qui pose clairement — et pas seulement les jours de fête — la nécessité d'en finir avec ce système d'exploitation. Contre les armes puissantes de l'idéologie dont est dotée la classe dominante, c'est sur son terrain qu'il faut la combattre, en défendant une analyse et une orientation rigoureusement marxiste, exigeante. Pour aider à reconstruire la conscience de classe elle-même, il faut un parti qui sache à la fois agir, organiser et proposer une critique radicale, par une propagande marxiste, léniniste, trotskyste.

Laura Fonteyn

¹ A. Minc, *La machine égalitaire*, op. cit., respectivement p. 20, 12, 32, 45-46 et 35.

² François Furet in *La République du centre*, op. cit., p. 43-44.

³ A. Minc, *La machine égalitaire*, op. cit., respectivement p. 77, 78, 147 et 101.

⁴ Jacques Julliard, in *La République du centre*, op. cit., p. 119.

⁵ Fr. Cusset, *La Décennie*, op. cit., p. 347.

L'« AFFAIRE » JÉRÔME KERVIEL (TRADER DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE)

Jérôme Kerviel était un trader qui travaillait dans l'une des six salles de marché de la Société générale (dans une tour de la Défense). Les traders du « front office » effectuent des opérations sur les marchés financiers et sont payés au résultat : de 100 000 euros à plusieurs millions d'euros par an. Cette « aristocratie » est surveillée par les salariés du « middle office » (qui contrôlent la régularité des opérations) et du « back office » (qui enregistrent l'ensemble des opérations), bien moins payés qu'eux, et qui rêvent bien souvent de prendre la place de ceux qu'ils sont censés contrôler.

La logique même du système veut que les traders engagent des montants élevés et prennent des risques. Des contrôles tatillons seraient contre-productifs et profiteraient à la concurrence, si bien que les dirigeants des banques ne sont pas trop regardants tant que leurs traders leur rapportent du « cash ».

En revanche, quand la direction de la Société Générale a appris samedi 19 janvier que Kerviel avait misé pour 50 milliards sur les marchés, elle a décidé de liquider dans l'urgence les positions qu'il avait prises. Pourtant, vendredi 18 janvier à midi, les positions de Kerviel étaient équilibrées (sans

perte pour la Société Générale). Pourquoi la direction, qui a découvert les opérations de Kerviel samedi 19 janvier, a-t-elle alors décidé de vendre les 50 milliards d'actifs dans l'urgence, alors que les cours boursiers chutaient ? En effet, tout a été vendu entre lundi 21 et mercredi 23 janvier, pendant que les cours s'effondraient, alimentant au passage la baisse de la bourse. La raison principale en est simple : la peur de « fuites » ; si le montant des engagements pris par Kerviel avait « fuité », le cours des actions Société Générale se serait effondré. Il valait mieux tout solder avant de rendre publique la situation, quitte à engranger de grosses pertes. En outre, en ne réagissant pas immédiatement, les dirigeants auraient pu ensuite être poursuivis pour complicité de malversation.

Contrairement à ce qu'on peut lire dans la presse bourgeoise et malheureusement aussi du côté de la LCR (communiqué du 28 janvier), Kerviel n'est ni « fou », ni « escroc ». C'est juste un trader un peu plus zélé que la moyenne et qui a été plus loin que les autres dans la prise de risque afin de toucher une grosse prime une fois ses engagements soldés au meilleur moment.

Les « antilibéraux » profitent de la crise financière et des « scandales » pour dénoncer l'enflure financière et l'absence de régulation. Ils multiplient les propositions de réformes, sans comprendre que la financiarisation du système capitaliste découle de sa logique même : les capitaux en quête de profit se tournent davantage vers les marchés financiers quand les possibilités d'investissement rentable se raréfient dans la sphère réelle. Les « antilibéraux » entretiennent ainsi, consciemment ou non, le mythe d'un capitalisme à visage humain, qui pourrait être orienté vers la satisfaction des besoins des hommes, à condition de promouvoir le « bon » capital productif au détriment du « mauvais » capital financier. Les anticapitalistes conséquents doivent expliquer au contraire que le capitalisme est un système dont on ne peut extirper les soi-disant « bons côtés » : ce système doit être totalement et méthodiquement détruit par une révolution que seuls peuvent mener des (auto)-gouvernements des travailleurs dans chaque pays et leur fédération internationale...

Gaston Lefranc

CONTRIBUTION SUR LES CAUSES, L'AMPLEUR, ET LES CONSÉQUENCES DU DÉFICIT COMMERCIAL DES ÉTATS-UNIS

Nous avons analysé dans un précédent article (cf. Le CRI des travailleurs n° 28 de sept.-oct. 2007) les mécanismes monétaires permettant de comprendre le déroulement de la « crise financière » du mois d'août dernier. Nous allons étudier ici la situation économique aux États-Unis, marquée par d'énormes déséquilibres qui pourraient remettre en cause les

rapports de force entre les puissances impérialistes, au détriment des États-Unis.

Les racines du déficit commercial des États-Unis résident dans la faiblesse du taux d'accumulation et la stimulation de la consommation par le crédit

Dans les années 1960 et 1970, dans la plupart des pays industrialisés, en premier lieu aux États-Unis, le taux de profit a lourdement chuté (d'environ 50%). Depuis, le taux de profit s'est partiellement rétabli, non pas grâce à une efficacité accrue du capital investi, mais grâce au renforcement

du taux d'exploitation des travailleurs (cf. encadré). Aux États-Unis, alors que les salaires réels de la majorité des travailleurs ont diminué de façon absolue depuis la fin des années 1970, le développement du crédit aux

ménages s'est substitué aux hausses de salaires pour soutenir la consommation. Le taux d'épargne des ménages a alors chuté et les ménages se sont de plus en plus endettés. Cela a permis l'engrondissement des banques et

entraîné une perte de combativité des travailleurs : endetté, le travailleur a une corde au cou et doit travailler toujours plus, à des taux de salaires horaires de plus en plus bas, pour payer ses traites.

Encadré sur le taux de profit

Notations :

C = capital constant avancé (valeur des moyens de production). V = capital variable avancé (salaires). PL = plus-value.

VA = PL + V = valeur ajoutée (valeur créée par les travailleurs).

$e = \frac{PL}{V}$ = taux d'exploitation (rapport entre la part de la valeur ajoutée accaparée par les capitalistes et la part de la valeur ajoutée qui revient aux travailleurs)

$$\text{Taux de profit} = \frac{PL}{C+V} = \frac{PL+V}{C+V} \times \frac{PL}{PL+V} = \frac{VA}{C+V} \times \frac{e}{e+1} = \frac{VA}{C+V} \times \frac{1}{1+\frac{1}{e}}$$

On peut ainsi décomposer le taux de profit comme le produit de l'efficacité du capital (efficacité en termes de production de valeur nouvelle) - $\frac{VA}{C+V}$ - et une fonction positive du taux d'exploitation - $\frac{1}{1+\frac{1}{e}}$. On peut ainsi identifier deux causes de variation du taux de profit : un changement dans l'efficacité du capital et un changement dans la répartition de la valeur ajoutée.

Le rythme soutenu de la croissance de la consommation, stimulé par l'endettement, a été satisfait par les importations plutôt que par une augmentation de la production nationale. On peut y voir le signe d'une suraccumulation de

capital ou d'une crise de la profitabilité. Les capitalistes se sont ainsi détournés de l'investissement productif, injectant une partie de plus en plus importante de la plus-value dans les circuits financiers, entraînant un gonflement du capital

fictif (cf. encadré), qui a accru la pression sur les salariés. La conséquence en est le creusement du déficit commercial à partir du début des années 1980.

Encadré sur le capital fictif

Quand une entreprise se crée, des actions sont émises sur le marché financier primaire, et sont achetées par les capitalistes financiers : il s'agit du capital-argent avancé, qui servira à acheter les moyens de production et la force de travail (durant les périodes suivantes, de nouvelles actions ne seront pas forcément émises : le financement se fera essentiellement à partir du profit réinvesti). Le prix des actions évolue ensuite sur le marché financier secondaire (« la bourse » au sens usuel du terme) au gré des achats et des ventes : la circulation des titres, originellement liée à la circulation du capital, s'en émancipe. Les actions constituent alors du « capital fictif » par lequel Marx entendait les droits sur du capital réel dépensé (droits qui impliquent notamment le paiement d'un dividende) ou sur du revenu encore à venir (quand il s'agit par exemple de bons du trésor).

La valorisation du capital fictif obéit à des modalités spécifiques, susceptibles de produire une divergence durable et importante avec la valeur du capital réel avancé (ce qu'on constate régulièrement depuis les années 1990).

La notion de capital fictif s'oppose à la notion de « bulle financière » de la théorie économique bourgeoise. Selon cette théorie, les bulles financières sont des dérapages aléatoires de l'évaluation « rationnelle » des actifs financiers, liés au mimétisme spéculatif.

L'énorme déficit commercial des États-Unis

La balance commerciale des États-Unis, excédentaire jusqu'à la fin des années 1970, connaît depuis 1980 un déficit qui ne cesse de s'accroître, jusqu'à devenir abyssal aujourd'hui : - 19,4 milliards en 1980 ; - 96,4 milliards en 1995 ; - 378,3 milliards en 2000 ; - 723,7 milliards en 2005 (6,5% du PIB des États-Unis) ! Les États-Unis sont surtout importateurs de matières premières et de produits manufacturés consommés par les ménages, alors qu'ils sont davantage

exportateurs de biens d'équipement et de services aux entreprises. Les États-Unis sont principalement déficitaires avec les pays du Golfe, la Chine et le Japon, alors qu'ils sont excédentaires avec les pays de l'ALENA (zone de libre-échange avec le Mexique et le Canada).

Depuis 1985, la position extérieure des États-Unis est négative (pour la première fois depuis 1914 !). À la fin de l'année 2003, les étrangers détenaient plus de 10 500 milliards de \$ de titres états-uniens alors que les titres étrangers détenus par les résidents états-uniens étaient de 7 900

milliards de \$, soit une position extérieure de - 2 700 milliards de \$, environ 25% du PIB états-unien. Alors que Lénine caractérisait l'impérialisme notamment par l'exportation de capitaux des pays dominants vers les pays dépendants, la première puissance économique mondiale est aujourd'hui importatrice nette de capitaux ! On peut parler d'une situation ubuesque : alors qu'on pourrait s'attendre à un transfert d'épargne des pays riches et vieillissants vers les pays pauvres (qui manquent de tout), les États-Unis captent l'épargne du reste du monde

pour maintenir leur consommation (à crédit).

Jusqu'à une date récente, le revenu net des États-Unis sur leurs placements à l'étranger dépassait encore les paiements de revenu sur les titres détenus par les étrangers aux États-Unis (balance des revenus du

capital excédentaire), grâce au différentiel de taux d'intérêt entre les États-Unis (où les taux étaient plus bas) et le reste du monde (les placements étrangers aux États-Unis étaient moins bien rémunérés que les placements des États-Unis à l'étranger). Or ce n'est plus le cas

aujourd'hui, compte tenu de l'importance du déficit commercial : + 28,9 milliards en 1990 ; + 21,1 milliards en 2000 ; et seulement + 1,5 milliard en 2005 (ce solde est sans doute négatif aujourd'hui).

Encadré sur la balance des paiements d'un pays

La balance commerciale d'un pays est le solde *Exportations* (marchandises vendues aux non résidents) – *Importations* (marchandises achetées aux non résidents)

La balance des revenus du capital est le solde *Revenus des placements financiers effectués à l'étranger et rapatriés dans le pays* (dividendes d'actions, intérêts, etc.) – *Revenus des placements financiers des étrangers sur le territoire national*

La balance des opérations courantes est la somme de la balance commerciale et de la balance des revenus du capital. Quand la balance est déficitaire, le pays importe plus qu'il n'exporte. Autrement dit, la production du pays est inférieure à la dépense du pays.

La balance des mouvements de capitaux est le solde *Capitaux financiers quittant le pays* – *Capitaux financiers entrant dans le pays*. Quand ce solde est négatif, il y a une entrée nette de capitaux qui vient généralement financer le déficit de la balance des opérations courantes. Les opérations concernées peuvent être des investissements directs (achat d'au moins 10% du capital d'une entreprise), des investissements de portefeuille (achat de moins de 10% du capital d'une entreprise) ou encore des achats de bons du trésor (bons émis par l'État pour financer son déficit budgétaire). Le financement du déficit de la balance des opérations courantes se fait donc soit par emprunt, soit par cession d'une partie du capital fictif.

La balance des paiements avant ajustement (*ex ante*) est la somme de la balance des opérations courantes et de la balance des mouvements de capitaux. Si elle est déficitaire, la banque centrale des États-Unis doit intervenir sur le marché des changes en vendant les devises étrangères qu'elle possède (diminuant ainsi ses réserves de change, c'est-à-dire ses avoirs sur l'étranger) pour équilibrer la balance des paiements. Si la banque centrale n'intervient pas, la demande excédentaire de devises étrangères se traduira par une dépréciation du dollar qui équilibrera le marché des changes et la balance des paiements.

La balance des paiements après ajustement (*ex post*) est un document comptable forcément équilibré, qui est la somme de la balance des opérations courantes, de la balance des mouvements de capitaux et des variations des réserves de change de la banque centrale.

La position extérieure ou position en matière d'investissement international est le solde net des avoirs et des engagements des résidents du pays à l'égard du reste du monde. C'est un solde en stocks, cumul des soldes en flux de la balance des capitaux.

Les États-Unis, en tant que pays, sont donc en situation de « sur-régime ». Cependant, il faut distinguer la situation du pays et la situation du capital états-unien. En effet, les importations US sont, en partie, des exportations en provenance d'entreprises US implantées à l'étranger. En outre, ce ne sont pas les capitalistes US – dont l'imposition est sans cesse allégée – qui sont mis à contribution pour payer les intérêts de la dette publique (en grosse partie détenue par les étrangers), mais les travailleurs US. Il n'en demeure pas moins que, sur le territoire US, l'indice de la production industrielle n'a augmenté que de 5% en volume depuis 1997 et pas du tout depuis 2000, alors que la demande intérieure a progressé de 35% et les importations de 80% ! Ainsi la totalité de la demande intérieure depuis 2000 a-t-elle été satisfaite par les importations.

La situation est d'autant plus préoccupante pour les États-Unis que le déficit courant est de moins en moins financé par les investissements directs (13% du déficit courant en 2005 contre 21% en 1999) – porteur d'une accélération du progrès technique et de croissance – mais de

plus en plus par l'endettement et l'augmentation des réserves de change des autres pays (les réserves de change cumulées de l'Asie sont passées de 1 000 à 2 300 milliards de \$ entre 2001 et 2004.

L'impérialisme US fait financer son déficit à bas coût

Avant de placer son argent dans un pays B, un capitaliste d'un pays A se soucie (notamment) de deux variables : les taux d'intérêt et le taux de change. Plus les taux d'intérêts sont élevés, plus le placement est rémunérateur, évalué en monnaie du pays B. Mais ce qui intéresse le capitaliste du pays A, c'est l'argent qu'il pourra retirer de son placement, exprimée dans la monnaie de son pays A, après conversion de l'intérêt qu'il reçoit en monnaie du pays B *via* le taux de change entre les deux monnaies. Si la monnaie du pays B se déprécie par rapport à la monnaie du pays A¹, le rendement du placement

¹ Par exemple, s'il fallait 1 unité de la monnaie B pour obtenir une unité de la monnaie A, et qu'aujourd'hui, il en faille 2 unités, on dit que la monnaie B s'est dépréciée (de 100%) par rapport à la monnaie A.

(en termes de monnaie du pays A) diminue. Ainsi, plus les taux d'intérêt d'un pays sont élevés et plus sa monnaie est « forte », plus il est attractif pour les capitalistes.

Alors comment expliquer que les États-Unis parviennent à attirer les capitaux étrangers avec des taux d'intérêt aussi bas et une monnaie qui ne cesse de se déprécier² ? Parce que le dollar est aujourd'hui une monnaie internationale : étalon des prix sur les marchés mondiaux. Le dollar constitue une grosse part des réserves de change des banques centrales (encore largement majoritaire malgré un repli significatif depuis 2000). D'où le fait que le dollar soit structurellement plus demandé. Il s'ensuit que le rendement requis pour le détenir est plus bas.

Quand la balance des paiements avant ajustement est déficitaire, l'avantage comparatif de la monnaie internationale permet d'équilibrer le marché par la baisse de la valeur du dollar, plutôt que par la hausse des taux d'intérêt américain. Tant que la baisse du dollar ne met pas en cause ses fonctions de monnaie

² En février 2008, l'euro s'échangeait pour 1,50 dollar (contre 0,90 dollar en 2001-2002).

internationale, il subsiste en effet une demande de dollars suffisamment forte pour éviter un rejet généralisé de cette devise par les non-résidents. Les États-Unis peuvent donc s'en remettre au mouvement spontané du taux de change au lieu d'augmenter leurs taux d'intérêt pour réguler leur endettement extérieur.

En outre, le bénéfice de la monnaie internationale permet aux États-Unis de ne pas subir de conséquence négative sur le montant de leur dette, suite à une dépréciation du dollar (puisque leur dette est libellée en dollar). En revanche, un pays dominé qui s'endetterait en monnaie étrangère verrait le montant de sa dette gonfler (en monnaie locale) suite à une dépréciation de sa monnaie.

De plus, si le dollar se déprécie par rapport aux autres monnaies, la valeur des placements US à l'étranger (une fois reconvertis en dollar) se voit réévaluée à la hausse, au grand bénéfice des capitalistes états-uniens.

Les États-Unis ont donc tout intérêt à laisser plonger le dollar... tant que le dollar reste une monnaie internationale et que les capitaux étrangers viennent épousser le déficit courant. Les États-Unis ont d'ailleurs imposé plusieurs fois, suite à des sommets internationaux, une dévaluation du dollar aux pays impérialistes de second ordre.

Les limites de la fuite en avant : vers le déclin de l'hégémonie US

Les États-Unis sont aujourd'hui une puissance militaire sans rival. Cette puissance leur permet de compenser leur déclin économique et d'assurer le financement à bas coût de leur déficit courant. Ainsi, par exemple, les pays du Golfe réinvestissent « gentiment » leurs dollars aux États-Unis (même si cela leur rapporte assez peu) contre la protection militaire des États-Unis qui permet le maintien de leur régime politique. Les États-Unis font aussi payer le prix de leurs interventions militaires – qui peuvent être analysées comme un moyen de renforcer le capital US, mais aussi comme un « service » rendu à la « communauté mondiale du capital » face aux ennemis du système – par leurs alliés : ainsi le Japon a-t-il généreusement offert 13 milliards de \$ sur les 61 milliards de \$ dépensés par les États-Unis lors de la première guerre du Golfe en 1990.

En outre, l'ensemble des pays capitalistes a intérêt à la stabilité du système monétaire international, sorte de « bien collectif » du capital qui pourrait être brutalement remis en cause si les capitaux n'affluaient plus vers les États-Unis. Toutefois, en diminuant sans cesser la rémunération des capitaux étrangers placés aux États-Unis afin de soutenir la croissance, les États-Unis jouent un jeu dangereux qui n'est pas viable à moyen terme et pourrait remettre en cause le statut du dollar comme monnaie internationale (et les privilèges qui vont avec). Des signes d'une telle remise en cause sont d'ores et déjà perceptibles : la part du dollar dans les réserves de change diminue, des pays parlent de remettre en cause le dollar comme monnaie internationale de certaines transactions. Même le Japon se « rebelle » : s'il a financé sur ses propres fonds une partie de la dépense engendrée par la première guerre du Golfe, sa participation financière à la deuxième guerre du Golfe a pris la forme d'un prêt aux États-Unis. En outre, la Chine n'est pas un pays aussi facile à soumettre que le Japon ou la France. Si l'ancrage du yuan (monnaie chinoise) sur le dollar¹ a pour conséquence que la dépréciation du dollar fait aujourd'hui le jeu des exportations chinoises, si bien que la Chine a de ce point de vue intérêt à continuer à financer le déficit courant US, les capitalistes chinois ne sont pas prêts pour autant à accepter n'importe quel niveau de rémunération de leurs capitaux aux États-Unis.

Afin d'éviter la remise en cause du dollar comme monnaie internationale, les États-Unis devront à moyen terme augmenter leurs taux d'intérêt (afin de restaurer la confiance dans le dollar). Ils ne pourront pas faire l'économie d'un « ajustement »², c'est-à-dire d'un ralentissement marqué de la croissance économique, voire d'une récession³. Les mois qui viennent confirmeront peut-être que les États-Unis sont déjà

¹ Les États-Unis voudraient imposer à la Chine une réévaluation du yuan, sans succès jusqu'ici.

² Si on ose un parallèle avec les pays dépendants qui se voient régulièrement imposer la potion amère des « plans d'ajustement structurel », notamment le relèvement des taux d'intérêt (afin de rétablir la confiance des investisseurs et l'équilibre de la balance des paiements).

³ La hausse des taux d'intérêt nuit à l'investissement, mais aussi à la consommation des ménages, via la baisse du crédit. Elle devrait également accroître l'épargne intérieure, aujourd'hui à peu près nulle.

entrés en récession : les ventes au détail ont chuté de 0,6% et l'emploi a baissé de 63 000 en février (après une baisse de 22 000 en janvier), et la Banque centrale US fait pour le moment le choix de baisser fortement ses taux d'intérêt (le taux principal a été baissé de 75 points mardi 18 mars passant de 3% à 2,25%), dans une fuite en avant⁴ qui rendra l'ajustement encore plus brutal.

G. L.

⁴ La baisse du dollar alimente la flambée des prix du baril de pétrole (en dollars), et nuit donc à la croissance US. En effet, la dépréciation du dollar accroît le pouvoir d'achat des non États-uniens, et donc provoque une hausse du prix du pétrole pour rétablir l'équilibre offre-demande.

QUELQUES ÉLÉMENTS SUR LE SYSTÈME BANCAIRE ACTUEL ET SUR LA GESTION DE LA « CRISE DES SUBPRIMES »

Les banques ne sont pas de simples intermédiaires qui prêtent des fonds (crédits accordés aux clients) à partir des dépôts reçus. *Elles créent de la monnaie* lorsqu'elles accordent des crédits. La créance sur l'emprunteur est inscrite à l'actif de la banque qui peut alors reprêter cette somme. La créance est alors transformée en moyen de paiement. La banque, enfin, n'a pas besoin de détenir dans ses caisses l'équivalent en billets (monnaie fiduciaire) des sommes créées (monnaie scripturale, c'est-à-dire une simple écriture sur un compte). Si l'emprunteur ne peut pas honorer ses dettes, la banque peut alors se trouver dans *l'incapacité de fournir les liquidités* dont ses autres clients ont besoin (retrait de billets aux guichets...). *Elle doit alors emprunter* pour ne pas gripper, voire détruire le réseau économique auquel elle est liée.

La fourniture de liquidités nécessaires au fonctionnement des banques et la maîtrise de la création de monnaie sont deux fonctions d'une banque centrale (Banque de France au niveau national et Banque Centrale Européenne au niveau « continental »). La maîtrise de la création de monnaie est à lier à *la maîtrise de l'inflation*. Une banque centrale doit faire en sorte de *limiter la création de monnaie* car une quantité de monnaie en circulation trop abondante met à la disposition des agents un pouvoir d'achat supérieur à la quantité de biens et de services disponibles sur le marché, ce qui peut provoquer une plus forte demande et donc une hausse des prix si la production ne s'aligne pas sur cette demande.

La fourniture de liquidités aux banques par l'intermédiaire de prêts accordés par les banques centrales (opération appelée refinancement) permet en principe de réguler et de contrôler l'émission de crédits et la création de monnaie fiduciaire qui en découle. En augmentant le taux d'intérêt (taux directeur) de la « monnaie banque centrale », les banques payent plus cher les liquidités dont elles ont besoin. Elles sont alors forcées de limiter leurs émissions de crédits et d'être particulièrement

attentives à la solvabilité des emprunteurs si elles ne veulent pas avoir à emprunter cet argent « cher ». (Elles peuvent également augmenter les taux d'emprunt pour les particuliers et les entreprises afin de compenser le manque à gagner du refinancement mais risquent alors de voir la demande de crédits diminuer...).

Comment expliquer alors que, ces dernières années, les banques aient pu émettre tant de crédits immobiliers aux États-Unis sans que soit assurée la solvabilité des emprunteurs ? Comment expliquer l'émission de liquidités par la BCE ou encore par la FED (banque centrale américaine) à des taux relativement faibles suite à la crise des subprimes l'été dernier ? Quelles conséquences pour l'économie réelle ?

Concernant la première question, on peut remarquer au passage que cette non solvabilité des emprunteurs est en partie le résultat d'une politique, de la part des financiers et notamment des banques, qui vise à rentabiliser toujours davantage les investissements dans l'économie réelle, avec l'impact que l'on sait sur la gestion des entreprises (de l'industrie faisant des bénéfices confortables à l'artisan ou au commerçant dont les traites sont parfois comme un couteau sous la gorge) et par conséquent sur la précarisation de la classe ouvrière.

Les réponses aux deux premières questions sont liées : des crédits continuent d'être émis malgré la non solvabilité des emprunteurs car les banques centrales, par le système sommairement expliqué ci-dessous, sont plus ou moins directement contraintes d'assurer les arrières des banques. La troisième question est très large mais, selon certaines règles « économiques », l'inflation et l'écroulement de la confiance entre les acteurs financiers peuvent être des réponses avancées.

Les banques n'ont pas nécessairement recours aux banques centrales pour obtenir des liquidités (même si, en dernier ressort, seule la

banque centrale fournit les liquidités car elle en détient le monopole d'émission). Les entreprises, les États ou les banques classiques peuvent également s'échanger des liquidités sur le marché monétaire lorsque les taux d'emprunt qui y sont pratiqués sont inférieurs aux taux de refinancement. Les banques centrales ont un pouvoir de régulation sur ce marché car elles peuvent elles aussi y acheter ou vendre des titres. Ce pouvoir est cependant limité car d'autres facteurs aux mains d'autres acteurs déterminent également le comportement de ce marché.

Un des éléments limitant le pouvoir des banques centrales vient en partie du fait que le marché monétaire n'est pas anonyme. La possibilité pour les banques de procéder à des transactions gré à gré (non organisées dans une bourse) leurs permet de s'organiser indépendamment de toute autorité, y compris de la loi de l'offre et de la demande. Il en résulte un pouvoir de leur part sur la fixation des taux d'intérêts, notamment par l'intermédiaire des « swaps ».

Un swap est un contrat d'échange entre deux entités pendant une certaine période. Un swap de taux d'intérêt permet aux contractants de se couvrir contre les variations de taux d'intérêt en échangeant un taux variable contre un taux fixe et réciproquement. Cette possibilité de se protéger des conséquences d'évolutions imprévisibles fait le succès des swaps. Les taux d'intérêt « swap » servent actuellement de références dans les analyses des marchés et des évolutions des taux d'intérêts. Il faut ajouter que le marché de gré à gré des swaps est dominé par un petit groupe de banques qui décident après négociation des taux fixes.

En bref, lorsque les banques manquent de liquidités, celles-ci peuvent faire des emprunts à taux swap si les conditions négociées sont plus favorables que celles proposées par les banques centrales. Cependant, ce système ne résout pas le problème de la quantité globale de liquidités disponibles que seules les banques centrales peuvent créer. Toutes les

banques ne peuvent donc pas trouver la quantité de liquidités dont elles ont besoin. Le risque que l'économie se bloque par l'effondrement du système de crédit « oblige » alors les banques centrales à injecter des liquidités à un taux suffisamment bas pour que les banques n'aient pas la tentation d'utiliser le « système parallèle » sommairement décrit ci dessus.

Les banques centrales sont donc réduites à des instruments au service des banques « classiques » utilisés pour rattraper leurs éventuelles erreurs et assurer des bénéfiques systématiques. La FED aurait dû augmenter ses taux d'intérêts directeurs pour dissuader les banques d'avoir à lui emprunter des liquidités. Cette mesure aurait pu pousser les banques à être plus vigilantes lors de leurs émissions de subprimes (crédits à risque). Elle a en fait diminué ces taux pour permettre aux banques impliquées dans ce scandale de se refaire.

À plus ou moins long terme, quelles seront les conséquences de cette « toute-puissance » des banques privées et des intérêts particuliers associés ?

Une des premières conséquences est qu'elles vont pouvoir continuer d'émettre des crédits à risque. Ce risque est d'autant plus marqué que de plus en plus de travailleurs sont obligés de souscrire des crédits à la consommation pour boucler leurs fins de mois. Or ce type de crédits cache la diminution des moyens « réels » des travailleurs tout en augmentant virtuellement leur pouvoir d'achat, avec la conséquence attendue sur l'inflation et sur leur non solvabilité à

plus ou moins long terme. L'inflation effectivement constatée ces derniers temps (matières premières, etc.) ne permet pas d'établir formellement que la relation entre l'inflation en général, l'émission de « monnaie banque centrale » pas chère et les émissions de crédits est une relation de cause à effet. Il serait cependant curieux qu'il ne s'agisse que d'une corrélation.

Une deuxième conséquence de cette « toute-puissance » des banques sera-t-elle un effondrement du système financier mondial, avec des conséquences catastrophiques sur l'économie réelle ? Les crises boursières importantes et récurrentes ces derniers temps sont en grande partie le résultat d'une rupture de confiance entre les acteurs du système financier. Confiance rendue impossible par la difficulté voire l'impossibilité d'honorer des engagements financiers pris sans que l'existence des liquidités nécessaires soit assurée. Les autorités actuelles, se cachant derrière la responsabilité à court terme et le danger de contrarier le fonctionnement d'un système bancal dont l'effondrement aurait de graves conséquences sur l'économie réelle, ne semblent pas envisager de reprendre en main les commandes mais créent les conditions de la perpétuation de ce système. Elles se rendent de fait complices de ce système.

L'ancien directeur de la banque centrale américaine regrette les conséquences de la politique de cette institution, mais dit qu'il prendrait les mêmes décisions si les problèmes lui réapparaissaient tels qu'ils s'étaient

posés... Il avoue donc indirectement l'impuissance de la banque centrale américaine. La complicité de cette banque centrale dans le fonctionnement du système bancaire actuel serait donc une complicité contrainte...

Les garde-fous censés préserver les systèmes bancaires et financiers des dérives des intérêts particuliers de ses acteurs, sont inefficaces et mêmes détournés pour perpétuer par perfusion un système malade, permettant ainsi des dérives toujours plus grandes. Une solution radicale semble s'imposer... Certains avancent la possibilité de créer une instance exécutive démocratique qui aurait un pouvoir sur les institutions comme les banques centrales. Combien de temps cette nouvelle instance résisterait-elle face au pouvoir économique sans limite que permettent l'accumulation illimitée de capital et la possibilité de décider d'une manière non démocratique de l'utilisation de ce capital ? Il serait certainement plus sûr de réfléchir à une réorganisation totale des systèmes financiers et économiques...

Nicolas Faure,
sympathisant CRI

Sources :

• Jean Yves Capul et Olivier Garnier, *Dictionnaire d'économie et de sciences sociales*, Hatier, Avril 1999.

• François Morin, *Le nouveau mur de l'argent*, Seuil, Septembre 2006.

TCHAD

SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE TCHADIEN ! FRONT UNIQUE POUR COMBATTRE L'INTERVENTION IMPÉRIALISTE FRANÇAISE AU TCHAD ! NON À TOUTE LA POLITIQUE DE SARKOZY, EN AFRIQUE COMME EN FRANCE !

Au moment où la presse a révélé la nouvelle intervention de l'armée française aux côtés du dictateur tchadien Idriss Déby, le Groupe CRI s'est adressé aux organisations qui se réclament de l'anti-impérialisme pour leur proposer une protestation commune dans un cadre de front unique, avec l'objectif d'une

manifestation. Seuls le Comité Communiste Internationaliste (trotskyste), le groupe Union Pour le Communisme, le Mouvement pour l'Égalité, la FSE Paris-1/IV et le Groupe bolchevik ont répondu. Le texte suivant est une prise de position commune de ces organisations, à l'exception du

Groupe bolchevik, qui n'a pas souhaité parvenir à un accord en vue d'une initiative commune.

Au moment où nous bouclons ce journal, les modalités exactes de la campagne prévue restent en cours de discussion, mais deux premières réunions publiques, co-organisées avec des forces supplémentaires,

auront lieu le mercredi 2 avril à Lyon et le jeudi 10 avril à l'Université de Paris-I Tolbiac. Les lecteurs intéressés sont invités à nous contacter.

Alors qu'ils multiplient les attaques contre les travailleurs en France (contrat de travail, retraites, Sécurité sociale, traque et expulsion des sans-papiers, loi Péresse, rapport Attali, rapport Pochard, nouveau traité européen, etc.), Sarkozy et son valet Kouchner prétendent œuvrer pour la paix au Tchad. Comme en 2006, il s'agit en fait de sauver le régime dictatorial, criminel et corrompu d'Idriss Déby. C'est pour cela que l'armée française est intervenue directement : « *Dans le cadre d'un Détachement d'assistance militaire et d'intervention (Dami) envoyé quelques semaines plus tôt au Tchad, des officiers français ont notamment coordonné l'attaque menée le 1er février par l'armée tchadienne contre la colonne rebelle à Massaguet. (...) Dès le lendemain, des éléments du Commandement des opérations spéciales (Cos) français s'impliqueront dans les combats de N'Djamena, avec une stratégie qui se révélera payante : épuiser les rebelles, bientôt à court de munitions.* » (La Croix, 8 février.)

Depuis sa mise en place par Mitterrand-Rocard en 1990, Idriss Déby opprime le peuple tchadien au compte des entreprises françaises et autres multinationales pillant ce pays, notamment son pétrole. Avec le soutien de l'ONU, de l'Union européenne et de l'Union africaine, **l'impérialisme français cherche en fait à garder sa place forte stratégique au cœur de l'Afrique, pour maintenir sa tutelle colonialiste** et notamment son dispositif militaire de la Côte d'Ivoire à Djibouti et du Gabon au Centrafrique.

Bien évidemment, on ne doit se faire aucune illusion sur les intérêts des forces armées rebelles : leurs dirigeants combattent aujourd'hui Idriss Déby après avoir fait partie de

son régime pendant des années. S'ils arrivaient au pouvoir, ils poursuivraient une politique de pillage des richesses naturelles et d'oppression de la population, que ce soit au compte de l'impérialisme français ou de ses rivaux. Mais par sa vieille tutelle coloniale et son soutien à bout de bras du régime honni et usé de Déby, **l'impérialisme français reste le principal responsable des violences, dont la première victime est le peuple tchadien.**

Aujourd'hui, pour assurer une certaine stabilité du Tchad qui leur est indispensable, les principales puissances impérialistes trouvent des compromis. Ainsi, à l'initiative du gouvernement français, le Conseil de Sécurité de l'ONU a voté une résolution condamnant « *fermement les attaques perpétrées par des groupes armés contre le gouvernement tchadien* », et appelé « *les États membres à apporter leur soutien au gouvernement du Tchad* ». Comme toujours, les mêmes prétextes sont avancés pour justifier un « droit d'ingérence », cher au ministre Kouchner : rapatriement des ressortissants occidentaux, mission humanitaire en faveur des populations de la région... C'est sous ce même prétexte que l'Union Européenne a décidé, fin janvier, le déploiement d'une force militaire de 3 700 hommes à la frontière tchadienne, l'Eufor. Moins hypocrite mais plus maladroit, Déby explique les véritables objectifs de cette force dans sa lutte contre les rebelles : « *Cela nous aurait aidés si l'Eufor avait déjà été installée.* »

Les travailleurs et les jeunes de France n'ont aucun intérêt commun avec la politique de Sarkozy, que ce soit en Afrique ou en France, car elle est intégralement au service du grand patronat. Or une défaite de l'impérialisme français au Tchad, et notamment un effondrement du régime de Déby, ne serait pas seulement une bonne nouvelle pour le peuple tchadien, qui mesurerait mieux la relative fragilité d'un pouvoir tenant avant tout sa

force de l'impérialisme. En outre, cela affaiblirait Sarkozy en France même et, après les luttes de l'automne, contribuerait à relancer la lutte de classe contre toute sa politique.

Les organisations syndicales et politiques qui se réclament de la défense des travailleurs et de la solidarité avec les peuples dominés devraient donc dénoncer et combattre l'intervention française au Tchad. Il est plus que temps de rompre le silence et d'agir pour mobiliser les travailleurs contre la politique impérialiste de Sarkozy. Ces organisations en ont la capacité, elles peuvent créer les conditions politiques nécessaires à des actions de blocage des transports et télécommunications de l'armée et du patronat vers l'Afrique. Dans l'immédiat, elles ont le devoir d'organiser au minimum, dans l'unité, une **grande manifestation de solidarité anti-impérialiste** :

- Front unique contre la politique impérialiste de Sarkozy, avec ou sans caution de l'ONU ou de l'UE ;

- **Pour le retrait d'Afrique de tous les militaires français et de l'Eufor, comme du Liban et de l'Afghanistan ;**

- **Pour l'abrogation des lois anti-immigrés, la régularisation des sans-papiers, l'égalité des droits, le droit de circulation et d'installation des étrangers, obligés par le pillage de leur pays et toute la politique impérialiste à venir chercher du travail ici.**

Pour populariser ces mots d'ordre et combattre pour la convocation d'une telle manifestation, de premières réunions publiques sont en préparation à Paris et à Lyon.

**Comité Communiste
Internationaliste (trotskyste)
(CCI-T)
FSE Paris-I/IV
Groupe CRI
Mouvement pour l'Égalité (MPE)
Union Pour le Communisme
(UPC)**

NON AU LICENCIEMENT D'ORLANDO CHIRINO PAR LE GOUVERNEMENT CHAVEZ !

La direction de l'entreprise vénézuélienne PDVSA (Pétroles Du Venezuela Société Anonyme) a décidé au mois de décembre 2007 de licencier Orlando Chirino. Ce militant ouvrier est à la fois coordonnateur national de l'UNT (Union Nationale des Travailleurs, principale confédération syndicale au Venezuela, née en 2003), l'un des principaux dirigeants de la C-CURA (Courant de Classe Unitaire et Révolutionnaire, courant de l'UNT) et la figure la plus en vue du Mouvement pour un Parti des Travailleurs. L'entreprise PDVSA est propriété de l'État vénézuélien, placée à ce titre sous la direction du ministre de l'Énergie et du Pétrole, Rafael Ramirez, qui lui-même agit sous les ordres du président de la République, Chavez.

Chirino était devenu salarié de PDVSA en 2003 suite à sa participation active à la lutte contre le lock-out organisé, après l'échec du coup d'État d'avril 2002, par la fraction de la bourgeoisie la plus ouvertement pro-impérialiste, dans le but d'arracher à Chavez la direction de l'État bourgeois vénézuélien.

Il s'agit d'un licenciement purement politique. En effet, non seulement la direction de l'entreprise ne peut faire sérieusement aucun reproche à Chirino sur son activité comme salarié de PDVSA, mais en outre sa décision est totalement illégale. Comme tous les salariés touchant moins de 3 fois le salaire minimum, il est protégé jusqu'à fin 2008 par la Ley de Inamovilidad Laboral, loi qui interdit leur licenciement. En outre, en tant que dirigeant syndical, à la fois membre de la direction de Sinutrapetrol et coordonnateur national de l'UNT, structures tous les deux reconnues légalement par PDVSA, il ne peut en principe être licencié. Malgré ces éléments évidents, le ministre Ramirez a refusé de donner suite à sa demande de réintégration dans son poste de travail.

Les dirigeants de l'État bourgeois « bolivarien », qui se présentent souvent comme les « amis » des travailleurs, piétinent ainsi leurs propres lois les plus élémentaires, qui sont supposées protéger les salariés. Mais il y a un fait encore plus significatif. Les mêmes qui ne cessent d'accuser sans le moindre fondement Chirino de collusion avec l'opposition et l'impérialisme, simplement parce qu'il ne se subordonne pas à leur propre politique, ont décidé de gracier définitivement les rares individus qui avaient été poursuivis suite au coup d'État avorté d'avril 2002, au moment même où ils licenciaient l'infatigable militant ouvrier et anti-impérialiste.

Il s'agit d'un nouveau pas franchi dans l'offensive orchestrée depuis le sommet de l'État par le bonaparte Chavez contre tout courant du mouvement ouvrier qui refuse de se subordonner à son nationalisme bourgeois et s'efforce de formuler une orientation syndicale et politique ouvrière indépendante. De façon significative, c'est lors du lancement de la commission d'impulsion du PSUV (Parti Socialiste Uni du Venezuela), que Chavez a engagé publiquement cette offensive, en décrétant qu'il fallait en finir avec l'autonomie syndicale. Une partie de la C-CURA, tout en continuant à revendiquer le principe de l'autonomie syndicale, a cédé aux pressions et choisi d'entrer au PSUV. Mais le secteur de la C-CURA dirigé par Chirino n'est pas entré dans ce parti bourgeois malgré son nom socialiste : il s'agit en effet d'un parti défendant la propriété privée des moyens de production et l'État vénézuélien, prétendant associer patrons « bolivariens » et travailleurs pour réaliser le prétendu « socialisme bolivarien » ou « socialisme du XXI^e siècle ». Face à leur résistance, le pouvoir a lancé une vaste campagne de calomnies contre ces dirigeants indépendants, tandis qu'il réprimait les luttes ouvrières les plus avancées. En vain,

car les positions de Chirino et ses camarades trouvent un écho croissant dans une situation où les travailleurs sont de plus en plus insatisfaits de leurs conditions de vie qui ne s'améliorent guère, malgré les milliards accumulés grâce à l'exportation du pétrole. En particulier, ils ont mené un combat déterminé de plusieurs mois avec des milliers d'ouvriers de PDVSA pour une nouvelle convention collective, contre la négociation frauduleuse faite dans le dos des ouvriers entre les dirigeants de PDVSA et une poignée de bureaucrates auto-désignés.

Pour Chavez, il s'agit à travers cette décision d'affaiblir et de discréditer l'organisation de ceux qui ont osé défendre une position de classe face au référendum de décembre dernier, en refusant de s'associer à l'un des deux camps bourgeois en lutte, c'est-à-dire en refusant à la fois de soutenir, même de façon critique, un projet renforçant le bonapartisme et de joindre leurs voix à l'opposition ouvertement pro-impérialiste. Leur appel au vote nul a correspondu à l'évolution de l'état d'esprit d'une fraction importante des masses, puisque 3 millions d'anciens électeurs de Chavez ont voté nul ou se sont abstenus.

Il est donc du devoir de toutes les organisations ouvrières attachées aux droits syndicaux et démocratiques, à commencer par les organisations qui se revendiquent du marxisme révolutionnaire, d'engager la bataille pour contraindre le gouvernement vénézuélien à réintégrer Orlando Chirino à PDVSA. En effet, ce qui est en jeu, c'est le droit de TOUS les militants, de TOUS les travailleurs à s'organiser de façon indépendante, à défendre l'orientation syndicale de leur choix et à développer la ligne politique qu'ils souhaitent. De ce point de vue, aucun défenseur des principes de la démocratie ouvrière ne saurait accepter la tentative d'interdire à Chirino, militant ouvrier et anti-impérialiste, le droit

de défendre ses idées et de lutter politiquement contre l'État bourgeois en général et contre le gouvernement de Chavez en particulier.

C'est pourquoi toutes les organisations et tous les militants de France qui se revendiquent de la défense des intérêts ouvriers et notamment du marxisme doivent prendre position pour exiger la réintégration d'Orlando Chirino, signer la pétition internationale (ci-dessous) qui circule déjà largement dans ce but et organiser ensemble une manifestation à l'ambassade du Venezuela.

26 février 2008

Groupe CRI

Signez la pétition internationale !

À M. Rafael Ramirez

Ministre de l'Énergie et du Pétrole, Président de Pétroles du Venezuela.

Et aux membres de la Direction de PDVSA

Les soussignés s'adressent à vous pour obtenir la réintégration immédiate à son poste de travail d'Orlando Chirino, coordinateur national de l'Union Nationale des Travailleurs (UNT), qui a joué un rôle déterminant contre le coup d'état d'avril 2002 et dans la défense de l'industrie pétrolière contre le lock-out patronal fomenté contre PDVSA cette même année.

Orlando Chirino a été licencié injustement de PDVSA alors qu'il est sous la protection de la Loi organique du travail concernant les droits syndicaux comme membre de la direction de Sinutrapetrol (Syndicat unique des travailleurs du pétrole), avec la responsabilité de

Secrétaire à l'hygiène et à la sécurité et comme coordinateur national de l'UNT.

Pour ces raisons et en relation avec le parcours militant d'Orlando Chirino, qui depuis plus de 30 ans s'est consacré au service de la classe ouvrière vénézuélienne en tant que dirigeant syndical reconnu par des milliers de travailleurs, et indépendamment de ses positions politiques et idéologiques nous nous adressons à vous pour obtenir sa réintégration à son poste de travail.

Recevez nos salutations ouvrières et démocratiques.

Signature électronique individuelle ou collective à renvoyer à solidaritosconchirino@yahoo.com à J.-P. Cros, qui recolle les signatures en France <jpcros1@free.fr> et, en copie, à <groupecri@free.fr>

AFGHANISTAN

LIBÉRATION IMMÉDIATE DE PARVIZ KAMBAKHSH ÉTUDIANT-JOURNALISTE AFGHAN! RETRAIT DES TROUPES IMPÉRIALISTES D'AFGHANISTAN !

POUR LA DÉFAITE DES IMPÉRIALIS-

STES!

Le Groupe CRI se joint à la campagne pour la libération de Parviz Kambakhsh, jeune étudiant afghan en journalisme condamné à mort par lapidation pour « blasphème ». Une nouvelle fois, les légendes propagées par les dirigeants impérialistes sur leur mission de « démocratisation » de l'Afghanistan s'évanouissent. Le régime fantoche qu'ils ont installé dans ce pays, avec sa Constitution interdisant toute opposition à l'Islam, n'a rien à envier au régime des Talibans.

Le Groupe CRI apporte son soutien aux organisations ouvrières afghanes qui, malgré le danger que font peser sur eux les armées d'occupation et la dictature fasciste de Karzai à leur service, combattent

pour mettre fin à ce régime d'oppression. Nous partageons leur combat pour le retrait des troupes d'occupation impérialistes, obstacle principal à l'émancipation du peuple afghan. En particulier, nous tenons le gouvernement français comme responsable, avec ses alliés de l'OTAN, du chaos qui règne dans ce pays et du sort réservé à ceux qui, comme Parviz Kambakhsh, se battent pour un Afghanistan débarrassé de la domination de classe, principal terreau de l'obscurantisme religieux.

• Libération immédiate de Parviz Kambakhsh !

• À bas le délit d'opinion : la liberté d'expression est un droit !

• À bas le régime d'oppression de Karzai à la botte de l'OTAN !

• Retrait immédiat des troupes françaises et de toutes les troupes d'occupation !

• Vive la résistance du peuple afghan à l'occupation, jusqu'à la défaite des impérialistes !

12 mars 2008

On trouvera ci-dessous notre traduction, due au camarade Frédéric Traille, de l'appel envoyé par la Left Radicals of Afghanistan (LRA, Gauche radicale d'Afghanistan).

APPEL DE LA LEFT RADICALS OF AFGHANISTAN (LRA)

La liberté d'expression et la liberté d'opinion dans un régime installé par les États-Unis : Kambakhsh, un jeune étudiant-journaliste, condamné à mort !

Parviz Kambakhsh est une des toutes dernières victimes de la République Islamique d'Afghanistan qui, à cause de ses croyances et opinions personnelles et de son opposition politique au régime installé par les États-Unis en Afghanistan, a été maintenu dans une détention horrible au centre du Département de la Sécurité Nationale (SND) à Marzar e Sharif ces trois derniers mois.

Parviz Kambakhsh, jeune étudiant de 23 ans en troisième année à la faculté de journalisme de Marzar e Sharif, était reporter pour le journal « Jahan e Naw ». Il est issu d'une famille pauvre de la province pauvre de Saripul en Afghanistan.

Durant sa période de détention, il a été constamment torturé physiquement et mentalement ; il a même été menacé de mort s'il n'avouait pas. Pendant cette période, il n'a pas eu accès à un avocat et n'a pas pu recevoir la visite de ses amis et de ses proches. Même la peine de mort prononcée par le procureur général et le tribunal l'a été en son absence et secrètement.

Kambakhsh a été arrêté après que les services de renseignements du régime de Karzai (SND) l'eurent identifié comme « *laïque, marxiste et oppositionnel* » au régime. Il a été accusé d'avoir imprimé quelques articles athées depuis Internet et de les avoir distribués à ses camarades de classe.

Selon l'acte d'accusation officiel du procureur général de Mazar e Sharif, Hafizullah Khaligyar, « *Kambakhsh a profané l'islam, le Coran et Mahomet et contredit la Constitution* ». Lors d'une interview à la radio Kelid le 23 janvier 2008, il a affirmé que « *non seulement il a imprimé et écrit des articles anti-religieux, mais il était aussi un activiste marxiste qui faisait de la propagande pour ses opinions* ». Le

procureur général a brandi victorieusement le fait que le SND avait trouvé un livre de Wel Durant et d'autres livres anti-religieux à son domicile.

Le Ministère de l'Information et de la Culture, par une déclaration du 23 janvier, n'assume aucune responsabilité quant au cas du jeune journaliste de 23 ans Parviz Kambakhsh, en affirmant qu'« *il n'était pas un journaliste, mais un étudiant* » !

M. Babak, éditeur en chef de « Jahan e Naw », où Parviz Kambakhsh travaillait, rejetant les accusations du procureur général de Mazar e Sharif, a argumenté en disant que lire des documents et les copier depuis Internet n'était pas un acte illégal.

Le Conseil Ulama (le conseil des experts religieux), le Conseil Provincial de Mazar e Sharif, le SND et le procureur général ont tous ensemble condamné Parviz Kambakhsh et réclamé la peine de mort à son encontre (par lapidation selon la Charia islamique). Et finalement le tribunal moyenâgeux a annoncé sa décision de la peine de mort pour Kambakhsh le 23 janvier 2008.

Oui, tels sont la pratique et le visage réels de la démocratie en Afghanistan, un gouvernement créé par les États-Unis et l'OTAN comme un modèle de démocratie dans la région !

Selon l'article 3 de la nouvelle Constitution d'Afghanistan : « *Aucune autre loi ne peut être faite qui contredise les croyances et les lois de la sainte religion de l'islam en Afghanistan* », et l'article 33 de la loi sur les médias affirme qu'il n'est pas permis à la presse et aux médias de toucher à l'islam et à ses principes.

Ainsi, comme nous le notons, il y a beaucoup d'autres articles dans la Constitution, la loi sur les médias, la loi sur les partis politiques et la loi sur les organisations culturelles et sociales qui interdisent aux forces dont les croyances, les perspectives et les objectifs sont différents de la

Charia et de l'islam, de pouvoir s'établir, d'avoir des activités, d'exprimer leurs opinions et de propager leurs objectifs dans le paysage politique afghan.

C'est pourquoi, depuis le renversement du régime sombre et oppressant des Talibans, nous n'assistons à l'établissement d'aucun parti ou organisation laïque, marxiste et socialiste, alors que plus de 95 partis islamiques-nationalistes ont été établis et enregistrés par le gouvernement. Mais parmi les forces de gauche, à l'exception de quelques éléments collaborateurs, la plupart continuent leur lutte et leurs activités politiques clandestinement, comme au temps des Talibans, et souffrent de la persécution constante de la part des chiens de garde du régime.

Tout le monde sait que la République Islamique d'Afghanistan actuelle et le gouvernement Karzai – le président Karzai a lui aussi une origine jihadiste et talibane – consistent principalement en des forces jihadistes qui possèdent les mêmes croyances, les mêmes objectifs et la même nature que les Talibans, mais qui, compte tenu de leurs obligations et de leurs intérêts spécifiques, continuent leur collaboration avec le régime et dansent au rythme de l'impérialisme américain comme avant. Ces forces collaborationnistes comme les Talibans partagent la même nature anti-démocratique et barbare et ne respectent jamais la démocratie et les droits de l'homme.

La République Islamique d'Afghanistan a interdit l'hebdomadaire « Aftab » en 2002 et condamné à mort ses éditeurs. En 2005, elle a arrêté et prononcé la peine de mort contre Ali Mohaqiq Nasab pour avoir exprimé ses croyances. Elle a emprisonné et condamné à mort M. Abdul Raham qui s'était converti au christianisme en 2005. Elle a retenu en détention M. Ghaws Zalmai ces quatre derniers mois et le dernier événement est la détention et la peine de mort contre Parviz Kambakhsh.

Le régime de Karzai, comme le régime iranien, à travers le SND, le Ministère de l'Enseignement Supérieur, le Ministère de l'Éducation, le Ministère du Travail et des Affaires Sociales..., envoie des lettres officielles aux institutions qui leur sont liées comme les universités, les lycées, les centres de travail..., dans la capitale et dans les provinces, pour les prévenir de ne pas autoriser d'activités politiques dans leurs domaines respectifs et de rapporter immédiatement au SND tout mouvement qu'elles constatent.

Depuis l'installation du régime fantoche en Afghanistan, tout mouvement d'opposition est consciencieusement persécuté et supprimé encore plus durement qu'au temps des Talibans. En 2002 et 2003, les manifestations des étudiants de l'Université de Kaboul ont été réduites au silence par le langage des armes et les manifestants ont été détenus comme marxistes, Talibans, membres d'Al-Qaida ou activistes anti-gouvernement. En 2005, pendant les manifestations contre l'occupation et le régime partout dans le pays, en plus de tuer et de blesser, la police du régime d'oppression a emprisonné des dizaines de manifestants, dont 3 militants de la LRA, en tant que révolutionnaires de gauche et pour avoir participé aux manifestations de Jalalabad le 20 mai 2005. Le 29 mai 2006, à la suite des grosses manifestations contre l'occupation à Kaboul, impitoyablement réprimées par la police, M. Majadid, président du Sénat et figure jihadiste, a accusé les communistes de porter de telles manifestations.

Les marxistes, les communistes et les Kafer (les infidèles) sont les mots choisis par les fascistes jihadistes et nationalistes actuellement au pouvoir pour persécuter et chasser leur opposition politique en toute légalité, à la lumière de la nouvelle Constitution

soi-disant démocratique.

Certes, le programme des socialistes, des communistes et de tous les marxistes, en réclamant la fin de la propriété privée et de l'exploitation de l'homme par l'homme, l'égalité réelle entre les hommes et les femmes, la suppression du droit à l'héritage... est en contradiction avec l'Islam et avec toute autre religion, mais cela ne signifie pas que les communistes soient contre l'Islam et contre les religieux comme l'était Bismarck. Ils ont une attitude scientifique envers les religions et traitent cela comme une affaire personnelle de chacun.

Mais les sentiments anti-communistes et anti-marxistes dans le monde musulman et particulièrement parmi les forces politiques islamistes comme les fondamentalistes et les extrémistes, ont été développés et encouragés par l'impérialisme américain pendant la guerre froide pour être utilisés contre le « danger du communisme ». Aujourd'hui encore, l'impérialisme américain a les deux comportements : s'il en a besoin pour combattre ses ennemis, il soutient chaudement les forces extrémistes islamiques sous le prétexte de défendre les droits de l'homme et la démocratie, comme en Chine et en Asie centrale ; mais si ces forces touchent aux intérêts de l'impérialisme américain, il les ajoute à la liste noire des terroristes. Par exemple, il a aidé à la création et à l'arrivée au pouvoir des Talibans en Afghanistan et n'a pas montré la moindre objection avant septembre 2001, mais quand ils ont refusé de livrer Oussama, ils sont soudain devenus des terroristes !

Mais aujourd'hui encore, l'Islam est aussi un bon moyen pour les régimes non démocratiques de supprimer leurs oppositions en tant qu'éléments contre l'Islam, et ainsi se protéger contre toute opposition et toute critique.

La Gauche Radicale d'Afghanistan (LRA), en tant

qu'organisation de gauche révolutionnaire qui souffre constamment de la persécution du régime d'oppression actuel et qui continue sa lutte politique clandestinement, condamne fermement l'acte barbare de détention et de condamnation à mort par le régime d'oppression envers un très jeune intellectuel et demande sa libération immédiate. Nous croyons que les impérialistes et leurs marionnettes tout autour du monde, contrairement à leur affirmation stupide sur la mort du « communisme », ressentent toujours le danger de la part des forces marxistes et essaient par différents moyens de saper ces forces.

La LRA demande à tous les partis progressistes et anti-impérialistes du monde de soutenir la campagne pour la libération de Parviz Kambakhsh et d'envoyer des lettres de protestation aux ministères des Affaires Étrangères des États-Unis et de l'OTAN pour qu'ils interviennent et le libèrent des mains de la justice du régime qu'ils ont créé. Car les États-Unis et l'OTAN sont responsables de tous les crimes et du chaos qui existent en Afghanistan et ces gouvernements impérialistes, comme « anges gardiens » de l'Afghanistan occupé, ont créé une nouvelle Constitution et un régime fantôme de mafieux et de criminels de guerre pour nous en Afghanistan.

• Liberté immédiate pour Parviz Kambakhsh !

• La liberté d'expression et la liberté d'opinion sont un droit pour tous !

• À bas le régime d'oppression et ses suppôts qui nous pillent !

**Left Radicals of Afghanistan
25 janvier 2008 – Afghanistan**

Prière d'envoyer une copie de vos lettres à <lr_afg@yahoo.com>

LA LUTTE POUR LA DÉMOCRATIE ET CONTRE L'IMPÉRIALISME PASSE PAR L'INDÉPENDANCE POLITIQUE DU PROLÉTARIAT

Les élections législatives pakistanaïses du 18 février 2008 se sont déroulées dans un contexte marqué par l'assassinat de Benazir Bhutto, chef de file d'un des principaux partis en présence, le PPP (Parti du Peuple Pakistanais). Si ce parti l'a finalement emporté, sa majorité au Parlement n'est que relative et on se dirige vers un gouvernement d'« union nationale ». C'est en tout cas l'exigence des puissances impérialistes, omniprésentes dans la région, qui souhaitent qu'un gouvernement doté d'une légitimité forte exerce le pouvoir, alors que la dictature militaire de leur ancien laquais, Pervez Musharraf, n'a plus la capacité de contenir les aspirations du peuple pakistanais.

Le Pakistan, base avancée de l'impérialisme dans la région

Depuis des années, le Pakistan constitue un allié de choix pour les impérialistes dans la région, et en particulier pour les États-Unis. Alors que l'URSS représentait « l'empire du mal » pour l'Amérique de Reagan, c'est le Pakistan qui a servi de base logistique aux Talibans de Ben Laden et consorts, financés par les États-Unis, pour prendre le pouvoir en Afghanistan. Avec les attentats du 11 septembre, les forces islamistes sont devenues le nouvel ennemi. Le général Musharraf, arrivé au pouvoir en 1999 suite à un coup d'État, a suivi docilement cette nouvelle orientation américaine et s'est fait fort d'être le meilleur allié des États-Unis et des autres puissances impérialistes de l'OTAN dans leur « lutte contre le terrorisme », c'est-à-dire dans la guerre qu'ils ont lancée en Afghanistan et dont la population afghane continue de payer le prix encore aujourd'hui¹.

Toutefois, cela ne se passe pas aussi facilement que prévu pour le régime de Musharraf. S'il s'appuie sur l'armée, il a aussi dû compter dès le départ sur les forces islamistes pour assurer son pouvoir. Le parti qui le soutient, le PML-Q, a été forgé sur la base d'une alliance avec les partis religieux après une scission de la PML (Ligue Musulmane du Pakistan), l'un des deux partis qui exercent le pouvoir civil en alternance avec le PPP depuis les années 1970 (hors des périodes de dictature militaire). Mais surtout, les masses pakistanaïses n'acceptent pas de servir les puissances impérialistes quand celles-ci combattent leurs frères afghans. Ainsi l'OTAN a-t-elle dû renoncer à utiliser directement l'armée pakistanaïse dans sa guerre en Afghanistan et le soutien de Musharraf à cette guerre, en particulier l'utilisation de l'espace aérien pakistanaïse, a déjà déclenché des manifestations de masse dans tout le pays.

Il s'avère ainsi que le régime de Musharraf est devenu trop faible pour servir efficacement les intérêts impérialistes dans la région. Il se montre incapable de maîtriser les fondamentalistes religieux qui sont basés à la frontière afghane pour préparer leurs attaques contre les troupes d'occupation en Afghanistan. Les masses pakistanaïses sont exaspérées aussi bien par les attentats des forces islamistes, dont elles rendent Musharraf responsable en raison de son alliance avec les États-Unis, que par la dégradation de leurs conditions de vie, causée entre autres par le parasitisme de la dictature militaire.

Dans ces conditions, pour servir les intérêts des puissances impérialistes, il est devenu nécessaire de donner une légitimité au pouvoir pakistanaïse comprador. S'il ne s'agit pas de mettre de côté l'armée, force politique et sociale centrale au Pakistan, les dernières élections avaient pour but d'adjoindre à la présidence de Musharraf un gouvernement civil

qui pourrait jouir d'une certaine popularité. C'est là qu'entre en scène Benazir Bhutto, chef de file du PPP jusqu'à son assassinat fin décembre 2007.

Le PPP, parti des masses pakistanaïses ?

Le PPP est un parti clanique, qui repose depuis sa création à la fin des années 1960 sur la famille Bhutto et dont la direction se transmet par hérédité. Il a été créé en 1967 par Ali Bhutto, le père de Benazir, ancien ministre de la dictature militaire d'Ayub Khan, devenu opposant sur des positions nationalistes suite aux concessions faites à l'Inde au sujet du Cachemire. Il est depuis le départ un parti de l'élite pakistanaïse qui a fait allégeance à la famille Bhutto. Son programme mêle indistinctement et démagogiquement la religion, la lutte pour la démocratie et la référence au « socialisme ». Il ne s'est toutefois jamais agi pour ce parti de réaliser les aspirations de la classe ouvrière : sa conception du socialisme s'apparente d'avantage à un programme de nationalisations capitalistes, destinées à développer l'économie en l'absence d'une bourgeoisie forte. Toutefois, ce parti parvint à gagner l'attention des masses par ses discours radicaux contre la dictature militaire et, quand celle-ci chuta suite aux mobilisations populaires, ce fut Ali Bhutto qui arriva au pouvoir en 1971, pouvoir remis des mains mêmes de l'armée !

L'exercice du pouvoir confirma la vraie nature de classe de ce parti, soumis aux intérêts des grands propriétaires, avec une vision pour le moins autoritaire de la « démocratie » refusant la réforme agraire et poursuivant ses objectifs nationalistes (aucunement dirigés contre l'impérialisme, mais contre l'Inde voisine pour le contrôle du Cachemire). Après un nouvel épisode de dictature militaire et quelques règlements de comptes au sein même de la famille Bhutto, Benazir Bhutto arriva au pouvoir en

¹ Pour une description plus précise de l'histoire pakistanaïse, on peut consulter *Lutte de Classe* (revue de Lutte ouvrière) de mars 2008.

1988 d'abord, puis en 1993. Là encore, ses mandats n'ont pas été marqués par un progrès sensible pour les conditions de vie des masses, mais plutôt par un soutien aux forces réactionnaires religieuses et un renforcement du clientélisme et de la corruption, à tel point qu'elle a dû choisir l'exil en 1996, afin d'échapper à une menace de procès pour corruption et complicité dans l'assassinat de son propre frère...

C'est toutefois elle qui fut choisie en 2007 par les puissances impérialistes pour pouvoir ramener la stabilité qui leur était nécessaire au Pakistan. Malgré son exercice du pouvoir, la famille Bhutto et le PPP ont encore partiellement l'image dans l'opinion de gens qui luttent contre la dictature militaire. Benazir Bhutto prêta allégeance aux États-Unis dans leur « lutte contre le terrorisme », les obstacles juridiques à son retour (à savoir les poursuites judiciaires à son encontre et l'impossibilité constitutionnelle de briguer un troisième mandat) furent levés (par la manière forte : avec la destitution du chef de la Justice récalcitrant¹ et la suspension de la Constitution par Musharraf !). C'est ainsi qu'elle put revenir au Pakistan pour mener sa campagne électorale...

L'assassinat de Benazir Bhutto le 27 décembre 2007 a dramatiquement changé la situation. En refusant tout d'abord d'assurer sa sécurité, puis en refusant de mener une enquête sur cet assassinat, Al-Qaïda étant le coupable tout désigné, le régime de Musharraf a dévoilé aux masses sa responsabilité dans ce crime d'État. L'image de combattant de la dictature militaire qui reste attachée à la famille Bhutto et le sentiment pour les masses qu'on leur volait cette élection² ont contribué à la vague de colère qui a suivi l'assassinat. Ce mouvement de révolte spontané et massif a été durement réprimé par le régime Musharraf ; les forces de police déployées contre le mouvement

¹ Également coupable de déclarer anticonstitutionnel le cumul par Musharraf des postes de président et de chef des armées.

² Avec d'autre part des centaines d'assassinats politiques dans les dernières semaines de la campagne électorale.

d'émeutes ont tué des dizaines de personnes.

Les élections, reculées d'un mois, ont finalement eu lieu le 18 février. Le parti du général-président Musharraf, haï, a subi une défaite, avec seulement 36 sièges au Parlement, devancé par le PPP, qui en a obtenu 87, et le PML-N (Ligue Musulmane du Pakistan, tendance Nawaz Sharif), qui a emporté 66 sièges. Malgré les fraudes massives, les représentants impérialistes ont salué des élections « libres et justes », où ils ont vu un « pas en avant pour la démocratie ». Les États-Unis notamment, par l'intermédiaire d'un groupe de sénateurs démocrates, ont fait savoir qu'ils étaient satisfaits de ce résultat. En effet, en l'absence d'une figure forte capable de stabiliser le pays, la répartition des voix va mener à la constitution d'un « gouvernement d'union nationale », remède miracle que les impérialistes préconisent dans les pays dominés et condition *sine qua non* pour que les aides financières soient augmentées.

Pour un parti de la classe ouvrière, luttant contre l'impérialisme

Dans ces conditions, la classe ouvrière et les masses paysannes pauvres n'avaient aucune perspective dans ces élections. Ils n'avaient aucun intérêt à choisir un parti bourgeois plutôt qu'un autre dans cette opération de stabilisation du régime de Musharraf, pilier pour l'intervention impérialiste dans la région et l'occupation de l'Afghanistan. Le sentiment de colère légitime qui a saisi les masses après les agissements criminels à la tête de l'État ne peut pas faire oublier que le PPP est une des options pour la domination de la bourgeoisie compradore au Pakistan, et que ce parti a déjà fait ses preuves comme tel par le passé. De ce point de vue, il est totalement inacceptable, pour qui se réclame du communisme révolutionnaire, de mener campagne pour le PPP sous prétexte de son lien fort avec les masses et de sa référence formelle au

« socialisme » dans son programme originel³.

La campagne de boycott – nécessaire pour montrer que les travailleurs pakistanais refusent de servir de caution à un régime dont le mandat, fixé par les puissances impérialistes, ne prend pas en compte le sort du plus grand nombre – devait être aussi l'occasion d'une clarification politique. De ce point de vue, il n'était pas plus acceptable pour les forces communistes révolutionnaires de se fondre dans la vaste coalition pour le boycott apparue sous le nom d'APDM (Mouvement Démocratique de Tous les Partis), allant de l'« extrême gauche » à l'« extrême droite » — et qui a d'ailleurs renoncé au boycott lorsque Musharraf a accepté de reporter les élections de quelques semaines...

Au contraire, un authentique parti communiste révolutionnaire ne pourra se construire qu'en mettant en avant le programme de la classe ouvrière, alliée aux paysans pauvres, dans sa lutte pour ses propres intérêts, condition du combat pour en finir avec la dictature militaire comme avec la domination impérialiste et pour mettre en œuvre une politique réellement démocratique, révolutionnaire et socialiste.

Frédéric Traille

³ C'est pourtant la voie choisie par *The Struggle* (membre de la Tendance Marxiste Internationale, dont la section française est le groupe *La Riposte*, tendance du PCF) qui s'est intégré dans le PPP. Comme au Venezuela, où cette tendance appartient au parti de Chavez et capitule face à sa politique (cf. Le CRI des travailleurs n° 24, nov.-déc. 2006), le prétexte d'être avec les masses ne peut pas justifier de semer des illusions envers un parti bourgeois, fût-ce en y distinguant une droite et une gauche.

L'« INDÉPENDANCE » DU KOSOVO ET LE JEU DES GRANDES PUISSANCES

Nous publions ici un nouvel article du PTS (Parti des travailleurs socialistes) d'Argentine, principale section de la FTQI (Fraction Trotskyiste Quatrième Internationale), avec laquelle le Groupe CRI est en discussion. Nous partageons globalement l'analyse et l'orientation de cet article. Il reste à revenir sur certaines questions comme la création même de l'État yougoslave par les traités impérialistes de Saint-Germain (1919) et de Trianon (1920), l'appréciation du mouvement national bosniaque dans les années 1990 ou l'articulation exacte entre l'indispensable soutien au droit à l'auto-détermination des peuples opprimés des Balkans et l'impossibilité de le réaliser par une « indépendance » purement formelle sous le joug de l'impérialisme, donc sans une fédération socialiste des peuples des Balkans.

La déclaration unilatérale d'indépendance du Kosovo, proclamée par le Parlement et le gouvernement du ministre Hashim Thaci (fondateur de l'UCK devenu aujourd'hui Parti Démocratique du Kosovo), le 17 février dernier, loin de réaliser les aspirations de la population albano-kosovar, a été une action coordonnée avec les États-Unis et la majorité des puissances de l'Union Européenne — la France, l'Allemagne et l'Angleterre —, dont le résultat ne peut être rien d'autre qu'une indépendance fictive de ce petit État, qui restera sous supervision internationale et avec une souveraineté nationale pratiquement inexistante. Ceci s'ajoute aux indices accablants de pauvreté et de chômage et à la décomposition de son élite dirigeante, qui le rend complètement dépendant de l'aide internationale. Les USA et ses alliés utilisent l'indépendance fictive du Kosovo pour mettre des limites au retour de la Russie comme acteur ayant un poids géopolitique au niveau régional,

avec l'intention stratégique d'affaiblir sa capacité de manœuvre et de l'incorporer dans un rôle subordonné à l'ordre mondial. Ce qui est célébré aujourd'hui comme la naissance d'un nouvel État n'est pas autre chose que l'établissement d'un autre semi-protectorat européen et américain dans les Balkans.

La promotion par les États-Unis et ses alliés européens de l'« indépendance » de Kosovo n'a rien à voir avec le respect du droit à l'autodétermination ni avec une indemnisation après l'oppression subie par les Albano-Kosovars de la part de celui qui fut autrefois l'homme fort des Balkans, Slodoban Milosevic. Au contraire, c'est une tentative délibérée, de la part des puissances impérialistes, pour augmenter la pression sur la Russie. Le soutien à cette décision américaine de pays comme l'Allemagne ou la France, traditionnellement plus attentifs aux revendications du Kremlin, a été un coup dur pour la diplomatie russe.

De leur côté, les arguments de la Russie, de la Serbie, de la Chine, de l'État espagnol et d'autres pays qui se sont opposés à cette « indépendance » sont aussi réactionnaires, reposant sur la négation du droit à l'autodétermination nationale pour les minorités nationales opprimées. La Russie et la Serbie mettent en avant que l'« indépendance » a été décidée sans l'approbation du Conseil de sécurité de l'ONU et en violation des résolutions adoptées par l'ONU qui avaient mis un terme à la guerre de l'OTAN contre la Serbie en 1999. En effet, la résolution 1244 du 10 juin 1999 ordonnait le retrait des forces de l'ex-Yougoslavie et le transfert du contrôle du Kosovo au Conseil de sécurité de l'ONU — dont la Russie est un membre permanent — et à sa mission militaire, la KFOR. Cette résolution ne faisait pas mention de l'indépendance et reposait sur le principe général de « fournir un processus politique destiné à déterminer le futur statut de Kosovo » et « une solution politique à la crise du Kosovo ». Son préambule se référait

spécifiquement « à l'intégrité territoriale » de la Yougoslavie et l'article 10 autorisait seulement « une autonomie substantielle dans la République Fédérale de Yougoslavie ». C'est-à-dire un accord complètement réactionnaire dans lequel l'« autonomie » du Kosovo consistait dans sa transformation en protectorat de l'OTAN, tandis que son droit à l'indépendance était conditionné à l'accord de ses oppresseurs. À son tour, cette présence permanente de troupes impérialistes dans la région signifiait une pression permanente pour forcer la Serbie à s'aligner sur l'UE.

Toutefois, depuis la chute de Milosevic en 2000, dans l'organisation de laquelle le financement et les contacts de l'ambassade des États-Unis ont joué un rôle de premier ordre — chute qui allait ensuite être le modèle des « révolutions colorées » étendu aux ex-Républiques soviétiques —, et depuis le début de la présidence de Bush, l'impérialisme américain promeut la politique d'une déclaration d'indépendance formelle qui fasse du Kosovo un protectorat sous son influence. En juin dernier, quand il a fait une visite en Albanie et a été acclamé comme un héros, Bush s'est engagé à donner une solution rapide à cette question dans les quelques mois qui restaient de sa présidence.

La décision des États-Unis et de ses alliés de mettre en œuvre sans l'approbation du Conseil de sécurité le plan d'« indépendance » conçu par l'émissaire de l'ONU pour la région, l'ex-président finlandais Martti Ahtisaari, peut avoir des conséquences inattendues. Bien qu'ils prétendent que le Kosovo constitue un « cas exceptionnel » et « ne constitue pas un précédent », ce qui est certain, c'est qu'un principe central du *statu quo* européen a été mis en question : celui d'après lequel les puissances extérieures ne peuvent pas redéfinir les frontières et les mouvements indépendantistes ne peuvent pas unilatéralement créer de nouvelles nations. Par conséquent, la création

d'un précédent peut avoir des conséquences énormes et des répercussions en Europe et au-delà. Tandis que les États-Unis, en se présentant comme les « défenseurs de l'indépendance kosovare » (comme ils l'ont fait naguère en Irak avec des Kurdes et les Chiites), essayeront d'utiliser ce fait pour gagner un soutien parmi les minorités nationales de pays avec lesquelles ils peuvent être en rivalité, tous les États ayant des problèmes « nationaux » craignent d'être touchés.

C'est ce qui explique l'hostilité non seulement de la Russie, qui voit son influence dans les Balkans réduite, mais aussi de la Chine, qui craint que ce précédent ne soit utilisé comme drapeau pour favoriser des processus semblables, indépendantistes ou séparatistes, à Taiwan, au Tibet ou dans la province à majorité musulmane du Xinjiang. En Europe, malgré le soutien apporté par les principales puissances à la proclamation de l'indépendance du Kosovo, cette décision n'a pas obtenu un appui unanime et a divisé de nouveau l'UE. En particulier, une série de pays s'y oppose, avec à leur tête l'État espagnol impérialiste craignant que cela ne stimule le nationalisme basque et catalan, mais aussi les États comme la Slovaquie et la Roumanie, qui ont d'importantes communautés de Hongrois concentrées dans certains secteurs ; sans parler de Chypre, soutenu par la Grèce, dont la région turque — aujourd'hui dirigée par un gouvernement séparé — pourrait proclamer formellement son indépendance.

Un grand défi : les États-Unis et l'UE contre la Russie

La déclaration d'indépendance du Kosovo et sa reconnaissance internationale constituent un défi fondamental pour Moscou. Car, si le président russe, Vladimir Poutine [aujourd'hui Poutine et Medvedev], accepte ce recul sans réponse significative, il met en péril huit années de consolidation de son pouvoir et affaiblit gravement l'influence russe dans sa périphérie. N'oublions pas que l'ascension de Poutine en 1999, après la capitulation russe humiliante dans la guerre des Balkans face à l'OTAN, a été l'expression d'un ras-le-bol d'importants secteurs de

l'establishment de la sécurité nationale face aux oscillations et à la faiblesse de l'administration de Boris Eltsine devant l'avance constante du pouvoir occidental. Pendant ses années de présidence, par une politique bonapartiste et en s'appuyant sur l'écrasement des Tchétchènes (avec le consentement des puissances impérialistes à tout type de crimes), Poutine a restauré le pouvoir de l'État et s'est construit à l'intérieur une image de « chef puissant » avec laquelle il a essayé de convaincre les Russes et les habitants des États voisins, que la renaissance de la Russie comme puissance était inévitable.

Mais si Poutine recule au Kosovo, ceci peut affaiblir son autorité en Russie. Il faut tenir compte du fait que la source de son pouvoir dans son cercle interne tient plus à la crainte des conséquences de dissensions qu'à ses capacités propres. D'ores et déjà, Igor Sechin, un des deux hommes de son entourage le plus proche, a été relégué derrière Dmitri Medvedev, le chef de l'entreprise gazière la plus importante du monde, Gazprom, comme l'option de Poutine pour lui succéder à la présidence. La fraction de Sechin est composée fondamentalement par les *siloviki* — membres des services secrets et de l'appareil de sécurité — sur lesquels s'est appuyé fondamentalement Poutine dès son arrivée au pouvoir. Sa domination pourrait se voir menacée si la faiblesse mise en évidence par la sécession du Kosovo se combinait avec des luttes de clans au Kremlin, déjà vives.

Mais il est plus grave encore pour les intérêts de l'État capitaliste russe naissant que les alliés du Kremlin pourraient puiser dans l'incapacité de Moscou à défendre la Serbie un exemple éclatant de la faiblesse internationale de la Russie. Pour eux, la Russie aurait abandonné la Serbie deux fois : une première fois lors de la guerre de 1999 ; une seconde, maintenant. L'OTAN et l'Union Européenne ont absorbé - ou au moins déterminé le futur de - toute l'Europe centrale, des pays baltes et des Balkans. Si la perception de la renaissance du pouvoir russe se modifie, beaucoup de ces pays pourraient chercher un nouveau lieu avec l'OTAN ou l'UE. Les effets d'une telle perspective se manifesteraient tout spécialement dans la périphérie russe, où Moscou a

essayé de récupérer une partie du terrain perdu avec la débâcle de l'ex-URSS. En particulier ceci aurait une incidence spéciale en Ukraine, où l'influence des puissances impérialistes occidentales commence déjà à prendre la forme d'un accord de libre commerce avec l'UE, comme le démontre le début de négociations à ce sujet depuis le 18 février.

À son tour, la perception de la dégradation de l'influence de la Russie peut encourager une reprise des tentatives d'autres États pour déstabiliser la périphérie russe. L'OTAN et l'UE pourraient redoubler d'efforts en Ukraine, en Biélorussie, en Moldavie et au Caucase, ainsi que dans les États clairement aujourd'hui hostiles à la Russie comme la Pologne, la Roumanie ou les pays baltes qui essaieraient de miner l'influence russe sur leurs frontières. En ce sens, la décision de la Géorgie et de l'Ukraine de cesser de parler de leur adhésion éventuelle à l'OTAN, après des menaces voilées à l'encontre de la première — un appui russe éventuel à l'indépendance de l'Abkassie —, et les termes finalement généreux de l'accord sur le gaz avec Kiev par rapport à la deuxième, paraissent une première réponse préventive du Kremlin à cette possible dynamique.

Dehors les troupes et les bases impérialistes ! À bas l'ingérence néocolonialiste des États-Unis et de l'UE ! Pour une Fédération volontaire de Républiques Socialistes dans les Balkans !

L'indépendance du Kosovo est une indépendance fictive qui inclut la supervision internationale, une limite à ses forces armées et l'interdiction de s'unir à d'autres États, c'est-à-dire à l'Albanie. En réalité, l'indépendance est la couverture « légale » d'un protectorat établi par les puissances occidentales. C'est ce que montre la présence de 2 000 policiers, juges, gardiens de prison et fonctionnaires des douanes envoyés par l'UE qui vont être les véritables administrateurs de la province, secondés par 1 000 fonctionnaires locaux. À son tour, cette mission, appelée Eulex, dirigée par le général français Yves de Kermabon (qui a derrière lui plusieurs années d'interventions militaires en Afrique et les Balkans), va être soutenue par environ 16 000 soldats de l'OTAN déjà stationnés au Kosovo.

Les États-Unis ont installé dans leur zone d'occupation l'immense base militaire de Camp Bondsteel, une véritable forteresse armée d'où ils contrôlent tous les Balkans. Toutefois, le protectorat kosovar n'est pas autre chose qu'un nouveau pas dans la semi-colonisation des Balkans par les puissances impérialistes, en particulier celles de l'UE. La dernière pièce de cette recolonisation impérialiste serait l'intégration de la Serbie elle-même à l'UE. Cet État se trouve aujourd'hui divisé en deux secteurs, tous les deux opposés à l'indépendance du Kosovo : ceux qui s'opposent à cette proclamation mais ne veulent pas ouvrir une brèche avec l'UE sur ce sujet, et ceux qui voient l'UE et les États-Unis comme une menace fondamentale contre la souveraineté serbe. La société serbe est polarisée entre les deux positions.

La destin tragique des Balkans, après les guerres qui les ont minés pendant les années 1990 et alors qu'aujourd'hui une grande partie de leur territoire se trouve sous l'occupation de forces militaires impérialistes, démontre que le droit à l'autodétermination nationale à l'époque impérialiste ne peut être défendu jusqu'au bout que par le prolétariat.

Les politiques du FMI en Yougoslavie ont conduit dans les années 1980 à une dette externe de plus de 20 milliards de dollars. La bureaucratie restaurationniste a créé des mécanismes de confiscation et d'appauvrissement des masses pour honorer les engagements extérieurs. La résistance ouvrière (durant l'année 1988, la classe ouvrière yougoslave est arrivée à effectuer 2 000 grèves contre le gouvernement) a été déviée par la bureaucratie avec le recours au nationalisme chauvin. En 1987, Milosevic, dès qu'il est arrivé au gouvernement de la Fédération yougoslave, a commencé à attaquer l'autonomie du Kosovo. En 1989, le peuple de Kosovo s'est soulevé contre le chauvinisme grand-serbe soutenu par Milosevic, dans une véritable insurrection qui a pu compter sur une forte intervention des travailleurs des mines. Après sa défaite, Milosevic a annulé l'autonomie qu'avait cette province et a entrepris un harcèlement plus grand contre son peuple, nourrissant ainsi la haine chauvine dans son propre pays. Des sentiments indépendantistes croissants se sont

développés parmi les Kosovars, en raison de la remise en cause permanente de leurs droits nationaux, d'où ils ont fini par tirer la conclusion qu'ils ne pourraient arracher ces droits tant qu'ils resteraient au sein de la Serbie.

D'une façon plus générale, l'apparition de la « question nationale » dans les Balkans au début des années 1990 a été l'expression « labyrinthique » (Trotsky) prise par la lutte de classes face à la politique restaurationniste de la bureaucratie. Beaucoup d'événements de la lutte de classes en Yougoslavie ont eu lieu en même temps ou se sont confondus dans un même mouvement avec les revendications nationales. Alors que les masses yougoslaves, sans distinction de nationalité, ont fait face vers la fin des années 1980 aux plans dans le style du FMI mis en œuvre par le gouvernement fédéral et les républiques, la politique restaurationniste promue depuis le gouvernement central, contrôlé par la Serbie, a poussé à son tour les dirigeants des républiques plus fortes économiquement, comme la Slovénie et la Croatie, à chercher à s'orienter par elles-mêmes vers le marché capitaliste européen, encourageant ainsi la séparation. Ces mouvements internes ont été en outre aggravés par l'intervention directe des puissances impérialistes. D'entrée, l'Allemagne a œuvré explicitement pour la division de l'ex-Yougoslavie et de l'incorporation la Slovénie et de Croatie, les deux républiques les plus développées de l'ex-Fédération yougoslave, qui se trouvent dans son secteur d'influence. Les dirigeants croates ont recouru à la purification ethnique pendant la guerre contre les Serbes, tout comme Milosevic lui-même l'a fait avec eux à leur rencontre. Ensuite, il y a eu la guerre de Bosnie, où l'agression serbe — dans laquelle les Bosno-Serbes et l'armée serbe ont commis de terribles crimes de guerre —, mais aussi croate, a mis un terme au caractère multi-ethnique de la république, aboutissant à la division du pays selon des lignes ethniques dans les réactionnaires accords de Dayton en 1995, qui incluaient la présence de troupes impérialistes sous la couverture de l'ONU.

Dans ces accords, l'impérialisme a légitimé la séparation selon des lignes ethniques de la Bosnie par les bureaucraties grand-serbe et grand-

croate, sur la base de la défaite du mouvement national bosniaque qui, en tant qu'il défendait son caractère multi-ethnique, constituait le seul mouvement national progressiste, par-delà le caractère pro-impérialiste de la direction musulmane d'Izetbegovic, soutenue par les États-Unis. Dayton, à son tour, a signifié la reconnaissance explicite de l'appartenance du Kosovo à la Serbie. La défaillance de l'autonomie négociée, dirigée par Ibrahim Rugova, a mis en cause les accords de Dayton eux-mêmes, en donnant naissance à la formation de l'Armée de Libération du Kosovo (UCK), une guérilla à direction nationaliste qui, à la fin des années 1990, a gagné un soutien croissant. Mais ensuite, après l'échec des négociations de Rambouillet, l'UCK s'est transformée en un pion de l'agression impérialiste qu'a lancée l'OTAN contre la Serbie (qui refusait d'accepter la présence de 30 000 soldats de l'OTAN au Kosovo). La guerre a signifié fondamentalement un saut qualitatif dans la recolonisation des Balkans et a servi à réaffirmer l'influence de l'OTAN, dirigée par les USA, dans tout l'Est et Centre de l'Europe. Les États-Unis, la France et l'Angleterre, qui au début ont soutenu l'unité de la Fédération yougoslave — contre l'impérialisme allemand — comme le meilleur véhicule du processus de restauration capitaliste ordonné, ont progressivement abandonné ce plan face à la politique de Milosevic de construire non un État fédéral mais une « Grande Serbie », et face à la déstabilisation que cela provoquait. La guerre aérienne de 1999 menée par l'OTAN contre la Serbie a été l'expression maximale de cette politique. Tous les Balkans sont devenus aujourd'hui une semi-colonie de l'UE, ou sont sur le point de l'être. Pire encore, le Kosovo ou la Bosnie sont des semi-protectorats directs des puissances impérialistes. Quelques Kosovars, fatigués par les années d'oppression par la Serbie, sont aujourd'hui reconnaissants pour ce nouveau statut de vassal de l'impérialisme. Dimanche 17 février, des centaines de drapeaux américains entouraient les rues de Pristina, la capitale du Kosovo, en remerciement du rôle de direction joué par les USA dans la campagne de bombardements aériens de 1999 puis dans le processus menant à la proclamation de l'indépendance fictive.

Mais l'espoir que le Kosovo puisse résoudre ses problèmes de pauvreté, de retard économique et de corruption endémique par le biais des États-Unis et des puissances impérialistes oppresseuses de l'UE conduira tôt ou tard à la plus grande des déceptions, si la situation ne s'est pas aggravée avant avec de nouvelles purifications ethniques ou guerres internes. Le chemin dur et long vers la véritable indépendance ne peut passer que par le retrait des troupes impérialistes et par la fin de toute ingérence néo-

colonialiste de l'UE et des États-Unis. Pour cette raison, nous, marxistes révolutionnaires de la FT-QI, qui dans la guerre de 1999 avons tout à la fois combattu contre l'agression impérialiste envers la Serbie et défendu le droit du peuple albanokosovar à son autodétermination nationale, disons comme à cette époque que cette autodétermination ne viendra pas de l'impérialisme. Nous continuerons à défendre le droit des Kosovars à avoir leur propre État, nous disons avec clarté qu'aujourd'hui

la tâche fondamentale est l'expulsion de l'impérialisme de la région et que seule une Fédération libre de Républiques Socialistes des Balkans, où l'on respecte vraiment le droit de chaque peuple à sa propre autodétermination, peut mettre un terme à la fragmentation actuelle. La classe ouvrière de chaque État doit faire face à la domination impérialiste et à ses dirigeants locaux en ayant cette perspective comme guide.

Juan Chingo

PALESTINE

COMMUNIQUÉ DU CILCA

ISRAËL PROMET « LA SHOAH » AUX PALESTINIENS ! TROUPES SIONISTES, HORS DE PALESTINE !

Pour une grande manifestation à Paris ! Front unique des syndicats,
partis ouvriers et associations de défense du peuple palestinien !

En trois jours, une centaine de Palestiniens, dont la moitié de femmes et d'enfants, ont été lâchement assassinés par l'armée criminelle de l'État sioniste dans la bande de Gaza. Dans les hôpitaux de Gaza, privés de médicaments, d'électricité et d'eau courante du fait du blocus imposé depuis deux ans par Israël, les États-Unis, l'Union européenne et la Russie, les centaines de blessés graves risquent la mort faute de soins.

Le gouvernement israélien a annoncé la fin de l'opération de grande envergure menée les 1^{er} et 2 mars, mais la poursuite des attaques quotidiennes visant à désarmer la résistance palestinienne. Il s'agit d'une guerre sans limites : le vice-ministre israélien de la guerre, Matan Vilnai, membre du Parti travailliste, a osé menacer les Palestiniens de la shoah ! « Plus les tirs de [roquettes

palestiniennes] Qassam s'intensifieront et la portée des roquettes s'allongera, et plus forte sera la Shoah qui s'abattra sur eux, car nous utiliserons toute notre force pour nous défendre », a-t-il déclaré à la radio.

Dans le même temps, Sarkozy et son gouvernement impérialiste multiplient les initiatives pour fêter le soixantième anniversaire de l'État d'Israël, notamment au salon du livre 2008.

Face à ce génocide annoncé, seul le mouvement ouvrier international, en solidarité active avec la résistance du peuple palestinien, peut arrêter le bras d'Israël, armé par l'impérialisme, en premier lieu l'impérialisme américain.

C'est pourquoi le CILCA, qui a participé au rassemblement d'urgence du 2 mars à Paris, s'adresse à tous les militants syndicalistes pour que, dès aujourd'hui, ils fassent prendre

position dans leurs structures syndicales (sections, UL, UD, fédérations et confédérations) pour l'organisation d'une manifestation de masse à Paris dans les plus brefs délais, dans un cadre de front unique des syndicats, partis ouvriers et associations de défense du peuple palestinien. Le CILCA demande aux militants de faire remonter les informations sur l'état de la mobilisation sur son adresse mail : couraintersyndical@free.fr

Le CILCA s'adresse tout particulièrement aux autres collectifs, tendances et comités de syndicalistes pour leur proposer d'agir dans le même sens.

2 mars 2008

CAMPAGNE 1948-2008 - 60 ANS DE RÉSISTANCE CONTRE ISRAËL JUSQU'AU RETOUR DE TOUS LES RÉFUGIÉS

Le 29 novembre 1947, l'ONU partage la terre de Palestine sans consulter ses habitants pour la livrer aux colons sionistes qui **déclarent la création de l'État colonial – Israël le 14 mai 1948** après avoir déplacé, expulsé et dispersé à travers le monde près de 900.000 Palestiniens (avant et après le 14 mai), assassiné 15.000 Palestiniens et rasé des centaines de villages avant le 14 mai. **Depuis,**

Israël continue son plan de colonisation de la Palestine historique par le nettoyage ethnique des Palestiniens, par la construction du mur et de nouvelles colonies sur les terres occupées en 1948 et en 1967. Aujourd'hui, les 10 millions de Palestiniens (Palestine historique, Liban, Jordanie, Syrie, et ailleurs dans le monde), dont 6,5 millions de réfugiés, continuent de résister, de

revendiquer leurs droits nationaux et historiques sur leur terre, la Palestine. Hier comme aujourd'hui les impérialistes états-uniens, britannique, français et les régimes réactionnaires de la région dont l'Arabie Saoudite, l'Égypte, la Jordanie et la Turquie, s'emploient à la destruction de la cause palestinienne et de sa résistance en attisant des conflits internes avec l'aide de collaborateurs palestiniens.

Depuis les élections législatives de janvier 2006, la population de la bande de Gaza est soumise à un blocus international visant à lui imposer de renoncer à la résistance. Les massacres de ces derniers jours ne font que poursuivre le nettoyage ethnique et la tentative d'éradication du peuple palestinien.

Nous soutenons la cause palestinienne, symbole de la lutte des peuples pour leur souveraineté et leur autodétermination contre l'impérialisme et ses alliés.

Mobilisons-nous pour :

- **Soutenir la résistance du peuple**

palestinien jusqu'à la libération de l'ensemble de la Palestine, le droit au retour dans leurs foyers d'origine de tous les expulsés depuis 1948 et l'abolition du système colonial et raciste de l'État d'Israël.

- **Nous opposer à la collaboration du gouvernement français avec l'État colonial d'Israël à tous les niveaux.**

**MANIFESTATION
LE 29 MARS 2008
(Journée de la Terre)
15 h, Paris, République**

Signataires de l'appel de la

Campagne Palestine, 1948 - 2008, 60 ans de résistance : Association des Palestiniens en France, Comité palestinien pour le droit au retour section France, Collectif pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah, Nanterre Palestine, ISM France, Mouvement justice pour la Palestine, Joie des Enfants des Camps, Niort-pour-la-Palestine, Abnah Philistine, Contre-Informations, Groupe CRI, Ijtihad, Comité Saint-Ouen Solidarité Palestine

Contact :

campagne60palestine@yahoo.fr

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO (60 pages)

ANALYSES ET PROPOSITIONS CRI

- **Éditorial : Défaite électorale de Sarkozy-Fillon, crise du MEDEF, montée du mécontentement ouvrier et populaire...**
La situation objective rend possible un nouveau cycle de luttes, à condition de surmonter les obstacles politiques (p. 3)
- **Il n'y a globalement rien à attendre des élections ! L'urgence de la lutte de classe** est de combattre pour un front unique ouvrier contre Sarkozy, un courant lutte de classe dans les syndicats, un parti révolutionnaire (Déclaration CRI) (p. 9)
- **Encore une démission du PT...** et une adhésion au Groupe CRI ! (p. 18)
- **Non aux 679 licenciements chez Smoby !** Pour gagner, il faut lutter dans l'unité ! (Tract de la section du Jura) (p. 20)
- **Plan « espoir banlieue »** : le gouvernement perfectionne son appareil répressif et sa politique d'exploitation (p. 22)

SYNDICALISME DE CLASSE

- **Étudiants** : Après le mouvement contre la loi Pécresse (LRU), que faire dans les universités ? (p. 24)
- **Enseignants** : Rapport Pochard, base de la « réforme » Darcos : une machine de guerre (p. 25)
- **Pour vaincre Darcos**, les journées d'action ne suffiront pas ! Il faut la grève jusqu'à satisfaction ! (Tract du CILCA) (p. 27)
- **Appel de l'Assemblée générale des établissements d'Île-de-France** (Document) (p. 28)
- **Pouvoir d'achat : les directions syndicales doivent préparer un plan de bataille public-privé** : 300 € pour tous ! (p. 30)
- **Non au rapport Attali !** (Tribune libre) (p. 30)
- **Une conférence de J.-C. Le Duigou**, dirigeant de la CGT : Collaboration de classe à tous les étages ! (Tribune libre) (p. 33)

LEUR SOCIÉTÉ

- **Bulletin Résistons ensemble contre les violences policières** (Document) (p. 35)
- **Années 1980 : le triomphe de l'idéologie « néolibérale »** au service de l'offensive capitaliste (p. 37)

LEUR ÉCONOMIE

- **L'« affaire » Jérôme Kerviel** (trader de la Société générale) (p. 43)
- **Contribution sur les causes, l'ampleur, et les conséquences du déficit commercial des États-unis** (p. 44)
- **Quelques éléments sur le système bancaire actuel** et sur la gestion de la « crise des subprimes » (Tribune libre) (p. 47)

NOTRE INTERNATIONALISME

- **Tchad : Solidarité avec le peuple tchadien !** Front unique pour combattre l'intervention française au Tchad ! (p. 48)
- **Venezuela : Non au licenciement d'Orlando Chirino** par le gouvernement Chavez ! (p. 50)
- **Afghanistan : Libération immédiate de Parviz Kambakhsh !** Retrait des troupes impérialistes ! (p. 51)
- **Appel de la Left Radicals of Afghanistan** (Tribune libre) (p. 52)
- **Pakistan : La lutte pour la démocratie et contre l'impérialisme** passe par l'indépendance politique du prolétariat (p. 54)
- **Kosovo : L'« indépendance »** et le jeu des grandes puissances (Tribune libre du PTS d'Argentine) (p. 56)
- **Palestine : Israël promet « la shoah » aux Palestiniens !** Troupes sionistes, hors de Palestine ! (p. 59)
- **Campagne 1948-2008 - 60 ans de résistance contre Israël** jusqu'au retour de tous les réfugiés : manif le 29 mars (p. 59)